

JOURNAL OFFICIEL

Philippe MACHENAUD-JACQUIER
Mail : philippe.machenaud@mail.pf

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

PARAISANT LE JEUDI

Matahiti 155
N° 51

TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 21
no Titema 2006

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 50 05 80 - Télécopieur (Fax) : 42 52 61

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

	Pages
Arrêté n° HC 612 DAC du 30 octobre 2006 relatif aux décisions prises par le comité des finances locales dans sa séance du 4 juillet 2006	4411
Arrêté n° HC 613 DAC du 30 octobre 2006 relatif aux décisions prises par le comité des finances locales dans sa séance du 26 septembre 2006	4414
Arrêté n° 15 MAAT du 21 novembre 2006 portant modification de l'arrêté n° 11 MAAT du 6 octobre 2006 relatif à la composition du jury du brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport, spécialité "Activités physiques pour tous"	4439
Arrêté n° 587 DAC du 27 novembre 2006 abrogeant l'arrêté n° 600 MAC du 10 septembre 2004 portant désignation des membres de la commission spéciale chargée d'examiner la situation budgétaire de la commune de Papara	4439
Décision n° 21 IDV du 29 novembre 2006 désignant une commission d'enquête administrative relative au projet de création d'un cimetière communal sur la terre Vaitavere, commune de Punaauia	4440
Arrêté n° HC 56 SAIDV du 29 novembre 2006 modifiant l'arrêté n° HC 10 IDV du 19 avril 2006 approuvant l'application de l'instruction provisoire budgétaire et comptable M14 à compter du 1er janvier 2006 par l'Office de gestion de la crèche de Pirae - Tama Here	4440
Arrêté n° 596 du 30 novembre 2006. — Avenant n° 2 à l'arrêté n° 404 du 5 juillet 2004 modifié fixant le règlement d'exécution de l'opération groupée d'aménagement foncier de la commune de Teahupoo	4441
Arrêté n° HC 606 SATPN du 5 décembre 2006 modifiant l'arrêté n° HC 579 SATPN du 24 novembre 2006 portant répartition des sièges à la commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps d'encadrement et d'application de la police du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française	4442
Arrêté n° HC 607 SATPN du 5 décembre 2006 modifiant l'arrêté n° HC 580 SATPN du 24 novembre 2006 portant composition de la commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps d'encadrement et d'application de la police du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française	4443
Arrêté n° HC 608 DAC du 5 décembre 2006 fixant à compter du 1er janvier 2006 à 24 851 F CFP par mois le taux de base de l'indemnité représentative de logement à verser à certaines catégories d'instituteurs (dotation spéciale instituteurs)	4444
Arrêté n° HC 609 DAC du 5 décembre 2006 portant attribution aux communes de Polynésie française de la dotation spéciale instituteurs 2006 (première part), au titre de la prise en compte par l'Etat des charges afférentes au logement des instituteurs	4444

Arrêté n° HC 392 SME/BRHT/ET du 12 décembre 2006 portant intérim des fonctions de directeur du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française 4445

Arrêté n° HC 402 SME/BRHT/ET du 13 décembre 2006compétant l'arrêté n° HC 73 SME/BRHT/ET du 20 février 2006 portant délégation de signature à M. Gilles Dufnerr, chargé de mission auprès du secrétaire général du haut-commissariat, chef du service des moyens de l'Etat. 4445

EXTRAITS

Arrêté n° HC 120 SAIA du 30 octobre 2006 portant attribution à la commune de Tubuai d'une subvention de 1 128 411 F CFP, soit 9 456,08 euros, pour permettre l'acquisition de deux sirènes d'alerte des populations, au titre du programme 123 "Conditions de vie outre-mer", action 02, sous-action 05, catégorie 64 du ministère de l'outre-mer 4446

Arrêté n° HC 121 SAIA du 30 octobre 2006 portant attribution à la commune de Rimatara d'une subvention de 875 000 F CFP, soit 7 332,50 euros, pour permettre l'acquisition d'une sirène d'alerte des populations, au titre du programme 123 "Conditions de vie outre-mer", action 02, sous-action 05, catégorie 64 du ministère de l'outre-mer 4446

Arrêté n° HC 123 SAIA du 27 novembre 2006 portant attribution à la commune de Rurutu d'une subvention de 15 990 000 F CFP, soit 133 996,20 euros, pour permettre la mise en place d'un nouveau réservoir d'eau potable sur Taaamaua à Avera, au titre du programme 123 "Conditions de vie outre-mer", action 02, sous-action 05, catégorie 64 du ministère de l'outre-mer. 4446

Arrêté n° HC 588 DAE/BASID du 28 novembre 2006 portant attribution d'une subvention au profit de l'association Naturalia et biologia pour la réalisation du projet "Participation de l'IFRECOR Tahiti à un workshop organisé par l'observatoire de l'environnement à Moorea du 2 au 7 décembre 2006", ministère de l'outre-mer (214), programme 123, action 02, sous-action 05, catégorie 64, exercice 2006 4446

Arrêté n° 16 MAAT du 29 novembre 2006 portant attribution du brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur et de directeur de centres de vacances et de loisirs 4447

Arrêtés n° HC 594 et n° HC 595 BASID du 30 novembre 2006 portant attribution du fonds social lycéen de l'enseignement agricole secondaire en faveur du Comité polynésien des maisons familiales rurales et du lycée professionnel agricole de Opunohu, au titre de l'année 2006 (2e versement) 4447

Arrêté n° HC 597 DAE/BASID du 30 novembre 2006 attribuant une subvention au Comité olympique de Polynésie française pour le recensement des équipements sportifs, ministère de la jeunesse, des sports et de la vie associative (232), programme 219, action 01 4448

Arrêté n° HC 598 BASID du 30 novembre 2006 portant attribution des bourses nationales de l'enseignement secondaire et supérieur agricole public et privé sous contrat, formation initiale (1er trimestre 2006-2007), au lycée professionnel agricole de Opunohu. 4448

Arrêté n° HC 600 DAE/BASID du 4 décembre 2006 portant modification de l'arrêté n° 350 HC/DRRT du 7 août 2006 portant attribution d'une subvention au profit de l'association Heiva des sciences pour l'organisation de la Fête de la science 2006, ministère 206, programme 172, action 04, sous-action 01, catégorie 64, exercice 2006 4448

Arrêté n° HC 601 BASID du 5 décembre 2006 portant attribution du fonds social lycéen de l'enseignement agricole secondaire en faveur du lycée professionnel agricole de Opunohu, au titre de l'année 2006 (3e versement) 4448

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Arrêté n° 1437 CM du 11 décembre 2006 portant dénomination de l'aéroport de Rimatara (archipel des îles Australes). 4449

Arrêté n° 1445 CM du 13 décembre 2006 modifiant les articles 2 et 4 de l'arrêté n° 167 CM du 27 janvier 2000 modifié relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé "Office polynésien de l'habitat". 4449

Arrêté n° 1451 CM du 13 décembre 2006 portant fin de fonctions de Mlle Diane Manutahi en qualité de chef du service de la délégation à la famille, à l'enfance et à la condition féminine 4450

Arrêté n° 1454 CM du 13 décembre 2006 portant adoption de l'instruction comptable de la Polynésie française 4450

Arrêté n° 1455 CM du 13 décembre 2006 créant ou modifiant les subdivisions des comptes de la nomenclature budgétaire et comptable de la Polynésie française.....	4450
Arrêté n° 1465 CM du 13 décembre 2006 portant sur les heures d'ouverture des débits de boissons à l'occasion des fêtes de fin d'année 2006.....	4455
Arrêté n° 1466 CM du 13 décembre 2006 portant fixation des tarifs de l'Imprimerie officielle	4455
EXTRAITS	
Arrêté n° 1422 CM du 6 décembre 2006 autorisant à titre dérogatoire l'attribution d'une subvention d'investissement à l'association Mouvement eucharistique des jeunes	4457
Arrêté n° 1423 CM du 6 décembre 2006 accordant le concours financier de la Polynésie française à l'association Puna reo pihā'e'ina pour travaux de rénovation de son centre culturel	4457
Arrêté n° 1433 CM du 6 décembre 2006 portant affectation des terres Manua et Faataufafao, cadastrées commune de Punaauia, section AB n° 208, et les constructions y édifiées, au profit du musée de Tahiti et des îles - Te Fare Manaha	4457
Arrêté n° 1434 CM du 8 décembre 2006 portant autorisation de la prise en charge des frais de transport dans le cadre des commissions de visite de sécurité des navires.....	4457
Arrêté n° 1435 CM du 8 décembre 2006 portant autorisation d'occupation temporaire d'une servitude de curage du domaine public fluvial (rivière Hamuta), commune de Pirae, au profit de l'Etat français (ministère de la défense).....	4457
Arrêté n° 1436 CM du 8 décembre 2006 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 32-06 CA du 28 septembre 2006 relative à la convention entre la Caisse de prévoyance sociale de la Polynésie française et la compagnie Air Archipels.....	4457
Arrêté n° 1438 CM du 11 décembre 2006 portant affectation d'une parcelle de la terre dénommée "Baie du contrôleur - surplus", sise à Taipivai, référencée commune de Nuku Hiva, ainsi que la route d'accès y afférente, au profit de la délégation à l'environnement.....	4457
Arrêtés n° 1439 et n° 1440 CM du 12 décembre 2006 approuvant et rendant exécutoires les délibérations n° 25-06 et n° 26-06 CA/EGT du 17 novembre 2006 de l'Etablissement public des grands travaux : - relative au versement d'un dividende au profit de la Polynésie française ; - autorisant l'occupation à titre gratuit d'une partie du remblai de la plage de Paofai en faveur de l'entreprise Aqua Sandwich.....	4458
Arrêté n° 1441 CM du 12 décembre 2006 portant autorisation d'occupation temporaire de dépendances du domaine public portuaire sis au quai de Fare (Huahine, îles Sous-le-Vent), au profit de Mme Lise Dubus née Itchner	4458
Arrêté n° 1442 CM du 12 décembre 2006 portant modification de l'arrêté n° 915 CM du 4 juin 2004 modifié portant autorisation d'occupation temporaire de divers emplacements du domaine public maritime sis à Temae, commune de Moorea-Maiao, au profit de la SA Safari Club Moorea	4458
Arrêté n° 1443 CM du 12 décembre 2006 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public routier sis à Mahina, au profit de M. Temaeva Teheiuira	4459
Arrêté n° 1444 CM du 12 décembre 2006 portant affectation d'une parcelle de la terre dénommée "Baie du contrôleur", sise à Taipivai, référencée commune de Nuku Hiva, au profit de la délégation à l'environnement	4459
Arrêté n° 1446 CM du 13 décembre 2006 portant nomination de Mlle Sylvie Yu Chip Lin en qualité de chef du service du développement de l'industrie et des métiers par intérim.....	4459
Arrêté n° 1447 CM du 13 décembre 2006 portant nomination de Mlle Nadège Klein en qualité de chef du service des relations internationales par intérim durant le congé de M. Bruno Peaucellier, du 19 décembre 2006 au 14 janvier 2007 inclus.....	4459
Arrêté n° 1448 CM du 13 décembre 2006 portant nomination de Mme Chantal Hacques épouse Tokoragi en qualité de chef du service du tourisme par intérim	4459
Arrêté n° 1449 CM du 13 décembre 2006 portant nomination de Mme Tevaite Lejeune née Pugin en qualité de chef du service du commerce extérieur par intérim	4459
Arrêté n° 1450 CM du 13 décembre 2006 portant nomination de M. Alain Santoni, conseiller des services administratifs, en qualité de chef de service par intérim du service de la pêche, du 9 au 18 décembre 2006 et du 26 au 29 décembre 2006.....	4459

Arrêté n° 1453 CM du 13 décembre 2006 portant répartition n° 6-2006 des crédits de paiement de l'exercice 2006	4460
Arrêté n° 1456 CM du 13 décembre 2006 fixant la valeur CAF barème représentative de la valeur en douane de certains produits pétroliers en Polynésie française	4460
Arrêté n° 1457 CM du 13 décembre 2006 fixant les montants de stabilisation applicables à certains hydrocarbures en Polynésie française	4460
Arrêté n° 1458 CM du 13 décembre 2006 fixant le prix maximal de gros de certains hydrocarbures en Polynésie française.	4461
Arrêté n° 1459 CM du 13 décembre 2006 fixant la marge maximale de détail de certains hydrocarbures en Polynésie française	4461
Arrêté n° 1460 CM du 13 décembre 2006 fixant le prix maximal de vente au détail de certains hydrocarbures en Polynésie française	4461
Arrêté n° 1461 CM du 13 décembre 2006 fixant la valeur CAF barème représentative de la valeur en douane du gaz butane de numéro de nomenclature douanière 27.11.13.90	4462
Arrêté n° 1462 CM du 13 décembre 2006 fixant le montant de stabilisation applicable au gaz butane de numéro de nomenclature douanière 27.11.13.90	4462
Arrêté n° 1463 CM du 13 décembre 2006 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 44-06 CA/OPH du 28 novembre 2006 de l'Office polynésien de l'habitat portant autorisation d'emprunter 878 200 000 F CFP auprès de la banque Dexia dans le cadre du financement des opérations Teiato à Tiarei et Teueue à Afaahiti	4462
Arrêté n° 1464 CM du 13 décembre 2006 accordant la garantie de la Polynésie française au prêt de <i>sept millions trois cent cinquante-neuf mille trois cent seize euros</i> (7 359 316 euros), contre-valeur de <i>huit cent soixante-dix-huit millions deux cent mille francs CFP</i> (878 200 000 F CFP), consenti à l'Office polynésien de l'habitat (OPH) par Dexia Crédit local pour financer la construction de 56 logements	4462
Arrêtés n° 1467 et n° 1468 CM du 13 décembre 2006 approuvant et rendant exécutoires les délibérations n° 6-06 et n° 7-06 CSPC du 14 novembre 2006 de la Caisse de soutien des prix du coprah portant : - approbation du compte financier et affectation du résultat de l'exercice 2005 ; - approbation du budget modifié n° 1 de l'exercice 2006 . .	4462
Arrêté n° 1479 CM du 13 décembre 2006 portant nomination du professeur Rémy Teyssou en qualité de directeur général par intérim de l'Institut Louis-Malardé	4463

ARRETES DU PRESIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Présidence

Arrêté n° 3180 PR du 7 décembre 2006 portant délégation de signature à M. Gilbert-Louis Lescroel en qualité de chef du service de l'inspection générale de l'administration de la Polynésie française par intérim.	4463
Arrêté n° 3183 PR du 8 décembre 2006 relatif à l'exercice des attributions du ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, chargé du plurilinguisme et de la promotion des langues polynésiennes	4463
Arrêté n° 3184 PR du 8 décembre 2006 relatif à l'exercice des attributions du ministre de la jeunesse et de la culture, chargé de la sensibilisation à l'art contemporain.	4464

EXTRAITS

Arrêtés n° 3168 et n° 3169 PR du 6 décembre 2006 portant octroi d'aides au titre de la dotation pour le développement de l'agriculture à MM. Patrick Ah Samg et Teiki William Putua	4464
Arrêtés n° 3171 et n° 3172 PR du 6 décembre 2006 portant octroi d'aides au titre de la dotation pour le développement de l'agriculture à M. Ariirai Taputu et Mme Lily Rae Haoa épouse Yieng-Kow	4464
Arrêté n° 3181 PR du 7 décembre 2006 portant commissionnement de 2 agents de la direction de la santé pour constater les infractions à la réglementation sanitaire	4465

Vice-présidence, ministère du tourisme, de l'économie, des finances, du budget et de la communication

Arrêté n° 406 VP du 12 décembre 2006 désignant les personnes appelées à procéder au 31 décembre 2006 au comptage des valeurs détenues dans les caisses et portefeuilles de certains comptables de la Polynésie française.	4465
---	------

Arrêté n° 409 VP du 12 décembre 2006 portant modification de l'arrêté n° 89 VP du 19 mai 2006 portant délégation de signature à Mme Merehau Mairai, chef du service du tourisme	4466
---	------

EXTRAITS

Arrêté n° 405 VP du 11 décembre 2006 relatif à l'attribution d'une subvention à l'établissement public Heiva Nui pour l'acquisition des droits pour la réalisation du film "Tavae"	4467
--	------

**Ministère de l'équipement, de l'énergie et des mines, de l'urbanisme,
des transports terrestres, des affaires maritimes, des ports et aéroports**

EXTRAITS

Arrêté n° 802 MET du 7 décembre 2006 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Mamao cadastrée sous la référence BT 9 (plans 8 et 9) nécessaire à l'aménagement de la route traversière de l'île de Tahiti reliant Papenoo à Mataiea	4467
---	------

Arrêté n° 806 MET/AU.UOC du 7 décembre 2006 portant modification de la destination de l'aire de jeu du lotissement Fanatea sis à Faa'a	4467
--	------

Arrêté n° 808 MET du 8 décembre 2006 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Mamao cadastrée sous la référence BT 9 (plans 8 et 9) nécessaire à l'aménagement de la route traversière de l'île de Tahiti reliant Papenoo à Mataiea	4468
---	------

Arrêtés n° 809 et n° 810 MET du 8 décembre 2006 ordonnant la déconsignation de parties des indemnités d'expropriation versées à la Caisse des dépôts et consignations concernant les terres Pirake et Keke 1, cadastrées sous la référence A1 n° 4 (plan 4), et Puhoni, cadastrée sous la référence C3 n° 77 (plan 11), nécessaires à la construction de l'aérodrome de Ahe	4468
---	------

Arrêté n° 812 MET du 12 décembre 2006 portant attribution d'une autorisation d'exploiter un établissement d'enseignement à titre onéreux de la conduite des véhicules terrestres à moteur en faveur de M. Christophe Chambrial	4468
--	------

Arrêté n° 813 MET/STT du 12 décembre 2006 fixant les quotas de gazole détaxés relevant de la codification douanière 27.10.19.14, code avantage 772, à attribuer aux transporteurs publics routiers scolaires conventionnés pour l'île de Tahiti	4468
---	------

Ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur

EXTRAITS

Arrêté n° 1886 MEE du 12 décembre 2006 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 6-05 du 29 avril 2005 de l'école normale mixte de Polynésie française portant adoption de la décision budgétaire modificative n° 4 du budget de l'exercice 2005	4468
--	------

**Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle
et de la fonction publique**

EXTRAITS

Arrêté n° 4330 MTE du 12 décembre 2006 accordant un congé à Me Dominique Calmet et portant nomination de M. Michel Delgrossi en qualité d'intérimaire	4468
---	------

Arrêté n° 4331 MTE du 12 décembre 2006 accordant un congé à Me Philippe Clemencet et portant nomination de Mlle Ghislaine Ferrand en qualité d'intérimaire	4468
--	------

Ministère de l'agriculture, de l'élevage et des forêts

EXTRAITS

Arrêté n° 436 MAE du 7 décembre 2006 constatant la caducité d'arrêtés d'attribution de subventions au titre de la dotation pour le développement de l'agriculture	4468
---	------

Ministère de la mer, de la pêche, de l'aquaculture et de la recherche**EXTRAITS**

- Arrêtés n° 434 à n° 436 MER du 6 décembre 2006 accordant diverses aides individuelles dans le cadre du dispositif de soutien à la pêche (DSP), au titre de la compensation de la perte de change en dollar américain. 4469
- Arrêtés n° 437 à n° 439 MER du 7 décembre 2006 accordant diverses aides individuelles dans le cadre du dispositif de soutien à la pêche (DSP), au titre de l'aide en petits matériels pour la pêche lagonaire 4469
- Arrêté n° 440 MER du 8 décembre 2006 accordant diverses aides individuelles dans le cadre du dispositif de soutien à la pêche (DSP), au titre de la compensation de la perte de change en dollar américain. 4471

**Ministère du développement durable, de l'environnement,
de l'aménagement et de la qualité de la vie**

- Arrêté n° 64 MDD/ENV du 8 décembre 2006 portant ouverture de l'enquête de commodo et incommodo n° 06-35 ENV/IC dans les communes de Faa'a et de Papeete dans le cadre de la demande d'autorisation formulée par la société SA des hôtels tahitiens pour exploiter un enclos technique (installation classée pour la protection de l'environnement) 4471

Ministère des petites et moyennes entreprises et de l'industrie**EXTRAITS**

- Arrêté n° 15 MPI du 7 décembre 2006 portant attribution de subventions et prise en charge des frais de stage d'initiation à la gestion d'entreprise dans le cadre du dispositif d'aide à la création ou au développement d'entreprises 4472

Ministère des postes et télécommunications et de la perliculture**EXTRAITS**

- Arrêté n° 374 MPP/SPT du 6 décembre 2006 portant assignation temporaire de fréquences dans le cadre d'un projet de déploiement d'un réseau de télécommunication mobile au profit de la société Tikiphone (RC 5056 B, n° TAHITI 294314) 4472
- Arrêté n° 375 MPP/PRL du 8 décembre 2006 portant modification de l'arrêté n° 179 MRN du 21 octobre 2004 relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole au bénéfice de Mme Maria Urarii épouse Mahaa (exploitante n° 217), à l'usage de son exploitation perlicole sise aux Gambier, commune des Gambier .. 4473
- Arrêtés n° 376 et n° 377 MPP/PRL du 8 décembre 2006 portant modification des arrêtés n° 123 MRN du 19 octobre 2004 et n° 266 MER/PRL du 11 août 2005 relatifs aux agréments à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole au bénéfice de M. Kwang Hong dit Frédéric Koan (exploitant n° 318) et Mlle Evelyne Ragitake Tinirau (exploitante n° 421), à l'usage de leur exploitation perlicole sise à Takaroa, commune de Takaroa. 4473
- Arrêté n° 378 MPP/PRL du 8 décembre 2006 portant modification de l'arrêté n° 465 MER/PRL du 21 octobre 2005 relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole au bénéfice de Mme Lyn Maire Pang Fat (exploitante n° 252), à l'usage de son exploitation perlicole sise à Ahe, commune de Manihi 4473
- Arrêté n° 379 MPP/PRL du 8 décembre 2006 portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb au bénéfice de la SCA Heipoehani (exploitante n° 303), à l'usage de son exploitation perlicole sise à Manihi, commune de Manihi 4473
- Arrêté n° 380 MPP du 11 décembre 2006 portant abrogation des dispositions de l'arrêté n° 545 PR du 3 mars 2004 renouvelant et régularisant le dépassement de la superficie de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole et l'implantation d'une maison d'exploitation et de greffe au profit de la coopérative Rava Here (exploitante n° 76) sise aux Gambier, commune des Gambier 4473
- Arrêté n° 381 MPP/PRL du 12 décembre 2006 portant modification de l'arrêté n° 481 MER/PRL du 21 octobre 2005 relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole au bénéfice de la SCA Vaihi Poe (exploitante n° 261), à l'usage de son exploitation perlicole sise à Raiatea, commune de Taputapuata. 4473

Arrêtés n° 382 à n° 387 MPP/PRL du 12 décembre 2006 portant modification des arrêtés n° 164 MRN du 21 octobre 2004, n° 1202 PR du 19 mai 2004 modifié, n° 53 MER/PRL du 13 mai 2005, n° 461 MER/PRL du 18 octobre 2005, n° 586 MER/PRL du 24 novembre 2005 et n° 162 MRN du 21 octobre 2004 modifié relatifs aux agréments à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole au bénéfice de MM. Augustin Hapipi (exploitant n° 208), Makiroto Eugène Maifano (exploitant n° 115), Anthony Maona Wong Sang (exploitant n° 132), Mlle Sabrina Feiautini Huhina (exploitante n° 340), M. Joseph Joussin (exploitant n° 104) et la SCA Maruata Perles (exploitante n° 350), à l'usage de leur exploitation pericole sise aux Tuamotu. 4473

Arrêté n° 388 MPP/PRL du 12 décembre 2006 portant modification de l'arrêté n° 107 MRN du 19 octobre 2004 relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole au bénéfice de M. Huguot Aiho (exploitant n° 235), à l'usage de son exploitation pericole sise à Tahaa, commune de Tahaa. 4474

Arrêté n° 389 MPP/PRL du 12 décembre 2006 portant modification de l'arrêté n° 157 MRN du 21 octobre 2004 relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole au bénéfice de M. Patrice Gilbert Teakarotu (exploitant n° 61), à l'usage de son exploitation pericole sise aux Gambier, commune des Gambier. . 4474

Ministère du développement des archipels

EXTRAITS

Arrêté n° 14 MDA du 12 décembre 2006 portant nomination de Mlle Ghislaine Salmon en qualité de responsable de la cellule des finances et de la comptabilité de la circonscription des îles Australes. 4474

ARRETES DU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Arrêté n° A 103-2006 APF/SG du 8 décembre 2006 portant nomination de M. Mouillot Toofa Taeaetua aux fonctions de chef du service de l'accueil, de la sécurité et du transport de l'assemblée de la Polynésie française. 4474

Arrêté n° A 104-2006 APF/SG/SRH du 11 décembre 2006 portant intégration de M. Philippe At-Sé, agent contractuel relevant de la convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration de la Polynésie française, dans le corps d'emplois des administrateurs du statut du personnel de l'assemblée de la Polynésie française. ... 4474

ACTES DU CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL

Avis n° 30-2006 du 7 décembre 2006 sur la proposition de loi du pays portant statut de la mutualité en Polynésie française. 4475

Avis n° 31-2006 du 11 décembre 2006 sur la proposition de loi du pays portant modification de la délibération n° 91-22 AT du 18 janvier 1991 modifiée portant application des dispositions du chapitre Ier du titre IV du livre Ier de la loi n° 86-845 du 17 juillet 1986 et relative au statut juridique des syndicats. 4476

Avis n° 32-2006 du 11 décembre 2006 sur le projet de revalorisation du SMIG pour compter du 1er janvier 2007. 4477

Décision n° 2006-3 CESC/PR du 11 décembre 2006 portant délégation de pouvoirs d'ordonnateur du président du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française. 4477

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Arrêté interministériel du 22 novembre 2006 fixant les modalités d'élection au Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche des représentants des personnels des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel. (JORF du 1er décembre 2006). 4478

Décision du 17 novembre 2006 modifiant la décision du 18 septembre 2006 portant délégation de signature en matière de marchés publics (direction centrale du commissariat de la marine). (JORF du 30 novembre 2006). 4480

EXTRAITS

Convention de financement n° HC 14-06 TG du 8 novembre 2006 définissant les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Anaa pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Bornage définitif des parcelles du village de Tuuhora". 4481

Convention de financement n° HC 18-06 TG du 17 novembre 2006 définissant les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Hao pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Acquisition d'un terrain de 15 000 mètres carrés à Hereheretue". 4482

Avenant n° 147-06 du 28 novembre 2006 à la convention de financement n° HC 152-04 MAFIC/FIP du 27 août 2004 relative aux grosses réparations du centre des jeunes adolescents de Fare	4482
Conventions de financement n° HC 79 et n° HC 80 ISLV du 29 novembre 2006 définissant les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Tahaa pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "AEP : extension des réseaux de distribution , tranche 2006"	4482
Avenant n° 149-06 du 30 novembre 2006 à la convention n° 152-98 du 13 juin 1998 relative à la gestion du foyer d'action éducative	4483
Conventions de financement n° HC 150-06 à n° HC 154-06 du 30 novembre 2006 définissant les conditions dans lesquelles le comité des finances locales de la Polynésie française, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation, apporte son financement à la commune de Rangiroa pour faciliter la réalisation des opérations intitulées "Extension de l'école primaire de Tiputa", "Citerne et raccordement au logement", "Mobilier et autres équipements", "Construction de deux classes et de sanitaires pour l'école de Avatoru" et "Construction d'une classe, de sanitaires et d'une salle informatique pour l'école de Tikehau"	4483
Avenant n° 155-06 BAE du 30 novembre 2006 à l'arrêté n° 730 MAE du 8 novembre 2004 relatif à l'acquisition d'équipements et travaux de rénovation du commerce de proximité SARL Tahiti Shirts situé à Papeete	4485
Avenant n° 158-06 du 1er décembre 2006 à la convention de financement n° 108-06 du 2 octobre 2006 accordant une subvention de 35 000 euros à l'association Heiva des sciences pour l'organisation d'un colloque	4485

ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Institut d'émission d'outre-mer. — Cours des changes (période du 21 décembre 2006 au 3 janvier 2007 inclus)	4486
Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et de la fonction publique. — Avenant n° 10 du 3 novembre 2006 à la convention collective du 10 mai 1968 des agents non fonctionnaires de l'administration	4486
Service de l'urbanisme. — 1° Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles Sous-le-Vent pour les mois d'août et novembre 2006	4487
2° Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles du Vent et des Tuamotu-Gambier pour le mois de novembre 2006	4488

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires et légales	4494
Annonces diverses	4498

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

ARRETE n° HC 612 DAC du 30 octobre 2006 relatif aux décisions prises par le comité des finances locales dans sa séance du 4 juillet 2006.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2005-1611 du 20 décembre 2005 pris pour l'application du statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° HC 611 DAC du 30 octobre 2006 du haut-commissaire de la République en Polynésie française relatif aux décisions prises par le comité des finances locales dans sa séance du 23 mai 2006 ;

Vu le compte rendu de la réunion du comité des finances locales dans sa séance du 4 juillet 2006, signé par le haut-commissaire de la République en Polynésie française et par le vice-président, représentant du Président de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Le règlement intérieur du comité des finances locales est modifié sur les deux points suivants :

1° A l'article 20 : "L'absence d'exigence d'étude préalable à des projets éligibles aux dotations affectées quand le montant des opérations est inférieur à 5 000 000 F CFP, à la demande des maires".

2° A l'article 23 : "Les groupes de travail sont au nombre de quatre :

- finances locales ;
- constructions scolaires ;
- incendie-secours ;
- environnement.

Le nombre de participants aux groupes de travail n'est pas limité ; ils sont ouverts à tous les membres du comité des finances locales".

Le règlement intérieur du comité des finances locales est adopté à l'unanimité avec les deux modifications précitées.

Art. 2.— Le budget du Fonds intercommunal de péréquation qui s'établit pour l'année 2006 comme suit est adopté à l'unanimité.

Crédit		Débit	
Libellé	Montant (en F CFP)	Libellé	Montant (en F CFP)
Quote-part de l'Etat	1 004 091 647	DGNAF	12 073 449 089
Quote-part du territoire	15 217 602 301	DNAI	2 200 403 353
Complément PF - 2005	510 073 398	Annuités d'emprunts	13 913 923
Complément PF - 2003	268 434		
Reports de crédits disponibles	1 256 144 333	Op programmées et engagées	2 683 294 749
Versement "régularisation" de l'Etat en CP	2 386 634 844	Régularisation participation Etat en CP	946 893 956
Reports des op programmées et engagées	2 683 294 749	Crédits disponibles pour 2006	5 140 154 636
Total des ressources	23 058 109 706		23 058 109 706

Art. 3.— En l'absence d'accord des représentants des communes sur la répartition des dotations non affectées qui représentent 14,2 milliards de francs, soit 85 % des ressources du Fonds intercommunal de péréquation (hors reports), la question est réservée, et d'autres propositions seront soumises ultérieurement aux membres du comité des finances locales.

Art. 4.— Le taux de financement du Fonds intercommunal de péréquation pour chacun des thèmes subventionnés qui s'établit comme suit est adopté à l'unanimité.

Volet	Taux
Assainissement (études du schéma directeur)	80 %
Adduction d'eau potable	
Etudes du schéma directeur	100 %
Etudes - travaux	15 %
Périmètres de protection	80 %
Contrôle qualité eau	80 %
Constructions scolaires	
Mise aux normes	100 %
Entretien	80 %
Déchets	
Etudes	60 %
Travaux	10 %
Fonctionnement	50 %
Incendie-secours	50 à 100 %

Le taux d'avance de 30 % du montant de chacun des projets subventionnés est adopté à l'unanimité.

Art. 5.— 1° Le montant des enveloppes allouées aux différents volets des dotations affectées qui s'établit comme suit est adopté à l'unanimité :

- les constructions scolaires	3 039 575 939 F CFP
- l'adduction d'eau potable	710 000 000 F CFP
- l'assainissement	340 000 000 F CFP
- les déchets	600 000 000 F CFP
- incendie-secours	121 168 923 F CFP
- frais de transport et déplacement	3 500 000 F CFP
- acquisition et maintenance du logiciel FIP	1 789 417 F CFP
- la réserve (1 % des ressources)	167 320 357 F CFP

2° Le montant de l'enveloppe allouée à des projets inter-communaux, qui s'élève à 156 800 000 F CFP, est adopté à la majorité des membres présents.

Art. 6.— La répartition de l'enveloppe des crédits "incendie-secours" par commune et par opérations est adoptée à l'unanimité.

Art. 7.— Le secrétariat du comité des finances locales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 octobre 2006.
Anne BOQUET.

**FONDS INTERCOMMUNAL DE PEREQUATION
DOTATION INCENDIE - SECOURS**

Liste des opérations programmées au titre de l'année 2006

Communes	Opérations	Programmation (en F CFP)		
		coût estimé	contribution FIP	
			taux	montant
Archipel des Îles du Vent				
FAAA	VTU	5 000 000	50%	2 500 000
	Groupe éclairage remorquable	5 000 000	50%	2 500 000
	VLTT	5 000 000	100%	5 000 000
HITIAA O TE RA	VRM	8 500 000	50%	4 250 000
	EPI habillement	1 000 000	50%	500 000
	DSA	625 000	50%	312 500
MAHINA	VSAV	14 000 000	50%	7 000 000
MOOREA	KIT INCENDIE+Moto ppe flottante	3 800 000	50%	1 900 000
PAPARA	FPTL	25 000 000	50%	12 500 000
PAPEETE	VPI 4x4 ou FPTI	25 000 000	50%	12 500 000
PIRAE	Ensemble de Radiocommunication	1 500 000	50%	750 000
	VLTT	4 500 000	50%	2 250 000
	EPI habillement	2 000 000	50%	1 000 000
PUNAAUIA	FPTL	25 000 000	50%	12 500 000
TEVA I UTA	Habillement EPI	3 000 000	50%	1 500 000
PPT ou MOOREA	Réseau radio IDV – île de MOOREA	5 000 000	100%	5 000 000
Sous-total opérations d'investissement IDV		133 925 000		71 962 500
Intercommunal	Entretien des réseaux + location réseaux IDV	4 000 000	100%	4 000 000
Intercommunal	Hélicoptère bombardier d'eau	3 913 922	100%	3 913 922
Sous-total opérations de fonctionnement IDV		7 913 922		7 913 922
TOTAL ILES DU VENT		141 838 922		79 876 422
Archipel des Îles Sous le Vent				
BORA BORA	VSAV + Mat.compl.vsav	15 500 000	50%	7 750 000
Intercommunal	Réseau radio ISLV	11 000 000	100%	11 000 000
HUAHINE	EPI habillement	2 500 000	50%	1 250 000
TAHAA				
TUMARAA	Ari + MPR Remorquable	5 500 000	50%	2 750 000
UTUROA	Remorque Désincarcération	5 500 000	50%	2 750 000
Sous-total ISLV		40 000 000		25 500 000
Intercommunal	Entretien des réseaux + location réseaux ISLV	5 000 000	100%	5 000 000
TOTAL ILES SOUS LE VENT		45 000 000		30 500 000
Archipel des Îles Marquises				
HIVA OA	VLTT	5 000 000	50%	2 500 000
NUKU HIVA	Zodiac moteur et remorque	6 500 000	50%	3 250 000
UA POU	VSAB TT	8 500 000	50%	4 250 000
	Mat compl CCF	1 000 000	50%	500 000
TOTAL ILES MARQUISES		21 000 000		10 500 000
Archipel des Tuamotu				
RANGIROA	Equipement radio pompiers	585 000	50%	292 500
TOTAL ILES TUAMOTU		585 000		292 500
TOTAL GENERAL		208 423 922		121 168 922

ARRETE n° HC 613 DAC du 30 octobre 2006 relatif aux décisions prises par le comité des finances locales dans sa séance du 26 septembre 2006.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2005-1611 du 20 décembre 2005 pris pour l'application du statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° HC 611 DAC du 30 octobre 2006 du haut-commissaire de la République en Polynésie française relatif aux décisions prises par le comité des finances locales dans sa séance du 23 mai 2006 ;

Vu l'arrêté n° HC 612 DAC du 30 octobre 2006 du haut-commissaire de la République en Polynésie française relatif aux décisions prises par le comité des finances locales dans sa séance du 4 juillet 2006 ;

Vu le compte rendu de la réunion du comité des finances locales du 26 septembre 2006, signé par le haut-commissaire de la République en Polynésie française et par le Président de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er. — Les modifications suivantes apportées au procès-verbal de la réunion du 4 juillet 2006 sont approuvées à l'unanimité :

- page 2 :

- 1. Adoption du règlement intérieur, 2., lire : "L'absence d'exigence d'étude préalable à des projets éligibles aux dotations affectées quand le montant des opérations est inférieur à 55 000 000 F CFP, à la demande des maires".

- dernière ligne, lire : "946 893 956 F CFP par an".

- page 3, 1re ligne, lire : "Cette opération permet de disposer, pour 2006, de 5,1 milliards de francs CFP pour des opérations nouvelles".

Art. 2. — a) Le remplacement des articles 6 et 7 du règlement intérieur du comité des finances locales par les articles suivants est adopté à l'unanimité.

"Art. 6. — Dans le cas où le quorum, tel que précisé à l'article 5 du présent règlement intérieur, n'est pas atteint, il est aussitôt procédé à une nouvelle convocation adressée conjointement par le haut-commissaire de la République et le Président de la Polynésie française ou leurs représentants, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Le comité des finances locales se réunit quinze jours après la date fixée pour la première réunion, samedis, dimanches et jours fériés non compris. A cette réunion, la délibération est valable quel que soit le nombre des membres présents.

"Art. 7. — Les deux présidents de syndicat de communes ou leurs représentants peuvent assister aux débats avec voix consultative, sans prendre part aux votes."

b) L'ajout au règlement intérieur du comité des finances locales de la disposition permettant que "les réunions du comité des finances locales aient lieu alternativement dans les locaux du haut-commissariat et dans les locaux de la présidence de la Polynésie française" est adopté, avec 15 voix pour et 7 voix contre.

c) L'ajout au règlement intérieur du comité des finances locales de la disposition permettant que "l'animation des réunions soit assurée alternativement par les deux coprésidents" est adoptée, avec 22 voix pour et 1 abstention.

d) Le remplacement de l'article 19 du règlement intérieur des finances locales par l'article suivant est adopté avec 19 voix pour et 4 voix contre.

"Art. 19. — Le comité des finances locales détermine, pour chaque thème faisant l'objet de financements affectés, un taux maximal de financement, exprimé en pourcentage du coût de l'opération.

Dans ce cadre, le CFL décide des opérations financées par le FIP, tant en affectations de programmation qu'en crédits de paiement.

Les affectations de programmation constituent la limite supérieure de dépenses engagées. Elles correspondent au coût de l'ensemble du projet ou au coût d'une tranche fonctionnelle. La décision d'affectation de programmation du CFL vaut autorisation d'engagement de la dépense.

Les crédits de paiement constituent la limite supérieure de dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des affectations de programmation.

La réalisation des études, soutenue par le Fonds intercommunal de péréquation, ainsi que la maîtrise de l'assiette foncière, doivent intervenir en amont de l'examen du projet lui-même. Cette procédure a pour effet d'assurer une meilleure définition du projet, notamment en termes de coût et de calendrier prévisionnel de réalisation.

Il peut être dérogé à cette étude préalable pour les opérations dont le coût prévisionnel est inférieur à 55 000 000 F CFP."

e) La proposition de rédaction du 3e alinéa du nouvel article 20 du règlement intérieur du comité des finances locales est réservée et doit faire l'objet d'une étude en vue d'une présentation au prochain comité des finances locales.

Le règlement intérieur modifié est annexé au présent arrêté (annexe I).

Art. 3. — a) La répartition des dotations non affectées par commune, figurant en annexe II du présent arrêté, est adoptée à l'unanimité.

b) La proposition d'étudier la prise en compte dans le calcul des dotations non affectées, des charges induites par la scolarisation des élèves du second degré non résidents de la commune, par le groupe de travail "finances locales" dans la perspective de l'établissement du budget 2007 du Fonds intercommunal de péréquation, est adoptée à l'unanimité.

Art. 4. — La programmation de la dotation "environnement", indiquée dans les tableaux figurant en annexe III du présent arrêté, est adoptée à l'unanimité.

Art. 5.— a) La programmation de la dotation "constructions scolaires", à hauteur de 1 813 172 580 F CFP en affectations de programmation et 3 041 189 739 F CFP en crédits de paiement, est adoptée à l'unanimité, conformément aux tableaux figurant en annexe IV.

b) La différence entre le montant de l'enveloppe réservé aux constructions scolaires et celui de la programmation tel que précisé à l'alinéa a du présent article est prélevée sur la ligne "réserve". La modification de la ligne "réserve" portant son montant à 165 706 557 F CFP, est adoptée à l'unanimité.

Art. 6.— a) Les demandes de garantie d'emprunt suivantes sont avalisées par les membres du comité des finances locales, par 21 voix pour, 1 voix contre et 1 abstention :

- une opération d'acquisition de terrain pour l'aménagement d'un nouveau cimetière, d'un montant de 180 millions de francs CFP, à Punaauia ;
- une opération d'adduction d'eau potable d'un montant de 243 millions de francs CFP, à Punaauia ;
- une opération d'achat d'équipement (excavateurs et pelleteuses) d'un montant de 49 millions de francs CFP, à Manihi ;
- une opération d'acquisition d'un terrain agricole d'un montant de 80 millions de francs CFP, à Papara.

b) Une étude juridique et financière sur la viabilité du dispositif de garantie d'emprunt par le Fonds intercommunal de péréquation, sera conduite par les services du haut-commissariat en relation avec la trésorerie générale.

Art. 7.— Le secrétariat du comité des finances locales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 octobre 2006.

Anne BOQUET.

ANNEXE I

REGLEMENT INTERIEUR DU COMITE DES FINANCES LOCALES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

TITRE Ier

Les membres du comité des finances locales

Article 1er.— Le comité des finances locales est présidé par le haut-commissaire de la République et par le Président de la Polynésie française ou leurs représentants.

La durée du mandat des membres élus, titulaires et suppléants, du comité des finances locales est la même que celle de leur mandat d'élu local ou de membre de l'assemblée de la Polynésie française.

Art. 2.— Nul ne peut être membre du comité des finances locales simultanément à plusieurs titres.

Lorsqu'un membre du comité des finances locales représentant les communes devient Président de la Polynésie française, il est remplacé par son suppléant jusqu'au plus proche renouvellement des représentants des communes au comité des finances locales.

Les suppléants des membres élus du comité des finances locales les représentent en cas d'absence ou d'empêchement, les remplacent en cas de décès, de suspension, de démission d'office ou de révocation.

Art. 3.— En cas de vacance de sièges occupés par les représentants à l'assemblée de la Polynésie française ou des communes, et jusqu'aux prochaines élections au comité, un nombre égal de représentants de l'Etat, désignés par le haut-commissaire, ne participe aux débats qu'avec voix consultative.

TITRE II

Les réunions du comité des finances locales

Art. 4.— Le comité des finances locales se réunit au moins une fois par an.

Les réunions ont lieu alternativement dans les locaux du haut-commissariat et dans les locaux de la présidence de la Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République et le Président de la Polynésie française ou leurs représentants fixent conjointement la date, la durée, le lieu et l'ordre du jour des réunions du comité. Ils peuvent convoquer ou inviter, pour être entendue par le comité, toute personne dont ils estiment l'avis utile.

A défaut d'accord entre le haut-commissaire de la République et le Président de la Polynésie française, le haut-commissaire de la République convoque, seul, le comité.

Les convocations sont adressées aux membres du comité des finances locales, par le haut-commissaire, sauf urgence, quinze jours avant la date de la réunion.

L'ordre du jour de la séance et les dossiers correspondants sont adressés aux membres du comité des finances locales, par le haut-commissaire ou son représentant, au moins huit jours à l'avance.

Art. 5.— Le comité des finances locales ne peut délibérer valablement que lorsque quinze membres ayant voix délibérative sont présents.

Art. 6.— Dans le cas où le quorum, tel que précisé à l'article 5 du présent règlement intérieur, n'est pas atteint, il est aussitôt procédé à une nouvelle convocation adressée conjointement par le haut-commissaire de la République et le Président de la Polynésie française ou leurs représentants, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Le comité des finances locales se réunit quinze jours après la date fixée pour la première réunion, samedis, dimanches et jours fériés non compris. A cette réunion, la délibération est valable quel que soit le nombre des membres présents.

Art. 7.— Les deux présidents de syndicat de communes ou leurs représentants peuvent assister aux débats avec voix consultative, sans prendre part aux votes.

TITRE III

Le déroulement des séances du comité des finances locales

Art. 8.— L'animation des réunions du comité des finances locales est assurée alternativement par les deux coprésidents, en qualité de président de séance.

Le président de séance ou son représentant proclame l'ouverture et annonce la clôture des séances.

Il est chargé de diriger les débats et d'assurer l'observation du règlement intérieur. En outre, il peut à tout moment suspendre la séance, soit à son initiative ou celle de son représentant, soit à l'initiative de la majorité des membres titulaires présents ou représentés.

Art. 9. — Au début de chacune des séances, le président de séance ou son représentant soumet aux membres du comité l'approbation du procès-verbal du comité des finances locales précédent et le bilan de l'exercice de l'année précédente. Dans le cas où des observations sont formulées, le président de séance ou son représentant prend l'avis du comité qui décide, éventuellement, de procéder aux rectifications.

Le président de séance ou son représentant présente aux membres du comité le projet de budget pour l'année en cours faisant apparaître le niveau des ressources du Fonds intercommunal de péréquation et sa répartition entre les dotations non affectées (dotations globales non affectées de fonctionnement et d'investissement) et les montants des subventions de fonctionnement et d'investissement par thèmes.

Des amendements ou contre-projets à une proposition peuvent être déposés à tout moment de la discussion ; ils sont soumis au vote des membres du comité des finances locales avant la proposition principale.

Art. 10. — Lorsqu'il préside la séance en cas d'empêchement ou d'absence du haut-commissaire de la République ou du Président de la Polynésie française, le représentant assure le déroulement des séances conformément aux articles 8 et 9.

TITRE IV

Les décisions du comité des finances locales

Art. 11. — Les décisions du comité sont prises à la majorité des membres présents. En cas de partage égal des voix, la décision est prise à la majorité des voix exprimées par les seuls représentants des communes. En cas de partage égal des voix exprimées par les seuls représentants des communes, le haut-commissaire ou son représentant a voix prépondérante.

Le vote a lieu à mains levées. Cependant, si le haut-commissaire de la République ou son représentant, ou si la majorité des membres titulaires, présents ou représentés le demandent, il peut avoir lieu au scrutin secret ou par appel nominal. Dans ce dernier cas, le vote émis par chacun des membres est mentionné au procès-verbal de la séance.

Art. 12. — Le compte-rendu de chaque réunion du comité des finances locales est signé par le haut-commissaire et le Président de la Polynésie française ou leurs représentants.

Il est diffusé, après chaque réunion aux membres du comité des finances locales, aux communes et syndicats de communes, leur permettant ainsi de connaître les montants retenus au titres des dotations non affectées (DGNAF et DNAI) et les opérations programmées dans le cadre des dotations affectées.

Art. 13. — Les décisions sont publiées au *Journal officiel* de la Polynésie française par le haut-commissaire de la République.

Art. 14. — Le secrétariat du comité des finances locales est assuré par la direction des affaires communales du haut-commissariat.

TITRE V

Les consultations écrites du comité des finances locales

Art. 15. — Le comité des finances locales peut faire l'objet, d'une saisine écrite, signée par le haut-commissaire ou son représentant, dans les cas suivants :

- dans le domaine des constructions scolaires notamment pour des questions de sécurité, en vue d'ouvrir des autorisations de programmation ou des crédits de paiement complémentaires, dans la limite de l'enveloppe ouverte par le comité, sur la ligne "réserve" prévue à cet effet ;
- dans le domaine des garanties d'emprunts, où le comité des finances locales est consulté pour qu'il apporte sa garantie financière à la commune, en cas de "défaillance" financière de cette dernière.

Dans ce cas, le haut-commissaire de la République ou son représentant adresse aux membres du comité les pièces justifiant la consultation à domicile, indiquant le montant des crédits en autorisations de programmation ou en crédits de paiement à ouvrir, et la fiche-réponse à retourner au haut-commissaire de la République ou à son représentant, dans un délai de 15 jours suivant la saisine.

Art. 16. — Les membres du comité des finances locales peuvent être consultés par le haut-commissaire ou son représentant, sur toute demande d'annulation d'opération, permettant de redéployer les crédits correspondants, soit sur une autre opération relevant du même volet, soit sur un autre volet ou dans la réserve.

Art. 17. — La consultation écrite doit recueillir au moins quinze réponses des membres ayant voix délibérative, conformément au quorum fixé à l'article 5 du présent règlement intérieur. Le résultat de la consultation est entériné lorsque huit de ces quinze membres ont répondu favorablement à la saisine.

Les membres du comité des finances locales sont tenus informés, par courrier du haut-commissaire ou de son représentant, des résultats de la consultation, un tableau récapitulatif des réponses reçues étant annexé.

TITRE VI

L'exécution des décisions du comité

Art. 18. — Les arrêtés ou les conventions pris pour l'application des décisions du comité des finances locales sont signés par le haut-commissaire de la République ou son représentant.

Les arrêtés ou les conventions pris à la suite d'une consultation écrite des membres du comité des finances locales, dans les cas prévus par les articles 15 et 16 du présent règlement intérieur, sont signés par le haut-commissaire et le Président de la Polynésie française ou leurs représentants.

TITRE VII

La gestion des dotations affectées

Art. 19. — Le comité des finances locales détermine, pour chaque thème faisant l'objet de financements affectés, un taux maximal de financement, exprimé en pourcentage du coût de l'opération.

Dans ce cadre, le CFL décide des opérations financées par le FIP, tant en "affectations de programmation" qu'en "crédits de paiement".

Les affectations de programmation constituent la limite supérieure des dépenses engagées. Elles correspondent au coût de l'ensemble du projet ou au coût d'une tranche fonctionnelle. La décision d'affectation de programmation du CFL vaut autorisation d'engagement de la dépense.

Les crédits de paiement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des affectations de programmation.

La réalisation des études, soutenue par le Fonds intercommunal de péréquation, ainsi que la maîtrise de l'assiette foncière, doivent intervenir en amont de l'examen du projet lui-même. Cette procédure a pour effet d'assurer une meilleure définition du projet, notamment en termes de coût et de calendrier prévisionnel de réalisation.

Il peut être dérogé à cette étude préalable pour les opérations dont le coût prévisionnel est inférieur à 55 000 000 F CFP.

Art. 20. — Seuls les dossiers complets incluant notamment le dossier technique accompagné des devis, pro forma et de la délibération du conseil municipal, peuvent faire l'objet de l'établissement d'une convention de financement ou d'un arrêté.

Hormis les constructions scolaires, les crédits de paiement réservés à une opération sont égaux aux affectations de programmation décidées au titre de cette opération.

Art. 21. — Tout projet ayant fait l'objet d'une programmation doit faire l'objet d'un commencement d'exécution dans les deux ans suivant cette programmation. A défaut, la subvention retenue est automatiquement annulée, sauf présentation par le maire d'un courrier justifiant le retard par rapport à cette échéance, et son montant est réintégré dans les crédits disponibles du volet.

Art. 22. — L'opération doit être réalisée dans les délais prévus par la convention de financement ou l'arrêté. Des dérogations peuvent être exceptionnellement accordées sur présentation, par le bénéficiaire, avant la fin d'exécution du projet, de justificatifs probants quant au retard dans sa réalisation (problèmes techniques majeurs, intempéries...). Dans ce cas, la convention de financement est modifiée par avenant et l'arrêté fait l'objet d'un modificatif.

TITRE VIII

Les groupes de travail

Art. 23. — Des groupes de travail sont créés dans les domaines suivants :

- constructions scolaires ;
- sécurité et incendie ;
- environnement (eau potable, assainissement et déchets) ;
- finances locales.

Ils sont ouverts à tous les membres du comité des finances locales.

Ces groupes de travail peuvent entendre, en tant que de besoin, des experts.

Ils sont coprésidés par le haut-commissaire ou son représentant et par le Président de la Polynésie française ou son représentant.

Les groupes de travail relatifs aux thèmes des constructions scolaires, de la sécurité-incendie et de l'environnement se réunissent au moins une fois par an, afin :

- d'établir, si nécessaire, un plan de financement pluri-annuel des programmations arrêtées ;
- d'établir des propositions d'affectation de montant global pour chacun des thèmes (constructions scolaires, sécurité-incendie et environnement) ainsi que la liste des communes bénéficiaires et de soumettre ces dernières propositions au choix du comité des finances locales.

S'agissant du groupe de travail "finances locales", il se réunit au moins une fois par an, afin :

- de proposer les taux de financement du Fonds intercommunal de péréquation pour chacun des thèmes subventionnés ;
- d'examiner l'incidence d'une modification des coefficients appliqués aux critères servant de calcul pour la répartition des dotations non affectées ;
- de proposer un guide des procédures d'engagement et de liquidation des subventions ;
- de proposer toute autre mesure qu'il jugera nécessaire afin d'optimiser les interventions du Fonds intercommunal de péréquation en faveur des communes.

Art. 24. — La direction des affaires communales assure la préparation, le secrétariat et le suivi des travaux des groupes de travail et du comité des finances locales ainsi que l'exécution des décisions de ce comité.

FONDS INTERCOMMUNAL DE PEREQUATION 2006
Répartition annuelle des dotations non affectées validée par le CFL du 26/09/2006

Annexe II

	DNAI 2006	DGNAF 2006
Communes		
Raivavae	11 924 235	67 570 668
Rapa	10 165 000	41 748 167
Rimatara	10 918 522	61 871 624
Rurutu	24 281 480	137 595 052
Tubuai	21 862 179	123 885 680
Total Australes	79 151 416	432 671 191
Arue	70 413 142	399 007 803
Faaa	227 595 728	1 289 709 123
Hitiaa o te ra	59 943 134	339 677 760
Mahina	99 923 789	566 234 805
Moorea	129 559 703	734 171 651
Paea	91 066 559	516 043 835
Papara	68 411 786	387 666 790
Papeete	253 749 035	1 437 911 197
Pirae	114 337 178	647 910 676
Punaauia	165 148 219	935 839 910
Taiarapu est	83 011 615	470 399 151
Taiarapu ouest	46 679 490	264 517 108
Teva i Uta	59 286 579	335 957 282
Total IDV	1 469 125 957	8 325 047 090
Fatu Hiva	10 165 000	48 405 880
Hiva Oa	24 752 032	140 261 517
Nuku Hiva	30 526 054	172 980 972
Tahuata	10 165 000	51 319 195
Ua Huka	10 165 000	51 132 777
Ua Pou	23 498 225	133 156 608
Total Marquises	109 271 311	597 256 949
Bora Bora	71 185 203	403 382 819
Huahine	55 215 440	312 887 491
Maupiti	11 240 526	63 696 315
Tahaa	47 256 191	267 785 080
Taputapuatea	36 916 037	209 190 874
Tumaraa	28 354 714	160 676 711
Uturoa	38 176 923	216 335 899
Total ISLV	288 345 033	1 633 955 190
Anaa	10 165 000	56 639 535
Arutua	15 814 430	89 615 106
Fakarava	17 085 710	96 819 022
Fangatau	10 165 000	23 361 979
Gambier	12 310 859	69 761 532
Hao	20 963 421	118 792 722
Hikueru	10 165 000	20 158 372
Makemo	17 998 428	101 991 093
Manihi	12 958 409	73 430 982
Napuka	10 165 000	28 690 797
Nukutavake	10 165 000	28 106 425
Puka Puka	10 165 000	19 491 503
Rangiroa	33 624 024	190 536 137
Reao	10 165 000	45 935 320
Takarua	15 544 077	88 083 104
Tatakoto	10 165 000	21 338 030
Tureia	10 165 000	28 492 288
Total TG	237 784 358	1 101 243 946
TOTAL GENERAL	2 183 678 076	12 090 174 366

**FONDS INTERCOMMUNAL DE PEREQUATION
LISTE DES OPERATIONS PROGRAMMEES AU TITRE DE L'ANNEE 2006
DOTATION ENVIRONNEMENT**

Annexe III - 1 à l'arrêté n° HC 613/DAC du 30 octobre 2006

AEP - CONTRÔLE DE LA QUALITE DE L'EAU

Communes	Opérations	Programmation (en F CFP)		
		coût estimé	contribution FIP	
			taux	montant
RIMATARA	Contrôle de la qualité de l'eau 2006	1 100 000	80%	880 000
RIMATARA	Analyse supplémentaire 2006	570 160	80%	456 128
RURUTU	Contrôle de la qualité de l'eau 2005	288 816	80%	231 053
RURUTU	Contrôle de la qualité de l'eau 2006	1 012 879	80%	810 303
RURUTU	Analyse supplémentaire 2006	241 160	80%	192 928
TUBUAI	Contrôle de la qualité de l'eau 2005	654 055	80%	523 244
TUBUAI	Contrôle de la qualité de l'eau 2006	1 650 066	80%	1 320 053
TUBUAI	Analyse supplémentaire 2006	202 160	80%	161 728
Total Australes		5 719 296		4 575 437
ARUE	Contrôle de la qualité de l'eau 2006	2 197 437	80%	1 757 950
TEVA I UTA	Contrôle de la qualité de l'eau 2005	573 474	80%	458 779
Total Iles du vent		2 770 911		2 216 729
HUAHINE	Contrôle de la qualité de l'eau 2006	600 981	80%	480 785
HUAHINE	Analyse supplémentaire 2006	283 800	80%	227 040
TAHAA	Contrôle de la qualité de l'eau 2006	893 547	80%	714 838
TAHAA	Analyse supplémentaire 2006	637 900	80%	510 320
TUMARAA	Contrôle de la qualité de l'eau 2006	480 645	80%	384 516
TUMARAA	Analyse supplémentaire 2006	270 080	80%	216 064
TAPUTAPUATEA	Contrôle de la qualité de l'eau 2006	745 356	80%	596 285
TAPUTAPUATEA	Analyse supplémentaire 2006	285 600	80%	228 480
Total Iles sous-le-vent		4 197 909		3 358 328
HAO	Contrôle de la qualité de l'eau 2006	121 842	80%	97 474
HAO	Analyse supplémentaire 2006	107 800	80%	86 240
GAMBIER	Contrôle de la qualité de l'eau 2006	1 037 285	80%	829 828
GAMBIER	Analyse supplémentaire 2006	239 400	80%	191 520
Total Iles Tuamotu-Gambier		1 506 327		1 205 062
Total		14 194 443		11 355 556

AEP - EQUIPEMENT DE CONTRÔLE DE LA QUALITE DE L'EAU

Communes	Opérations	Programmation (en F CFP)		
		coût estimé	contribution FIP	
			taux	montant
RIMATARA	Acquisition de matériel de mesure	400 000	80%	320 000
RURUTU	Acquisition de matériel de mesure	400 000	80%	320 000
Total Australes		800 000		640 000
HUAHINE	Acquisition de matériel de mesure	400 000	80%	320 000
TAPUTAPUATEA	Acquisition de matériel de mesure	400 000	80%	320 000
TAHAA	Acquisition de matériel de mesure	400 000	80%	320 000
TUMARAA	Acquisition de matériel de mesure	400 000	80%	320 000
Total Iles sous-le-vent		1 600 000		1 280 000
HAO	Acquisition de matériel de mesure	400 000	80%	320 000
GAMBIER	Acquisition de matériel de mesure	400 000	80%	320 000
Total Iles Tuamotu-Gambier		800 000		640 000
Total		3 200 000		2 560 000

Annexe III - 2 à l'arrêté n° HC 613/DAC du 30 octobre 2006

AEP - ETUDES EN MATIERE D'ADDUCTION D'EAU POTABLE

Communes	Opérations	Programmation (en F CFP)		
		coût estimé	contribution FIP	
			taux	montant
HITIAA O TE RA	Mise à jour du schéma directeur AEP	3 560 000	80%	2 848 000
MOOREA	Recherche de nouvelles ressources en eau	35 000 000	80%	28 000 000
Total Iles du vent		38 560 000		30 848 000
Total		38 560 000		30 848 000

AEP - TRAVAUX D'ADDUCTION D'EAU POTABLE

Communes	Opérations	Programmation (en F CFP)		
		coût estimé	contribution FIP	
			taux	montant
RAPA	3ème tranche AEP	23 000 000	15%	3 450 000
RIMATARA	AEP - secteur Amaru vers Taanini	4 333 585	15%	650 038
RURUTU	Construction d'une citerne d'eau	24 600 000	15%	3 690 000
Total Australes		51 933 585		7 790 038
ARUE	Rénovation des conduites secondaires	185 000 000	15%	27 750 000
FAAA	SDAEP 2ème phase	420 000 000	15%	63 000 000
HITIAA O TE RA	Potabilisation Papenoo	10 100 000	15%	1 515 000
MOOREA	Maîtrise d'oeuvre pour 3ème phase SDAEP	35 000 000	15%	5 250 000
PUNAAUIA	SDAEP 2ème phase	505 000 000	15%	75 750 000
TAIARAPU' EST	Maîtrise d'oeuvre 1ère tranche phase 1 AEP	30 000 000	15%	4 500 000
TE ORO PAA	Construction réservoir 2500 m3 Punaruu	94 380 000	15%	14 157 000
TEVA I UTA	Maîtrise d'oeuvre programme 2006	18 000 000	15%	2 700 000
Total Iles du vent		1 297 480 000		194 622 000
BORA BORA	Génie civil du troisième osmoseur	70 000 000	15%	10 500 000
HUAHINE	AEP tranche 2006	100 060 000	15%	15 009 000
MAUPITI	extension du programme citernes individuelles à 30 habitants	12 000 000	15%	1 800 000
TAHAA	extension des réseaux de distribution	10 000 000	15%	1 500 000
UTUROA	AEP 1ère tranche	100 000 000	15%	15 000 000
Total Iles sous-le-vent		292 060 000		43 809 000
Total		1 641 473 585		246 221 038

Annexe III - 3 à l'arrêté n° HC 613/DAC du 30 octobre 2006

AEP - ACTIONS DE COMMUNICATION

Communes	Opérations	Programmation (en F CFP)		
		coût estimé	contribution FIP	
			taux	montant
		5 000 000	100%	5 000 000
Total SPCPF		5 000 000		5 000 000
Total		5 000 000		5 000 000

DECHETS - TRAITEMENT DES DECHETS

Communes	Opérations	Programmation (en F CFP)		
		coût estimé	contribution FIP	
			taux	montant
ARUE	Traitement des déchets - prog 2002	24 750 000	50%	12 375 000
ARUE	Traitement des déchets - prog 2004	26 400 000	50%	13 200 000
ARUE	Traitement des déchets - prog 2005	28 600 000	50%	14 300 000
ARUE	Traitement des déchets - prog 2006	27 500 000	50%	13 750 000
HITIAA O TE RA	Traitement des déchets - prog 2004	6 600 000	50%	3 300 000
HITIAA O TE RA	Traitement des déchets - prog 2005	6 600 000	50%	3 300 000
MAHINA	Traitement des déchets - 3 années (08/04/04-08/04/07)	98 587 500	50%	49 293 750
MOOREA	Traitement des déchets - prog 2004	35 282 500	50%	17 641 250
MOOREA	Traitement des déchets - prog 2005	35 282 500	50%	17 641 250
PAEA	Traitement des déchets - prog 2005	19 250 000	50%	9 625 000
PAPARA	Traitement des déchets - prog 2004	12 650 000	50%	6 325 000
PAPARA	Traitement des déchets - prog 2005	12 650 000	50%	6 325 000
PAPEETE	Traitement des déchets - prog 2005	126 500 000	50%	63 250 000
PAPEETE	Traitement des déchets - prog 2006	115 500 000	50%	57 750 000
PIRAE	Traitement des déchets - prog 2004	46 750 000	50%	23 375 000
PIRAE	Traitement des déchets - prog 2005	51 700 000	50%	25 850 000
PUNAAUIA	Traitement des déchets - prog 04/05	47 300 000	50%	23 650 000
PUNAAUIA	Traitement des déchets - prog 05/06	46 200 000	50%	23 100 000
TAIARAPU EST	Traitement des déchets - prog 2003	17 600 000	50%	8 800 000
TAIARAPU EST	Traitement des déchets - prog 2004	19 250 000	50%	9 625 000
TAIARAPU EST	Traitement des déchets - prog 2005	19 250 000	50%	9 625 000
TAIARAPU OUEST	Traitement des déchets - prog 2004	7 150 000	50%	3 575 000
TAIARAPU OUEST	Traitement des déchets - prog 2005	7 150 000	50%	3 575 000
TEVA I UTA	Traitement des déchets - prog 2004	11 000 000	50%	5 500 000
TEVA I UTA	Traitement des déchets - prog 2005	11 000 000	50%	5 500 000
Total Iles du vent		860 502 500		430 251 250
Total		860 502 500		430 251 250

Annexe III - 4 à l'arrêté n° HC 613/DAC du 30 octobre 2006

DECHETS - ETUDES

Communes	Opérations	Programmation (en F CFP)		
		coût estimé	contribution FIP	
			taux	montant
TATAKOTO	Site pilote gestion des déchets	20 000 000	60%	12 000 000
	Total Iles Tuamotu-Gambier	20 000 000		12 000 000
	Total	20 000 000		12 000 000

DECHETS - TRAVAUX

Communes	Opérations	Programmation (en F CFP)		
		coût estimé	contribution FIP	
			taux	montant
PAPEETE	Création d'une déchetterie	56 000 000	50%	28 000 000
	Total Iles du vent	56 000 000		28 000 000
	Total	56 000 000		28 000 000

DECHETS EQUIPEMENT

Communes	Opérations	Programmation (en F CFP)		
		coût estimé	contribution FIP	
			taux	montant
BORA BORA	Matériel exploitation du CET	30 000 000	30%	9 000 000
HUAHINE	Achat broyeur végétaux	25 000 000	30%	7 500 000
TAPUTAPUATEA	Achat camion et broyeur de déchets verts	21 400 000	30%	6 420 000
UTUROA	Achat broyeur végétaux	25 000 000	30%	7 500 000
	Total Iles sous-le-vent	101 400 000		30 420 000
	Total	101 400 000		30 420 000

ASSAINISSEMENT - TRAVAUX

Communes	Opérations	Programmation (en F CFP)		
		coût estimé	contribution FIP	
			taux	montant
PAPEETE	Assainissement du secteur du marché 2ème	34 000 000	50%	17 000 000
TAIARAPU EST	Station d'épuration lotissement Maire Nui à Tautira	62 700 000	50%	31 350 000
	Total Iles du vent	96 700 000		48 350 000
BORA BORA	Construction d'un poste de traitement des graisses	50 000 000	50%	25 000 000
BORA BORA	Rénovation du réseau assainissement Sud	110 523 000	50%	55 261 500
	Total Iles sous-le-vent	160 523 000		80 261 500
	Total	257 223 000		128 611 500

FIP - PROGRAMME DES CONSTRUCTIONS SCOLAIRES 2006

Annexe IV

1° ILES DU VENT

COMMUNE	NATURE DE L'OPERATION	Coût estimatif	AP 2006	CP 2006
ARUE		425 873 000	39 000 000	275 179 180
ARUE 2 Maternelle	8 classes + VRD 8 classes 3 Salle repos 60 m2 2 Sanitaires (90 m2) compris sanitaire-maîtres Local administratif 60 m2 Infirmierie 12 m2 (Bibliothèque & informatique) 60 m2 Préau 110 m2 Salle polyvalente 165 m2 Hall d'accueil 90 m2 Restaurant 180 m2 Office 75 m2 + équipement VRD Station d'épuration... Mobilier et équipement Maîtrise d'œuvre + contrôle tech. + assurance... TVA 10%			
		380 873 000	0	236 179 180
* ARUE 2 Primaire	Rénovation restaurant scolaire	30 000 000	24 000 000	24 000 000
ARUE 1 Primaire	Mise aux normes cantine scolaire	15 000 000	15 000 000	15 000 000
FAAA		1 143 006 000	34 710 000	214 253 000
CJA OREMU	Centre de Jeunes Adolescents type 4 (76-90) - construction 937 m2 - mobilier - équipement - étude - complément pour marché d'étude			
		147 830 000	-130 789 000	8 730 000
VAIAHA Primaire	4 classes de Type OPH... Logement du gardien de Type OPH de 54 m2. Assainissement EP Mise aux normes électriques			
		40 600 000	40 600 000	40 600 000
VEROTIA Maternelle	9 classes + VRD 3 Sanitaire 35 m2 compris sanitaire-maîtres Douche de plein air 20 m2 3 Salle repos 60 m2 Local administratif 60 m2 + infirmerie 12 m2 Salle d'intervention GAPP 30 m2 Restaurant 200 m2 Office 42 m2 avec sanit./vestiaires + équipement (Bibliothèque & informatique) 60 m2 Préau 115 m2 + Salle polyvalente 165 m2 Mobilier (classes, bureau, restaurant, biblio.) Etude + TVA 10%...			
		281 021 000	0	7 488 000
FAAA (suite)				
TEROMA élémentaire	3 classes de Type OPH... Mise en conformité installations électriques... Logement du gardien de Type OPH de 54 m2.			
		24 850 000	24 850 000	24 850 000

COMMUNE	NATURE DE L'OPERATION	Coût estimatif	AP 2006	CP 2006
RUATAMA Maternelle	1 classes de Type OPH... Logement du gardien de Type OPH de 36 m2.			
		9 200 000	9 200 000	9 200 000
OREMU Maternelle	Réhabilitation lourde de l'ensemble scolaire... Mise en conformité installations électriques... Mise en conformité de la restauration... Etude + TVA 10%			
		83 677 000	18 641 000	51 177 000
PIAFAU Primaire	Réhabilitation lourde de l'ensemble scolaire... Mise en conformité installations électriques... Mise en conformité de la restauration... Etude + TVA 10%			
		197 322 000	29 589 000	29 589 000
RUATAMA Maternelle	Réhabilitation lourde de l'ensemble scolaire... Mise en conformité installations électriques... Mise en conformité de la restauration... Etude + TVA 10%			
		107 366 000	16 641 000	16 641 000
TEROMA Maternelle	Réhabilitation lourde de l'ensemble scolaire... Mise en conformité installations électriques... Mise en conformité de la restauration... Etude + TVA 10%			
		66 438 000	13 266 000	13 266 000
HEIRI Maternelle	Réhabilitation lourde de l'ensemble scolaire... Mise en conformité installations électriques... Etude + TVA 10%			
		102 016 000	7 600 000	7 600 000
PUURAI Maternelle	Réhabilitation lourde de l'ensemble scolaire... Mise en conformité installations électriques... Mise en conformité de la restauration... Etude + TVA 10%			
		82 686 000	5 112 000	5 112 000
HITIAA O TE RA		68 616 000	38 457 000	38 457 000
MOMOA Primaire	Etude diagnostic...	1500000	-1 500 000	-1 500 000
HITIAA O TE RA	Remise aux normes sanitaires... Etude			
		7 631 000	-7 631 000	-7 631 000
* MAMU Mat. + Elem.	Grosses réparations diverses + carrelage... Etude			
		13 923 000	11 138 400	11 138 400
* MOMOA Primaire	Diverses réparations + mobilier Etude			
		32 649 000	26 119 200	26 119 200
* FARETAI Primaire	Travaux divers + étude...	12 913 000	10 330 400	10 330 400
MAHINA FAREROI Maternelle	Grosses réparat° / mise aux normes de l'ensemble... Etude	262 942 000	0	127 700 000
		47 700 000	0	32 700 000

COMMUNE	NATURE DE L'OPERATION	Coût estimatif	AP 2006	CP 2006
HITIMAHANA Mat.	6 classes 2 salles de repos 60 m2 2 sanitaires 40 m2 compris sanitaire-maîtres Douche de plein air 20 m2 Local administratif 60 m2 + infirmerie 12 m2 Préau 110 m2 Restaurant 180 m2 VRD + démolitions, mur soutènement, clôture Etude + TVA	215 242 000	0	95 000 000
MOOREA-MAIAO		555 860 000	52 014 000	133 067 000
MAATEA Maternelle	2 classes + mobilier 2 classes Salle repos 60 m2 Sanitaire 40 m2 Frais de transport Maîtrise d'œuvre + TVA + contrôle technique	44 167 000	44 167 000	44 167 000
AFAREAITU Primaire	2 classes + mobilier 2 classes Salle des maîtres 30 m2 + mobilier Salle intervention GAPP 30 m2 + mobilier Bibliothèque et informatique 60 m2 + mobilier Frais de transport Etude	42 790 000	0	31 053 000
TEAVARO	4 classes maternelles Sanitaire mat. 45 m2 compris sanitaire maîtres Salle repos 80 m2 Local administratif 60 m2 + infirmerie 12 m2 8 classes élémentaires 2 sanitaires 40 m2 compris sanitaire maîtres Douche plein air 20 m2 Bibliothèque 60 m2 + salle informatique 60 m2 Préau 195 m2 + Restaurant 270 m2 Cuisine 130 m2 + équipement Mobilier et équipement VRD + clôture 345 m Frais de transport Etude	333 522 000	0	50 000 000
HAAPITI Primaire	1 classe 60 m2 + mobilier 1 bibliothèque 60 m2 + mobilier Sanitaire 45 m2 (5 classes)... Restaurant 150 m2 + mobilier (extension) Frais de transport Etude + TVA	59 787 000	3 416 000	3 416 000
PAPETOAI Primaire	Restaurant 250 m2 Cuisine 130 m2 + équipement Frais de transport Etude + TVA	75 594 000	4 431 000	4 431 000

COMMUNE	NATURE DE L'OPERATION	Coût estimatif	AP 2006	CP 2006
PAEA		142 943 000	34 510 000	39 315 000
* VAITERUPE Mat.	Réfection couverture, charpente, plafonds, peinture Aménagement d'une salle informatique	42 510 000	34 510 000	34 510 000
PAPEHUE Primaire	3 classes (dont 2 remplace ment classes provisoires) Sanitaire 45 m2 + douche plein air 20 m2 Douche plein air 20 m2 Local administratif 60 m2 Infirmierie 12 m2 Salle intervention GAPP (30 m2) Bibliothèque 60 m2 Salle informatique 60 m2 Extension restaurant 80 m2... Mobilier... Etude + TVA + contrôle technique	100 433 000	0	4 805 000
PAPARA		817 194 000	-122 170 000	16 384 000
CJA Taharuu	Centre de jeunes adolescents type n°4... - construction 937 m2 - mobilier et équipement - machine-outils - étude + contrôle technique + TVA	181 194 000	30 369 000	19 384 000
TAHARUU Mat.	6 classes 2 salles repos 60 m2 2 sanitaires 35 m2 Douche de plein air 20 m2 Local administratif 60 m2 ... Infirmierie 12 m2 Bibliothèque et informatique 60 m2 Restaurant 160 m2 Office 60 m2 Préau 135 m2 Salle polyvalente 135 m2 VRD (voirie, parking, clôture, portail, portillons, etc) Provisions pour fluctuation coût travaux Etude + contrôle technique + labo TP Divers et imprévus + TVA + conduite d'opération	226 000 000	-157 910 000	-18 000 000
APATEA Primaire	15 classes + VRD 3 sanitaires 40 m2 compris sanitaire maîtres Douche plein air 20 m2 Local administratif 60 m2 + GAPP 60 m2 + Infirmierie Bibliothèque 60 m2 + informatique 60 m2 Restaurant 340 m2 Office 67 m2 + équipement Préau 195 m2 Provisions pour fluctuation coût travaux Etude + contrôle technique + labo TP Divers et imprévus + TVA + conduite d'opération	410 000 000	5 371 000	15 000 000
PAPEETE		139 000 000	115 200 000	115 200 000
PAOFAI Primaire	Mise aux normes incendie + remplacement portes couissantes par portes battantes...	20 000 000	20 000 000	20 000 000
* TOA'TA Primaire	Remplacement huisseries (louvre s + porte s)...	23 000 000	18 400 000	18 400 000

COMMUNE	NATURE DE L'OPERATION	Coût estimatif	AP 2006	CP 2006
* VAITAMA Maternelle	Remplacement de la couverture tuiles asphaltées...			
	Contrôle technique			
	TVA	32 000 000	25 600 000	25 600 000
* MAMAO Primaire	Grosses réparations (huisseries et divers)...	15 000 000	12 000 000	12 000 000
* TAIMOANA Primaire	Grosses réparation et réaménagement classes...	20 000 000	16 000 000	16 000 000
* HITI VAI NUI Prim	Remplacement de la couverture tuiles asphaltées...			
	Contrôle technique TVA	29 000 000	23 200 000	23 200 000
PIRAE		131 641 000	122 437 400	124 437 400
NAHOATA Maternelle	Mise en conformité des menuiseries aluminium Rénovat° toitures et buanderie + divers et imprévus Maîtrise d'œuvre + TVA + contrôle technique	11 160 000	11 160 000	11 160 000
TUTERAI Elémentaire	Mise en conformité des menuiseries aluminium Création d'un escalier de secours Divers et imprévus Maîtrise d'œuvre + TVA + contrôle technique			
		42 770 000	42 770 000	42 770 000
* TUTERAI Maternelle	Rénovat°(sanitaire+ buanderie+salle repos)+portes Carrelage(10 classes+secrétariat+biblio+cuisine) Extension salle maîtres 30 m2 Divers et imprévus Maîtrise d'œuvre + TVA + contrôle technique			
		27 573 000	22 538 400	22 538 400
TAAONE Primaire	Local administratif 60 m2 + infirmerie 12 m2 Aménagement Cliss + bureau + Gapp 60 m2 Bibliothèque - Salle repos 60 m2 Passage couvert vers sanitaire Salle informatique 60 m2 TVA 10% Etude			
		50 138 000	45 969 000	47 969 000
PUNAAUIA		535 976 000	-14 502 120	77 315 380
MANOTAHI Primaire	18 classes dont 2 ens. spécial. + VRD 3 Sanitaires 40 m2 compris sanitaire/maîtres Douche plein air 20 m2 Local administratif 60 m2 Infirmerie 12 m2 Salle intervention GAPP 30 m2 (Bibliothèque & informatique) 60 m2 Restaurant 360 m2 Office 67 m2 avec sanit./vestiaire + équipement Préau 195 m2 Mobilier et équipement Etude	400 000 000	-20 915 120	54 584 880
MAEHAA NUI et RUA	Restaurant 200m2 et 180m2 mobiliers (élémentaire+ maternelle) Office 83m2 et 25m2 Equipements (élémentaire+ maternelle) Patio + coursives ext+ passage couvert+ escalier Démolition sanitaires + terrassements généraux Equipe ment divers (ensemb épura°, eau; courant) Contrôle technique Etude + TVA			
		100 930 000	4 002 000	4 002 000

COMMUNE	NATURE DE L'OPERATION	Coût estimatif	AP 2006	CP 2006
OUTUMAORO Prim.	Grosses réparations toiture 16 classes...	32 635 000	0	16 317 500
ATINUU Maternelle	1 classe type OPH	2 411 000	2 411 000	2 411 000
TAIARAPU EST		760 499 000	90 116 000	303 227 479
AFAAHITI Maternelle	12 classes 1 Section pré-scolaire 112 m2 4 Sanitaires 30 m2 compris sanitaire-maîtres 4 salle de repos 60 m2 + Douche plein air 20 m2 Local administratif 60 m2 + infirmerie 12 m2 Salle d'intervention GAPP 30 m2 Restaurant 200 m2 + Office 42 m2 + équipement (Bibliothèque & informatique) 60 m2 Préau 130 m2 + salle polyvalente 165 m2 Logement gardien type F2. 55 m2 Mobilier + équipement office Etude + TVA 6%	487 189 000	47 086 000	275 197 479
FAAONE Primaire	Réhabilitation sanitaire existant Construction sanitaire maternel Assainissement EU Maîtrise d'œuvre + contrôle technique + TVA	13 200 000	13 200 000	13 200 000
FAAONE Primaire	2 classes 60 m2 + Réserve 20 m2 Reconstruction service de restauration... - démolition et évacuation - restaurant 180 m2 - cuisine 80 m2 + équipement + assainissement EU - TVA + actualisation - maîtrise d'œuvre + contrôle technique...	80 080 000	4 500 000	4 500 000
PUEU Elémentaire	10 classes + 2 blocs sanitaires Restaurant 180 m2 + mobilier Cuisine 80 m2 + équipement + VRD Etude + contrôle technique + TVA	180 030 000	25 330 000	10 330 000
TAIARAPU OUEST		185 295 000	87 680 000	102 755 000
TOERFAU Primaire	Réhabilitation totale bât. 6 classes + conformité Démolition et évacuation gravats Maîtrise d'œuvre + TVA + contrôle technique	41 000 000	41 000 000	41 000 000
POTII Primaire	7 classes VRD + cloture Sanitaire élémentaire 36 m2 Sanitaire mat. 55 m2 Circulations horizontales 108 m2 Assainissement et réseaux EP Mobilier classes... Etude + contrôle technique + essais de sol + TVA...	85 945 000	0	41 195 000
* AHOTOTEINA Prim.	Grosses réparat° 3 classes + local administratif Grosses réparat° bâtiment informatique et classes Grosses réparations cantine et préau Clôture 270 ml Frais d'étude et contrôle technique	42 600 000	34 080 000	7 960 000

COMMUNE	NATURE DE L'OPERATION	Coût estimatif	AP 2006	CP 2006
* HAITAMA Maternelle	Bibliothèque & salle informatique 60 m2 Mise aux normes installations élect. de l'ensemble Carrelage sols 5 classes Travaux divers (cantine, préau, traitemt anti-termite) Frais d'étude et contrôle technique			
		15 750 000	12 600 000	12 600 000
TEVA I UTA NUUTAFARATEA	Assainissement EP Levé topo + maîtrise d'œuvre + divers...	477 069 000	138 872 000	93 218 000
		17 978 000	-8 989 000	-8 989 000
MAIRIPEHE Primaire	Etude diagnostic...	3 000 000	-3 000 000	-3 000 000
* NUUTAFARATEA Primaire	Rénovation bibliothèque et salle des maîtres Réhabilitation lourde deux blocs sanitaires Maîtrise d'œuvre + TVA + contrôle technique...			
		19 700 000	15 760 000	15 760 000
MAIRIPEHE Primaire	6 classes maternelles 10 classes élémentaires 2 salles propreté mat. 35 m2 2 sanitaires élémentaires 40 m2 Douche plein air 20 m2 2 salles repos 60 m2 Local administratif 60 m2 + Infirmerie 12 m2 Bibliothèque 60 m2 + Informatique 60 m2 GAPP 60 m2 Préau 195 m2 Mobilier VRD + clôture Maîtrise d'œuvre + TVA + contrôle technique			
		324 500 000	25 530 000	18 579 000
MUTUREA Maternelle	1 classe 60 m2 + mobilier Salle repos 60 m2 Salle d'intervention GAPP 30 M2 Etude + TVA + contrôle			
		23 720 000	23 720 000	23 720 000
MATAIREA Primaire	Grosses réparations + mise aux normes classes Etude + contrôle technique			
		76 571 000	76 571 000	37 868 000
NUUTAFARATEA Mat.	Réhabilitation partielle (3 classes + sanitaires) Contrôle technique... Frais d'étude			
		11 600 000	9 280 000	9 280 000
TOTAL ILES DU VENT	68% de l'effectif	5 645 914 000	616 324 280	1 660 508 439

2°- ILES SOUS LE VENT

BORA-BORA ANAU Maternelle	Restaurant 100 m2 + mobilier Office 25 m2 avec sanit./vestiaires + équipement Frais de transport Etude	396 810 310	110 948 000	94 322 000
		23 402 000	0	22 132 000
ANAU Elémentaire	Rénovation (dont santaires) + extension EST	87 758 000	87 758 000	49 000 000

COMMUNE	NATURE DE L'OPERATION	Coût estimatif	AP 2006	CP 2006
FAANUI Maternelle et Elémentaire	Travaux de démontage et démolition... 4 classes + mobilier classes blocs sanitaires 45 m2 + 15 m2 Citernes 40 tonnes + château d'eau + pompe 1 salle repos 80 m2 Section des tous petits 112 m2 Préau 90 m2 Salle polyvalente 115 m2 Restaurant 180 m2 + Office 42 m2 Cloture + portail + portillons... Préau 195 m2 Salle polyvalente 165 m2 Local administratif complet 60 m2 Infirmerie 12 m2 Douche plein air 20 m2 Salle d'intervention GAPP 60 m2 Divers Accueil-attente 60 m2 mobilier et autres équipements VRD Maîtrise d'œuvre + TVA + contrôle technique			
		285 650 310	23 190 000	23 190 000
HUAHINE		180 586 000	84 297 000	84 297 000
FARE Primaire	Réhabilitation lourde de l'ensemble élémentaire - travaux de bâtiments... - clôture... - mobilier - locations diverses... - divers et imprévus... - contrôle technique...			
		65 000 000	65 000 000	65 000 000
FARE CJA	Grosses réparations et remise aux normes CJA - travaux de démolition - couverture et plafond - huisseries - mise aux normes installations électriques - carrelage 360 m2 + peinture 500 m2 - peinture 500 m2 - assainissement EP - main d'œuvre 135 jours + divers et imprévus - Contrôle technique - locations diverses...			
		28 000 000	5 600 000	5 600 000
TEFARERII Primaire	Reconstruction bloc sanitaire 50 m2	8 700 000	8 700 000	8 700 000
FARE Primaire	Restaurant maternel 100 m2 Restaurant élémentaire 200 m2 Office 67 m2 compris sanitaires vestiaires Mobilier et équipement Frais de transport 12% Maîtrise d'œuvre + TVA + contrôle technique			
		78 886 000	4 997 000	4 997 000
MAUPITI		7 000 000	7 000 000	7 000 000
MAUPITI Primaire	Bibliothèque 60 m2 + mobilier Auvent classes OPH 48 m2			
		7 000 000		
TAHAA		317 202 000	46 026 400	68 762 400
PATIO Primaire	10 classes de 60 m2 chacune 2 sanitaires compris sanitaires maîtres			

COMMUNE	NATURE DE L'OPERATION	Coût estimatif	AP 2006	CP 2006
	Douche plein air 20 m2 Local administratif 60 m2 + Infirmerie 12 m2 Bibliothèque/informatique 60 m2 + préau 195 m2 Restaurant 250 m2 + VRD Frais de transport 12% Etude + TVA...	238 530 000	0	8 282 000
MATIEROA	2 classes + mobilier 2 classes Local administratif + mobilier Salle informatique 60 m2 + mobilier Frais de transport Etude	45 214 000	19 260 000	33 714 000
* PATIO Primaire	Grosses réparations toiture bât. 4 classes + 2 sanitaires	8 500 000	6 800 000	6 800 000
* POUTORU Primaire	Grosses réparations 1 salle + cantine...	6 850 000	5 480 000	5 480 000
* HAAMENE CJA	Réhabilitation totale atelier menuiserie...	11 050 000	8 840 000	8 840 000
* VAITOARE Primaire	Grosses réparations (menuiseries ext. + revêtement de sol + clôture + parking)	7 058 000	5 646 400	5 646 400
TAPUTAPUATEA		158 995 000	120 536 600	120 536 600
FAAROA CJA	Remise en conformité cuisine d'apprentissage Etudes + contrôle technique + TVA	8 800 000	8 800 000	8 800 000
AVERA Maternelle	Aménagement 4 classes provisoires Travaux démolition et préparation terrain 4 classes + VRD 1 bloc sanitaire 45 m2 compris sanitaire maîtres 1 salle repos 80 m2 Préau 70 m2 + salle polyvalente 95 m2 Mobilier 4 classes Travaux d'aménagement extérieurs Maîtrise d'œuvre + TVA + contrôle technique	143 268 000	0	50 000 000
* OPOA Maternelle	Grosses réparations huisseries 3 cl. + salle repos... Etudes	6 927 000	5 541 600	5 541 600
TUMARAA		84 529 000	27 544 300	54 971 800
TUMARAA	Cuisine centrale 500 repas/jour . Construction 150 m2 . Equipement Transport Maîtrise d'oeuvre + contrôle technique + actualisa°	46 464 000	3 899 000	24 371 500
TEVAITOA Primaire	Aménagement salle informatique + mise en conformité installations électriques... Clôture 240 ml Assainissement EP...	12 205 000	0	6 955 000
VAIAAU CJA	Mise aux normes électriques + étude + TVA...	2 822 000	2 822 000	2 822 000
FETUNA Primaire	Mise en conformité de l'école... - sanitaires... - installations électriques... - aménagement local réserve... Contrôle technique+étude + TVA...	9 022 000	9 022 000	9 022 000

COMMUNE	NATURE DE L'OPERATION	Coût estimatif	AP 2006	CP 2006
*TEVAITOA Mat.	Réfection toitures... Grosses réparations sanitaires Mise aux normes électriques... Remplacement boiserie + huisseries... Contrôle technique... Etude + TVA...			
		14 016 000	11 801 300	11 801 300
UTUROA		262 170 000	47 783 000	58 533 000
TAHINA Maternelle	6 classes + VRD 2 Sanitaires 30 m2 Douche plein air 20 m2 2 Salles repos 60 m2 Local administratif 60 m2 + mobilier Infirmerie 12 m2 Salle d'intervention GAPP 30 m2 Bibliothèque et informatique 60 m2 Salle polyvalente 135 m2 Section de tout petit 112 m2 Mobilier 6 classes, bureau, intervention, biblio.etc Frais de transport Etude + TVA 9%			
		185 045 000	-1 842 000	-1 842 000
VAITAHE Primaire	Grosses réparations cuisine et mise aux normes des installations et équipements...			
		14 000 000	0	4 000 000
APOOITI Primaire	Sanitaire 45 m2 compris sanitaire maîtres... Local administratif 60 m2 + hall + infirmerie + Bibliothèque 60 m2 + Mobilier ensemble Frais de transport Maîtrise d'œuvre + TVA + contrôle technique...			
		43 125 000	43 125 000	43 125 000
VAITAHE Primaire	Grosses réparations sanitaires elem. + mat.	13 500 000	0	6 750 000
UTUROA	Equipement mobilier salle informatique 2 écoles - APOOITI Primaire - VAITAHE Primaire	1 500 000	1 500 000	1 500 000
TAHINA Maternelle	Etude de transfert de la maternelle VAITAHE...	5 000 000	5 000 000	5 000 000
TOTAL ILES SOUS LE VENT		1 407 292 310	444 135 300	488 422 800

3° - ILES AUSTRALES

RAIVAVAE		41 423 000	40 091 000	40 091 000
MAHANATOA Prim.	Local administratif 60 m2 + mobilier Bibliothèque + informatique 60m2 + mobilier Frais de transport Etude + TVA			
		19 500 000	18 168 000	18 168 000
MAHANATOA Prim.	Logement fonction F3 + mobilier Frais de transport Frais d'étude			
		14 600 000	14 600 000	14 600 000
MAHANATOA Prim.	Coursive sur l'ensemble scolaire... Frais de transport Maîtrise d'œuvre + TVA			
		7 323 000	7 323 000	7 323 000

COMMUNE	NATURE DE L'OPERATION	Coût estimatif	AP 2006	CP 2006
RAPA AHUREI Primaire	Logement fonction F4 + mobilier Frais de transport Maîtrise d'œuvre + TVA...			
		16 970 000	0	8 485 000
RIMATARA ANAPOTO CJA	Atelier sculpture + menuiserie + réserves... 226 m2 Equipement Frais de transport Etude	35 140 000	6 752 000	20 102 000
		26 700 000	0	13 350 000
	* ANAPOTO Primaire Rénovation du bâtiment principal... Frais de transport Maîtrise d'œuvre + TVA			
		8 440 000	6 752 000	6 752 000
RURUTU AVERA Primaire	Réhabilitation lourde et mise en conformité... Mobilier 4 classes Frais de transport Frais d'étude	32 000 000	0	16 000 000
		32 000 000	0	16 000 000
TUBUAI MATAURA Primaire	Reconstruction service de restauration: . Restaurant 290 m2 + cuisine + sanitaire-vestiaire... . Mobilier restau. + équipement + chambre froide... . Frais de transport... . Contrôles Techniques... . Maîtrise d'œuvre + TVA ...	143 506 000	89 770 000	93 682 000
		82 770 000	32 770 000	57 770 000
	MATAURA Primaire 1 Local Gapp complet 60 m2 1 Local Inspection complet 90 m2 Hall d'accueil commun Mobilier Frais de transport 15% Maîtrise d'œuvre + TVA ...			
		42 056 000	42 056 000	20 968 000
	* MAHU Maternelle Grosses réparations sanitaires... Grosses réparations salles de classes... Protection persiennée préau...			
		18 680 000	14 944 000	14 944 000
TOTAL AUSTRALES		269 039 000	136 613 000	178 360 000

4° - ILES MARQUISES

HIVA OA ATUONA CJA	Réhabilitat° et mise conformité cuisine et restaurant - travaux de bâtiments... - équipement cuisine et vestiaires-sanitaires... - frais d'étude et de contrôle technique...	485 571 000	124 874 000	124 874 000
		13 048 000	13 048 000	13 048 000
ATUONA CSP	Réhabilitation et extension dortoirs - travaux de bâtiment... - mobilier + équipement buanderie... - frais d'étude et de contrôle technique...	28 432 000	28 432 000	28 432 000

COMMUNE	NATURE DE L'OPERATION	Coût estimatif	AP 2006	CP 2006
ATUONA CSP	3 classes maternelles banalisées Salle de repos 60 m2 Local propreté maternel 30 m2 5 classes élémentaires banalisées Sanitaire élém. 45 m2 avec sanitaire maîtres Douche plein air 20 m2 Local administratif complet 60 m2 Bibliothèque et informatique 60 m2 Salle polyvalente 135 m2 + préau 120 m2 VRD 8 classes Dortoirs 24 filles 169 m2 Dortoirs 24 garçons 169 m2 Parties communes 487 m2 Moblier et équipement Frais de transport 18% Etudes 6% + TVA 10%			
		383 322 000	22 625 000	22 625 000
ATUONA CSP	Réhabilitat° lourde restaurant/cuisine + extension - travaux de bâtiments... - équipements - frais d'étude et de contrôle technique...			
		60 769 000	60 769 000	60 769 000
NUKU HIVA		581 925 000	83 348 000	127 838 000
TAIOHAE Primaire	Restaurant 180 m2 (prim. & mat.) + mobilier Cuisine 80 m2 + équipement Frais de transport Maîtrise d'œuvre 6%			
		45 490 000	-44 490 000	0
TAIOHAE Primaire	Restaurant maternel 126 m2 + mobilier... Restaurant élém. 180 m2 + mobilier... Cuisine 130 m2 + équipement... Frais de transport 18%... Contrôle technique... Maîtrise d'œuvre + TVA 10%			
		100 858 000	100 858 000	100 858 000
TAIOHAE Maternelle	4 salles d'exercices banalisées 60 m2 chacune 1 section de préscolarisation complète 112 m2 2 salles repos 60 m2 chacune 2 locaux propreté 30 m2 compris sanitaire-maîtres 1 préau 80 m2 1 salle polyvalente 115 m2 VRD de l'ensemble 6 classes Moblier et équipements Frais de transport 18% Maîtrise d'œuvre + TVA 10%			
		158 052 000	9 507 000	9 507 000
TAIOHAE Primaire	6 classes élémentaires de 60 m2 chacune... 2 sanitaires de 40 m2 compris sanitaire-maîtres... Douche de plein air de 20 m2... Local administratif complet de 60 m2... Bibliothèque et informatique 60 m2... Salle polyvalente 135 m2... VRD de l'ensemble... Moblier et équipement de l'ensemble... Frais de transport 18%... Maîtrise d'œuvre + TVA 10%			
		172 396 000	10 321 000	10 321 000

COMMUNE	NATURE DE L'OPERATION	Coût estimatif	AP 2006	CP 2006
HATIHEU Primaire	2 classes 60 m2 (1 mat. + 1 élém.) + VRD Sanitaire 35 m2 compris sanitaire maîtres Douche plein air 20 m2 Bibliothèque et informatique 60 m2 Préau 95 m2 Restaurant 40 m2 Cuisine 40 m2 compris sanitaires-vestiaires Mobilier 2 cl/ + biblio./infor. + restau. + cuisine Logement fonction F3 + mobilier Frais de transport 18% Maîtrise d'œuvre + TVA 10%	105 129 000	7 152 000	7 152 000
UA POU * HAKAMAI Primaire	Réfection bloc sanitaire Grosses réparations logement de fonction Restaurant 45 m2 + mobilier Cuisine 35 m2 avec sanitaires vestiaires+équipemt Frais de transport Maîtrise d'œuvre + TVA 10%	381 326 800	123 929 800	74 739 300
		40 962 000	37 808 000	4 420 000
HAKAHETAU Prim.	Reconstruction bloc sanitaire Cuisine 35 m2 avec sanitaires vestiaires Mobilier + équipement Frais de transport Maîtrise d'œuvre + TVA 10%	19 973 000	19 973 000	19 973 000
HAAKUTI Primaire	Restaurant 45 m2... Cuisine 35 m2 compris sanitaires vestiaires... Mobilier + équipement... Préau 80 m2 + installations provisoires... Frais de transport... Contrôle technique Maîtrise d'œuvre + TVA 10%	33 189 000	33 189 000	17 386 500
HAKAHAU CSP	Cuisine 130 m2 compris sanitaires-vestiaires Restaurant 200 m2 élém. (internes + 1/2 pension) Mobilier restau. + équipement cuisine Frais de transport 18% Maîtrise d'œuvre + TVA + contrôle technique...	78 400 000	5 069 000	5 069 000
HOHOI Primaire	1 classe 60 m2 + VRD... Sanitaire 15 m2 compris sanitaires maîtres Bibliothèque + informatique 60 m2 Préau 30 m2 Restaurant 30 m2... Cuisine 30 m2 compris sanitaires vestiaires... Mobilier + équipement Logement fonction F3... Frais de transport Maîtrise d'œuvre + TVA + contrôle technique...	70 245 000	4 733 000	4 733 000
HAKATAO Primaire	Restaurant 30 m2 Cuisine 30 m2 compris sanitaires vestiaires Mobilier + équipement Frais de transport Contrôle technique... Maîtrise d'œuvre + TVA 10%	14 659 800	14 659 800	14 659 800

COMMUNE	NATURE DE L'OPERATION	Coût estimatif	AP 2006	CP 2006
HAKAHAU CSP	3 classes 60 m2 chacune... Section préscolaire 112 m2... Local propreté 40 m2 compris sanitaire maîtres... Salle repos 60 m2 Préau 70 m2 Restaurant 100 m2 + office 25 m2... Mobilier + équipement... Frais de transport... Maîtrise d'œuvre + TVA + contrôle technique...			
		123 898 000	8 498 000	8 498 000
TAHUATA MOTOPU Maternelle	1 classe 60 m2 + VRD 1 logement fonction F3 ... Mobilier classe + logement... Frais de transport Maîtrise d'œuvre + TVA + controle technique...	33 787 000	33 787 000	33 787 000
		33 787 000	33 787 000	33 787 000
TOTAL ILES MARQUISES	4% de l'effectif	1 482 609 800	365 938 800	361 238 300

5° - ILES TUAMOTU-GAMBIER

ANAA FAAITE Primaire	1 logement type OPH Tima F4 + mobilier + citerne 15 t... Frais de transport	15 261 000	15 261 000	15 261 000
		10 911 000	10 911 000	10 911 000
		12 261 000	12 261 000	12 261 000
ANAA Primaire	Etude diagnostic + sondage labo TP	3 000 000	3 000 000	3 000 000
FAKARAVA ARATIKA Primaire	3 classes Sanitaire 35 m2 compris sanitaire/maîtres Citerne 80 m3 + château d'eau + pompe Passages couverts + réserves + préau 95 m2... Bibliothèque et informatique 60 m2... Restaurant 50 m2 Cuisine 40 m2 + équipement Cloture 246 ml compris portails et portillons... Mobilier 3 classes + biblio/info. + restaurant... Frais de transport Honoraires MO + contrôle technique...	169 029 000	26 029 000	66 029 000
		143 000 000	0	40 000 000
ARATIKA Primaire	2 Logements type OPH Tima F3 et F4 + citernes Mobilier 2 logements	26 029 000	26 029 000	26 029 000
FANGATAU FAKAHINA Primaire	Clôture 160 ml + 2 portails Réfection cuisine logement fonction Restaurant 60 m2 + mobilier	10 620 000	-10 620 000	-10 620 000
		10 620 000	-10 620 000	-10 620 000
GAMBIER RIKITEA Primaire	Restaurant élémentaire 180 m2 + mobilier Restaurant maternel 100 m2 + mobilier Cuisine 130 m2 + équipement Frais transport Maîtrise d'œuvre + TVA + contrôle technique	107 640 000	18 420 000	18 420 000
		96 179 000	6 959 000	6 959 000

COMMUNE	NATURE DE L'OPERATION	Coût estimatif	AP 2006	CP 2006
RIKITEA Primaire	Logement type OPH F4 + mobilier + citerne 15 t Frais transport			
		11 461 000	11 461 000	11 461 000
HAO HAO CSP	Bibliothèque et informatique 80 m2 compris mobilier... Local administratif 60 m2 + mobilier Frais de transport Etude	67 256 000	36 783 000	49 138 000
		30 473 000	0	12 355 000
HAO CSP	3 logements type OPH Tima F4 + mobilier + citerne 15 t... Frais de transport			
		36 783 000	36 783 000	36 783 000
HIKUERU HIKUERU Primaire	Logement fonction type OPH F4 + mobilier + Citerne 15 tonnes... Frais de transport	12 261 000	12 261 000	12 261 000
		12 261 000	12 261 000	12 261 000
MAKEMO TAKUME Primaire	Réhabilitation et extension logement + mobilier Rénovation couverture classe + mobilier + citerne Clôture + 2 portails...	28 090 000	5 000 000	11 765 000
		23 090 000	0	6 765 000
MAKEMO Primaire	Audit sur école primaire et étude d'aménagement restaurant 1/2 pension....	5 000 000	5 000 000	5 000 000
MANIHI MANIHI Primaire	Resto 150 m2+Cuisine 80 m2+ mobilier+ équipe... Frais de transport Contrôle Technique Etude + TVA	49 812 000	47 812 000	47 812 000
		46 812 000	44 812 000	44 812 000
MANIHI Primaire	Audit sur l'école primaire...	3 000 000	3 000 000	3 000 000
NUKUTAVAKE VAHITAHU Primaire	Mobilier 1 classe	22 750 000	22 750 000	22 750 000
VAHITAHU Primaire	1 logement fonction F3 + mobilier + citerne 15 m3 Frais d'étude			
		22 000 000	22 000 000	22 000 000
PUKA PUKA * PUKA PUKA Primaire	Réfection de 2 classes Frais de transport Etude+ TVA	14 449 000	11 559 200	11 559 200
		11 051 000	8 840 800	8 840 800
* PUKA PUKA Primaire	Rénovation 3 citernes logements de fonctions Frais de transport			
		3 398 000	2 718 400	2 718 400
RANGIROA MATAIVA Primaire	Mobilier et autres équipements...	93 202 000	75 528 000	75 528 000
		10 000 000	10 000 000	10 000 000
MAKATEA Primaire	Citerne 15 tonnes + raccordement logement	706 000	706 000	706 000
TIPUTA Primaire	1 classe d'enseignement spécial ... 1 local inspection 60 m2... 1 GAPP 60 m2...	30 269 000	30 269 000	30 269 000

COMMUNE	NATURE DE L'OPERATION	Coût estimatif	AP 2006	CP 2006
AVATORU Primaire	Mobilier de l'ensemble Frais de transport 15% Maîtrise d'œuvre + TVA 10%...			
		42 000 000	42 000 000	42 000 000
	2 classes + sanitaires mat. + sanitaires maitres... Frais de transport Maîtrise d'œuvre + TVA 10%			
		21 085 000	14 085 000	14 085 000
TIKEHAU Primaire	1 classe maternelle + sanitaire 30 m2 (dont mat.) Salle informatique 30 m2 Frais de transport			
		19 411 000	8 737 000	8 737 000
REAO REAO Primaire	Démolit° sanitaire + transform° classe en biblio. Cloture 250 ml (métal déployé)	19 040 000	14 040 000	14 040 000
		19 040 000	14 040 000	14 040 000
TATAKOTO TATAKOTO Primaire		4 717 000	4 717 000	4 717 000
	Clôture claustras 3e logement 150 ml...	4 717 000	4 717 000	4 717 000
TAKAROA TAKAROA Primaire	10 classes dont 4 maternelles VRD 10 classes Salle repos 80 m2 Sanitaire mat. 40 m2 Sanitaire élém. 45 m2 compris sanitaire maitres Citerne 120 m3 + château d'eau + pompe Local administratif 60 m2 Bibliothèque + informatique 60 m2 Préau 195 m2 Restaurant 200 m2 Cuisine 200 repas + équipement Mobilier et équipement Frais de transport Etude	309 968 000	-29 379 000	14 000 000
		304 968 000	-34 379 000	9 000 000
TAKAPOTO CJA	Etude de faisabilité d'un CJA Type 1 + mini internat	5 000 000	5 000 000	5 000 000
TOTAL TUAMOTU GAMBIER		924 095 000	250 161 200	352 660 200
TOTAL GENERAL		9 728 950 110	1 813 172 580	3 041 189 739

ARRETE n° 15 MAAT du 21 novembre 2006 portant modification de l'arrêté n° 11 MAAT du 6 octobre 2006 relatif à la composition du jury du brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport, spécialité "Activités physiques pour tous".

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française (arrêté de promulgation n° 119 DRCL du 3 mars 2004) ;

Vu la loi organique n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française (arrêté de promulgation n° 119 DRCL du 3 mars 2004) ;

Vu le code de l'éducation, et notamment les articles L. 335-5, L. 335-6 et L. 363-1 et suivants ;

Vu le code du travail, et notamment l'article L. 900-1 ;

Vu le décret n° 2002-615 du 26 avril 2002 relatif à la validation des acquis de l'expérience pour la délivrance d'une certification professionnelle ;

Vu le décret n° 2001-792 du 31 août 2001 portant règlement général du brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport (BPJEPS) ;

Vu l'arrêté du 18 avril 2002 portant organisation du BPJEPS délivré par le ministère de la jeunesse et des sports ;

Vu l'arrêté du 24 février 2003 portant création de la spécialité "Activités physiques pour tous" du BPJEPS ;

Vu la convention n° 41-03 du 10 avril 2003 relative aux relations entre l'Etat et la Polynésie française en matière de jeunesse et de sports ;

Vu l'arrêté n° HC 216 SME/BRHT/ET du 6 juillet 2006 portant délégation de signature à M. Jean-Philippe Berlemont, chef de la mission d'aide et d'assistance technique auprès de la Polynésie française ;

Vu la décision en date du 29 mai 2006 du chef de la mission d'aide et d'assistance technique auprès de la Polynésie française habilitant la formation organisée par l'Institut de la jeunesse et des sports de la Polynésie française sous le numéro BPJEPS 6-01 ;

Vu l'arrêté n° 11 MAAT du 6 octobre 2006 portant composition du jury du brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport, spécialité "Activités physiques pour tous" ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er. — L'article 1er de l'arrêté n° 11 MAAT du 6 octobre 2006 portant composition du jury du brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport, spécialité "Activités physiques pour tous", est modifié comme suit :

*Au lieu de : "M. Patrice Garrigos, formateur" ;
Lire : "M. Mallory Baudouin, formateur".*

Art. 2. — Le secrétaire général du haut-commissariat et le chef de la mission d'aide et d'assistance technique de la jeunesse et des sports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Président de la Polynésie française et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 novembre 2006.

Pour le haut-commissaire,
par délégation :

*Le chef de la mission d'aide
et d'assistance technique,*

Jean-Philippe BERLEMONT.

ARRETE n° 587 DAC du 27 novembre 2006 abrogeant l'arrêté n° 600 MAC du 10 septembre 2004 portant désignation des membres de la commission spéciale chargée d'examiner la situation budgétaire de la commune de Papara.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 modifiée relative à l'organisation et à la création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-609 du 5 juillet 1996 portant dispositions diverses à l'outre-mer ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le code des communes de Polynésie française, et notamment les articles L. 121-37 et suivants, L. 212-5 et R. 212-1 et suivants ;

Vu le compte administratif 2005 de la commune de Papara, dernier exercice clos ;

Vu l'avis de la commission spéciale réunie le 8 novembre 2006 ;

Considérant que le compte administratif 2005 de la commune de Papara présente un excédent,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 600 MAC du 10 septembre 2004 portant désignation des membres de la commission spéciale chargée d'examiner la situation budgétaire de la commune de Papara est abrogé.

Art. 2. — Le secrétaire général du haut-commissariat et le chef de la subdivision administrative des îles du Vent sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du

présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 novembre 2006.
Anne BOQUET.

DECISION n° 21 IDV du 29 novembre 2006 désignant une commission d'enquête administrative relative au projet de création d'un cimetière communal sur la terre Vaitavere, commune de Punaauia.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à l'organisation et à la création des communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret du 23 prairial an XII sur les sépultures ;

Vu l'arrêté du 4 août 1910 promulguant dans le territoire de la Polynésie française le décret du 20 mai 1910 portant application aux Etablissements français de l'Océanie de la loi du 15 février 1902 relative à la protection de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 12 novembre 1910 fixant les détails d'application du décret du 20 mai 1910 susvisé, notamment l'article 17 ;

Vu l'arrêté n° HC 297 SME/BRHT/ET du 4 septembre 2006 portant délégation de signature à M. Olivier Jacob, chef de la subdivision administrative des îles du Vent, et aux adjoints de la subdivision ;

Vu la délibération n° 127-2006 du 15 septembre 2006 du conseil municipal de la commune de Punaauia relative à la création d'un cimetière communal sur la terre Vaitavere ;

Vu le dossier technique fourni par la commune,

Décide :

Article 1er.— Il est institué une commission d'enquête administrative chargée d'enquêter et de donner un avis sur le projet de création d'un cimetière communal sur la terre Vaitavere à Punaauia, au PK 12, à environ 800 mètres au sud de l'entrée du lotissement Jambolana.

Art. 2.— Cette commission d'enquête administrative est composée de :

- M. le chef de la subdivision administrative des îles du Vent, ou son représentant, *président* ;
- M. le maire de la commune de Punaauia, ou son représentant, *membre* ;

- M. le directeur de l'environnement, ou son représentant, *membre* ;
- M. le directeur de l'équipement, ou son représentant, *membre* ;
- M. le chef du service de l'hygiène et de la salubrité publique, ou son représentant, *membre* ;
- M. le chef du service de l'urbanisme, ou son représentant, *membre* ;
- M. le commandant de la brigade de gendarmerie des îles du Vent, ou son représentant, *membre*.

La commission se réunira aux lieux, jour et heure fixés par son président.

Art. 3.— Le chef de la subdivision administrative des îles du Vent et le maire de la commune de Punaauia sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 novembre 2006.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

*Le chef de la subdivision administrative
des îles du Vent,*
Olivier JACOB.

ARRETE n° HC 56 SAIDV du 29 novembre 2006 modifiant l'arrêté n° HC 10 IDV du 19 avril 2006 approuvant l'application de l'instruction provisoire budgétaire et comptable M14 à compter du 1er janvier 2006 par l'Office de gestion de la crèche de Pirae - Tama Here.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à l'organisation et à la création des communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 modifiant le régime communal dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 80-918 du 13 novembre 1980 portant application de la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 modifiant le régime communal dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2001-155 du 16 février 2001 modifiant le décret n° 80-918 du 13 novembre 1980 et le décret n° 82-979 du 19 novembre 1982 et relatif à certaines dispositions applicables aux communes de Polynésie française, et notamment son article 3 ;

Vu l'article L. 211-3 du code des communes de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 709 MAC du 26 octobre 2004 approuvant la généralisation à l'ensemble des communes et établissements de coopération intercommunale de l'instruction provisoire budgétaire et comptable M14 de la Polynésie française à compter du 1er janvier 2005 ;

Vu l'arrêté n° HC 10 IDV du 19 avril 2006 approuvant l'application de l'instruction provisoire budgétaire et comptable M14 à compter du 1er janvier 2006 par l'Office de gestion de la crèche de Pirae - Tama Here ;

Vu la délibération n° 102-2005 du 15 décembre 2005 de la commune de Pirae relative à la régie municipale à caractère industriel et commercial, dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière, dénommée "Office de gestion de la crèche de Pirae - Tama Here" ;

Considérant les difficultés rencontrées par l'Office de gestion de la crèche de Pirae - Tama Here pour disposer du logiciel nécessaire à l'application de l'instruction budgétaire et comptable M14 pour l'exercice budgétaire 2006,

Arrête :

Article 1er.— L'article 1er de l'arrêté n° HC 10 IDV du 19 avril 2006 approuvant l'application de l'instruction provisoire budgétaire et comptable M14 à compter du 1er janvier 2006 par l'Office de gestion de la crèche de Pirae - Tama Here est modifié de la façon suivante :

"Est approuvée l'application de l'instruction provisoire budgétaire et comptable M14 à compter du 1er janvier 2007 par l'Office de gestion de la crèche de Pirae - Tama Here."

Art. 2.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le chef de la subdivision administrative des îles du Vent, le maire de la commune de Pirae, le directeur de l'Office de gestion et le trésorier des îles du Vent sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 novembre 2006.
Pour le haut-commissaire
et par délégation :
Le secrétaire général
du haut-commissariat,
Jacques WITKOWSKI.

ARRETE n° 596 du 30 novembre 2006.— Avenant n° 2 à l'arrêté n° 404 du 5 juillet 2004 modifié fixant le règlement d'exécution de l'opération groupée d'aménagement foncier de la commune de Teahupoo.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'article 6 de la loi d'orientation agricole n° 99-574 du 9 juillet 1999 ;

Vu le projet d'opération groupée d'aménagement foncier de Teahupoo ;

Vu l'avis favorable du conseil d'administration du centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles en date du 25 mars 2004 ;

Vu la notification du ministère de l'agriculture et de la pêche du 24 mai 2004 accordant un crédit d'un montant de 200 000 euros (soit 23 866 400 F CFP) en faveur de l'OGAF de Teahupoo ;

Vu l'arrêté n° 404 du 5 juillet 2004 modifié fixant le règlement d'exécution de l'opération groupée d'aménagement foncier de la commune de Teahupoo ;

Vu l'arrêté n° 332 du 18 juillet 2006, avenant n° 1 à l'arrêté n° 404 du 5 juillet 2004 fixant le règlement d'exécution de l'opération groupée d'aménagement foncier de la commune de Teahupoo ;

Vu le procès-verbal du comité de pilotage du 17 octobre 2006 ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat de la République en Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Le présent avenant a pour objet de modifier la répartition des dépenses figurant dans le descriptif financier du projet de l'OGAF de Teahupoo.

Art. 2.— *Modification de la répartition des financements*

Le descriptif financier figurant au présent avenant abroge et remplace celui annexé à l'arrêté n° 332 du 18 juillet 2006.

Actions	Polynésie française	Commune	Fonds OGAF	FRED	Association	Agriculteurs	Total
Axe 1 : Aménagement du périmètre domanial							
Action n° 1	273 000 soit 2 288 €	4 000 000 soit 33 250 €	600 000 soit 5 028 €				4 873 000 soit 40 836 €
Action n° 2	540 000 soit 4 525 €		7 900 000 soit 66 202 €				8 440 000 soit 70 627 €
Axe 2 : Installation et formation							
Action n° 3	12 800 000 soit 107 264 €		2 000 000 soit 16 760 €				14 800 000 soit 124 024 €
Action n° 4			352 000 soit 2 950 €				352 000 soit 2 950 €
Action n° 5			844 800 soit 7 079 €		1 440 000 soit 12 067 €		2 284 800 soit 19 146 €
Action n° 6			105 600 soit 885 €				105 600 soit 885 €
Axe 3 : Appui à l'association							
Action n° 7							
a)	2 134 768		4 480 000	1 345 232	1 740 000		
b)	2 134 768 soit 17 889 €		687 040 5 167 040 soit 43 300 €	1 345 232 soit 11 273 €	1 740 000 soit 14 581 €		10 387 040 soit 87 043 €
Action n° 8	600 000 soit 5 028 €		1 200 000 soit 10 056 €		200 000 soit 1 676 €		2 000 000 soit 16 760 €
Action n° 9	300 000 soit 2 514 €		517 000 soit 4 332 €		804 000 soit 6 738 €		1 621 000 soit 13 584 €
Axe 4 : Valorisation des productions							
Action n° 10			1 000 000 soit 8 380 €				1 000 000 soit 8 380 €
Axe 5 : Equipement en matériel et défrichage							
Action n° 11	6 000 000 soit 50 280 €					2 000 000 soit 16 760 €	8 000 000 soit 67 040 €
Action n° 12	2 400 000 soit 20 112 €		600 000 soit 5 028 €			3 200 000 soit 26 816 €	6 200 000 soit 51 956 €
Axe 6 : Animation							
Action n° 13			3 579 960 soit 30 000 €				3 579 960 soit 30 000 €
Total F CFP	25 047 768	4 000 000	23 866 400	1 345 232	4 184 000	5 200 000	63 643 400
Total euros	209 900	33 520	200 000	11 273	35 062	43 576	533 331
Répartition	39 %	6 %	38 %	2 %	7 %	8 %	100 %

Art. 3.— Dispositions

Le secrétaire général du haut-commissariat de la République en Polynésie française et le trésorier-payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 novembre 2006.

Pour le haut-commissaire,
par délégation :

*Le secrétaire général
du haut-commissariat,
Jacques WITKOWSKI.*

ARRETE n° HC 606 SATPN du 5 décembre 2006 modifiant l'arrêté n° HC 579 SATPN du 24 novembre 2006 portant répartition des sièges à la commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps d'encadrement et d'application de la police du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 48-1504 du 28 septembre 1948 relative au statut spécial des personnels de police ;

Vu la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création du corps des fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 68-20 du 5 janvier 1968 modifié portant application de la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 ;

Vu le décret n° 82-451 du 28 mai 1982 modifié relatif aux commissions administratives paritaires ;

Vu la circulaire du 23 avril 1999 relative à l'application du décret n° 82-451 du 28 mai 1982 relatif aux commissions administratives paritaires ;

Vu le décret n° 2004-1439 du 23 décembre 2004 portant statut particulier du corps d'encadrement et d'application de la police nationale ;

Vu l'arrêté n° 347 SATPN du 19 septembre 2005 portant composition de la commission administrative compétente à l'égard du corps d'encadrement et d'application de la police du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu le procès-verbal des résultats du scrutin du 22 novembre 2006 ;

Vu l'arrêté n° HC 579 SATPN du 24 novembre 2006 portant répartition des sièges à la commission administrative compétente à l'égard du corps d'encadrement et d'application de la police du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Sur proposition de M. le directeur de cabinet,

Arrête :

Article 1er. — L'article 1er de l'arrêté n° HC 579 SATPN du 24 novembre 2006 portant répartition des sièges à la commission administrative compétente à l'égard du corps d'encadrement et d'application de la police du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française est modifié comme suit :

Au lieu de :

- Albert Mollen (UNSA police), DSP Polynésie française ;
- Vainono Ah-Sha (UNSA police), DSP Polynésie française ;

Lire :

- Albert Mollen (UNSA police), DPAF Polynésie française ;
- Vainono Ah-Sha (UNSA police), SRG Polynésie française.

Le reste sans changement.

Art. 2. — Le directeur de cabinet du haut-commissaire de la République et le chef du service administratif et technique de la police nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 5 décembre 2006.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

Le directeur de cabinet, par intérim,
Olivier JACOB.

ARRETE n° HC 607 SATPN du 5 décembre 2006 modifiant l'arrêté n° HC 580 SATPN du 24 novembre 2006 portant composition de la commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps d'encadrement et d'application de la police du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 48-1504 du 28 septembre 1948 relative au statut spécial des personnels de police ;

Vu la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création du corps des fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 68-20 du 5 janvier 1968 modifié portant application de la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 ;

Vu le décret n° 82-451 du 28 mai 1982 modifié relatif aux commissions administratives paritaires ;

Vu le décret n° 95-654 du 9 mai 1995 modifié fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires actifs des services de la police nationale ;

Vu le décret n° 2004-1439 du 23 décembre 2004 portant statut particulier du corps d'encadrement et d'application de la police nationale ;

Vu l'arrêté n° 347 SATPN du 19 septembre 2005 portant composition de la commission administrative compétente à l'égard du corps d'encadrement et d'application de la police du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 352 SATPN du 10 août 2006 portant modification de l'arrêté n° 347 SATPN du 19 septembre 2005 portant composition de la commission administrative compétente à l'égard du corps d'encadrement et d'application de la police du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu le procès-verbal du scrutin du 22 novembre 2006 ;

Vu l'arrêté n° HC 580 SATPN du 24 novembre 2006 portant composition de la commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps d'encadrement et d'application de la police du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Sur proposition de M. le directeur de cabinet,

Arrête :

Article 1er. — L'article 2 de l'arrêté n° HC 580 SATPN du 24 novembre 2006 portant composition de la commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps d'encadrement et d'application de la police du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française est modifié comme suit :

Au lieu de :

- Vaiono Ah-Scha (UNSA police), SRG Polynésie française ;

Lire :

- Vainono Ah-Scha (UNSA police), SRG Polynésie française.

Le reste sans changement.

Art. 2.— Le directeur de cabinet du haut-commissaire de la République et le chef du service administratif et technique de la police nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 5 décembre 2006.
Pour le haut-commissaire
et par délégation :
Le directeur de cabinet par intérim,
Olivier JACOB.

ARRETE n° HC 608 DAC du 5 décembre 2006 fixant à compter du 1er janvier 2006 à 24 851 F CFP par mois le taux de base de l'indemnité représentative de logement à verser à certaines catégories d'instituteurs (dotation spéciale instituteurs).

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi du 30 octobre 1886 relative à l'organisation de l'enseignement primaire ;

Vu la loi du 19 juillet 1889 sur les dépenses ordinaires de l'instruction primaire publique et les traitements du personnel de service ;

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée et complétée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu la loi n° 85-1268 du 29 novembre 1985 relative à la dotation globale de fonctionnement, réformée par la loi de finances pour 1989 (article 85) ;

Vu le décret n° 83-367 du 2 mai 1983 relatif à l'indemnité de logement due aux instituteurs ;

Vu le procès-verbal de la réunion du conseil de l'enseignement primaire du 26 avril 1984 aux termes duquel le principe d'une réévaluation annuelle de l'indemnité représentative de logement versée aux instituteurs a été adopté ;

Vu la circulaire du ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire n° NOR MCT/B/06/00076/C du 13 novembre 2006 fixant le montant unitaire national de la dotation spéciale instituteurs 2006 pour les deux parts, correspondant aux deux catégories d'instituteurs (logés ou ayant droit à l'indemnité représentative de logement),

Arrête :

Article 1er.— A compter du 1er janvier 2006, le taux de base de l'indemnité représentative de logement à verser à chaque instituteur, répondant aux conditions du décret du 2 mai 1983 susvisé, est fixé, pour l'ensemble des communes de Polynésie française, à 24 851 F CFP par mois (soit 298 212 F CFP par an).

Ce montant sert de référence pour le calcul des majorations servies par les communes à certaines catégories d'instituteurs.

Art. 2.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le trésorier-payeur général de la Polynésie française, le vice-recteur de la Polynésie française, les maires et les trésoriers sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 5 décembre 2006.
Pour le haut-commissaire
et par délégation :
Le secrétaire général
du haut-commissariat,
Jacques WITKOWSKI.

ARRETE n° HC 609 DAC du 5 décembre 2006 portant attribution aux communes de Polynésie française de la dotation spéciale instituteurs 2006 (première part), au titre de la prise en compte par l'Etat des charges afférentes au logement des instituteurs.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée et complétée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu la loi de finances pour 1989, et notamment son article 85 ;

Vu le décret n° 83-367 du 2 mai 1983 relatif à l'indemnité de logement due aux instituteurs ;

Vu les instructions du ministre de l'intérieur n° NOR/MCT/B06/00076/C du 13 novembre 2006 ;

Vu les échanges de correspondances entre le ministère de l'intérieur et la direction des affaires communales du haut-commissariat en date du 1er décembre 2006 ;

Vu les imputations budgétaires à effectuer dans les écritures de M. le trésorier-payeur général de la Polynésie française, compte 465-1246 : dotation spéciale instituteurs, année 2006,

Arrête :

Article 1er.— Par imputation sur les crédits ouverts au titre de la première part de la dotation spéciale instituteurs de l'exercice 2006, il est attribué et versé aux communes de la Polynésie française les sommes figurant dans le tableau annexé au présent arrêté.

Le montant total de cette dotation s'élève à 146 905 euros, soit 17 530 430 F CFP.

Art. 2.— Ces versements interviendront à la diligence de M. le trésorier-payeur général de la Polynésie française.

Art. 3.— Les dotations versées aux communes concernées au titre de la dotation spéciale instituteurs 2006 seront imputées en recettes des budgets communaux au compte n° 745.

Art. 4.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le trésorier-payeur général de la Polynésie française, les maires et les trésoriers sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 5 décembre 2006.

Pour le haut-commissaire

et par délégation :

*Le secrétaire général
du haut-commissariat,
Jacques WITKOWSKI.*

Dotation spéciale instituteurs 2006

Communes	Instituteurs logés	DSI 2006/euro (PM : montant unitaire = 2 671 euros)	DSI 2006 (en F CFP)
Raivavae	1	2 671	318 735
Rapa	1	2 671	318 735
Rimatarā	2	5 342	637 470
Tubuai	1	2 671	318 735
Bora Bora	1	2 671	318 735
Maupiti	1	2 671	318 735
Tahaa	1	2 671	318 735
Fatu Hiva	1	2 671	318 735
Tahuata	3	8 013	956 205
Ua Pou	1	2 671	318 735
Anaa	2	5 342	637 470
Arutua	4	10 684	1 274 940
Fakarava	3	8 013	956 205
Gambier	3	8 013	956 205
Hao	8	21 368	2 549 881
Hikueru	1	2 671	318 735
Makemo	3	8 013	956 205
Manihi	5	13 355	1 593 675
Napuka	2	5 342	637 470
Puka Puka	1	2 671	318 735
Rangiroa	2	5 342	637 470
Reao	2	5 342	637 470
Takarōa	2	5 342	637 470
Tatakoto	3	8 013	956 205
Tureia	1	2 671	318 735
Total	55	146 905	17 530 430

ARRETE n° HC 392 SME/BRHT/ET du 12 décembre 2006 portant intérim des fonctions de directeur du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 61-447 du 3 mai 1961 fixant la compétence et portant organisation du service d'Etat de l'aviation civile d'intérêt général dans les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret du 18 juillet 2005 portant nomination de Mme Anne Boquet, haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 6 décembre 1961 portant organisation du service d'Etat de l'aviation civile d'intérêt général en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3389 PEL du 26 juillet 1979 nommant M. Guy Yeung, directeur du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 5013842 du 12 décembre 2005 portant mutation de M. Bertrand Rodary, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'Etat, en qualité de chef du service de l'infrastructure aéronautique du SEAC/PF ;

Vu l'arrêté n° 166 AC/DIR/ADM du 5 avril 2006 portant mutation de M. Jean-Pierre Faubladié, ingénieur divisionnaire du contrôle de la navigation aérienne, en qualité de chef du service de la navigation aérienne du SEAC/PF ;

Vu l'arrêté n° 1123 AC/DIR du 13 août 2003 portant organisation du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— M. Bertrand Rodary, ingénieur en chef des travaux publics de l'Etat, chef du service de l'infrastructure aéronautique, est appelé à assurer les fonctions de directeur du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française par intérim pendant l'absence de M. Guy Yeung, directeur en titre, pendant la période du 18 au 22 décembre 2006 et les 2 et 3 janvier 2007 inclus, et reçoit pour ces périodes délégation de signature pour les attributions relevant de cette fonction.

Art. 2.— M. Jean-Pierre Faubladié, ingénieur divisionnaire du contrôle de la navigation aérienne, est appelé à assurer les fonctions de directeur du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française par intérim pendant l'absence de M. Guy Yeung, directeur en titre, du 23 décembre 2006 au 1er janvier 2007 inclus, et reçoit pour cette période délégation de signature pour les attributions relevant de cette fonction.

Art. 3.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le directeur du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française et la directrice de la réglementation et du contrôle de la légalité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 décembre 2006.
Anne BOQUET.

ARRETE n° HC 402 SME/BRHT/ET du 13 décembre 2006 complétant l'arrêté n° HC 73 SME/BRHT/ET du 20 février 2006 portant délégation de signature à M. Gilles Dufnerr, chargé de mission auprès du secrétaire général du haut- commissariat, chef du service des moyens de l'Etat.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret du 18 juillet 2005 portant nomination de Mme Anne Boquet, préfète en service détaché, en qualité de haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° HC 73 SME/BRHT/ET du 20 février 2006 modifié portant délégation de signature à M. Gilles Dufnerr, chargé de mission auprès du secrétaire général du haut-commissariat et chef du service des moyens de l'Etat ;

Vu la décision n° HC 390 SME/BRHT/ET du 8 décembre 2006 portant nomination de Mlle Jeanine Levin, secrétaire administrative de classe exceptionnelle du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française, en qualité d'adjointe au chef du bureau des ressources humaines ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er.— Il est inséré à l'arrêté n° HC 73 SME/BRHT/ET du 20 février 2006 modifié portant délégation de signature à M. Gilles Dufnerr, chargé de mission auprès du secrétaire général du haut-commissariat et chef du service des moyens de l'Etat, un article 2 *bis* rédigé comme suit :

“A compter du 26 décembre 2006, délégation permanente de signature est donnée à Mlle Jeanine Levin, nommée adjointe au chef du bureau des ressources humaines et des traitements, dans le cadre de ses attributions, pour les documents suivants :

- correspondances et actes courants relatifs à l'administration et à la gestion du personnel de l'Etat, à l'exclusion des décisions et des correspondances adressées aux élus, aux administrations centrales ou aux différentes instances de la Polynésie française autres que les bordereaux d'envoi de pièces administratives ;
- actes administratifs et comptables relatifs à la gestion des crédits de formation professionnelle, dans la limite des crédits délégués ;
- correspondances et actes courants relatifs à la gestion administrative des volontaires civils à l'aide technique, à l'exclusion des décisions, des actes relevant de la compétence des armées, des conventions passées avec les employeurs et des correspondances adressées aux élus, aux administrations centrales, aux différentes instances de la Polynésie française ou aux employeurs autres que les bordereaux d'envoi de pièces administratives ;
- ampliations d'arrêtés, de décisions et de conventions ;
- bordereaux de transmission, notes et rapports internes au haut-commissariat.”

Art. 2.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le chef du service des moyens de l'Etat et la directrice de la réglementation et du contrôle de la légalité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 décembre 2006.
Anne BOQUET.

Par arrêté n° HC 120 SAIA du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 30 octobre 2006.— Le présent arrêté a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Tubuai pour l'acquisition de deux sirènes d'alerte des populations.

Le coût total de cette opération est estimé à 2 063 000 F CFP, soit 17 287,94 euros.

Le plan de financement de l'opération mentionnée ci-dessus est défini comme suit :

- Etat (min. 209, prog. 119)	45,30 %	7 831,86 euros, soit	934 589 F CFP
- Etat (min. 214, prog. 123)	54,70 %	9 456,08 euros, soit	1 128 411 F CFP
- Commune	0 %	0 euros, soit	0 F CFP
- Coût total	100 %	17 287,94 euros, soit	2 063 000 F CFP

Par arrêté n° HC 121 SAIA du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 30 octobre 2006.— Le présent arrêté a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Rimatara pour l'acquisition d'une sirène d'alerte des populations à un diffuseur.

Le coût total de cette opération est estimé à 875 000 F CFP, soit 7 332,50 euros.

Le plan de financement de l'opération mentionnée ci-dessus est défini comme suit :

- Etat (min. 214, prog. 123)	100 %	7 332,50 euros, soit	875 000 F CFP
- Commune	0 %	0 euros, soit	0 F CFP
- Coût total	100 %	7 332,50 euros, soit	875 000 F CFP

Par arrêté n° HC 123 SAIA du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 27 novembre 2006.— Le présent arrêté a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Rurutu pour la construction d'un nouveau bassin de stockage d'eau potable de 250 mètres cubes sur le site de Taaamaua à Avera.

Le coût total de cette opération est estimé à 24 600 000 F CFP, soit 206 148 euros.

Le plan de financement de l'opération mentionnée ci-dessus est défini comme suit :

- Etat (min. 214, prog. 123)	65 %	133 996,20 euros, soit	15 990 000 F CFP
- FIP	15 %	30 922,20 euros, soit	3 690 000 F CFP
- Commune	20 %	41 229,60 euros, soit	4 920 000 F CFP
- Coût total	100 %	206 148 euros, soit	24 600 000 F CFP

Par arrêté n° HC 588 DAE/BASID du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 28 novembre 2006.— *Objet et description de l'opération*

Le présent arrêté a pour objet de définir les modalités de financement, de versement et d'utilisation des crédits d'un montant de 4 662 euros (556 325 F CFP) affectés à l'association Naturalia et Biologia pour sa participation à l'organisation d'un workshop à Moorea du 2 au 7 décembre 2006.

Coût de l'opération et délai d'exécution

Cette opération est estimée à un montant global TTC de 6 998,98 euros, soit 835 200 F CFP.

Cette opération devra se réaliser au plus tard le 8 décembre 2006.

Plan de financement

L'opération décrite ci-dessus s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

- Etat	66,61 %	4 662 euros,	soit	556 325 F CFP
- Ass. Naturalia et Biologia	33,39 %	2 336,98 euros,	soit	278 875 F CFP
- Total	100 %	6 998,98 euros,	soit	835 200 F CFP

Par arrêté n° 16 MAAT du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 29 novembre 2006. — Le brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur de centres de vacances et de loisirs est attribué aux personnes dont les noms suivent :

Nom	Prénom	D. naissance	N° diplôme
Anania	Vaite, Marie-Ange	07/02/1983	7656
Auti	Lynette	10/01/1989	7657
Bernadino	Ella, Apetahi	21/03/1985	7658
Chanfreau	Laetitia	21/08/1987	7659
Faatau	Timothé, Iakobo	26/04/1979	7660
Faatoa	Christelle, Temarama	14/08/1979	7661
Faehau	Jean-Marc	18/01/1977	7662
Fareura	Maite, Diana	27/12/1979	7663
Feuti épouse Terorohauepa	Denise	13/07/1972	7664
Feuti épouse Teuravehe	Gloria, Marae	02/04/1971	7665
Graffe	Herenui, Noémie, Marceline	09/11/1987	7666
Haneremarama	Vatea, Jimmy	29/04/1985	7667
Hauata	Lokelani	24/02/1988	7668
Hikutini	Elisabeth	24/05/1985	7669
Houariki épouse Potiireiatua	Blandine, Teipo	02/06/1967	7670
Ioane	Arimoe	10/06/1986	7671
Ioane	Ramona, Mildred	19/01/1982	7672
Iotua	Joseph, Iona	25/09/1983	7673
Kapikura	Marina	02/06/1983	7674
Kohueinui	Atanase, Haumatanui	20/08/1981	7675
Kohueinu	Pascal	17/05/1985	7676
Kohumoetini	Alida, Marie-Jo, Tahiaatipapa	23/04/1985	7677
Mahiti	Heiarii	23/12/1988	7678
Mai	Hina	18/07/1981	7679
Mai	Moerava	28/07/1987	7680
Mai	Raihu	21/04/1988	7681
Mai	Vaitiare, Marie-Thérèse	05/04/1987	7682
Mai épouse Apa	Mauricette, Poerava	01/07/1978	7683
Maitere	Sabrina, Ninirei	15/12/1983	7684
Maitere	Teino, Seguel	05/11/1983	7685
Mana	Odette	22/04/1976	7686
Maono	Raiano, Jackson	10/09/1987	7687
Maruhi	Bruno, Teheipuarii	11/02/1986	7688
Maruhi	Imiau	04/09/1984	7689
Maruhi	Vainui	15/06/1982	7690
Maueau-Kaua	Corinne, Hinata	02/03/1969	7691
Mihimana	Roxanne, Fetianui	24/05/1985	7692
Mititai	Marcel, Taihauani	11/12/1986	7693
Moussaoui	Loïc	08/03/1989	7694
Musulamu	Malia, Sanele	07/04/1980	7695
Natua	Cecilia	29/08/1983	7696
Nehemia	Josette, Moea	15/10/1976	7697
Nena	Roura	09/04/1983	7698
Nuupure	Angéla, Vahinerii	24/11/1984	7699
Pahuatini	Christelle, Sandy	21/11/1984	7700
Paiea	Lucie, Tevaita	20/09/1988	7701
Peni épouse Manea	Anic, Mareva	16/01/1970	7702
Pia	Christelle, Tenunu	20/04/1976	7703
Pia	Jacqueline, Tevahineheura	25/03/1980	7704
Pia	Teumere, Edna	28/08/1972	7705
Pirato épouse Tepa	Bérénice, Rotima	01/04/1969	7706
Pito épouse Teipoarii	Vaihere, Sandra	12/09/1972	7707
Puahio	Rodrigue	20/05/1985	7708

Nom	Prénom	D. naissance	N° diplôme
Pukoki	Heipua, Linda, Tania	09/10/1977	7709
Raioha épouse Tahu	Yolande, Hinano	10/06/1972	7710
Rasselet	Heinarii, Kawehe	17/12/1988	7711
Rua	Jean, Tetua	01/09/1975	7712
Rua	Vahineau, Noéline	25/12/1970	7713
Ruaro	Poehere, Véroline	20/11/1980	7714
Tagaroa épouse Taupotini	Ritia, Lydia	27/03/1968	7715
Tahito-Terai	Louise, Ruita	14/09/1984	7716
Tahutini	Olia, Jeannette	13/04/1984	7717
Tairua	Tevahine, Purouroa	30/06/1986	7718
Takamoana	Terokehau, Pere	02/09/1963	7719
Tamata	Ravanui	03/07/1986	7720
Tane	Frédéric, Moeava	18/07/1980	7721
Tanematea épouse Aa	Jacqueline, Tehauarii	10/07/1962	7722
Tapatoa	Hinata, Caroline	12/10/1985	7723
Tapi	Flore	07/04/1976	7724
Tatahio	Elsa, Tetuanui	11/08/1976	7725
Tau	Rudolphe, Vetea	25/09/1977	7726
Teharuru épouse Vivish	Marylise, Sheila, Titaua	29/08/1960	7727
Tehuitua	Catherine, Moena	16/08/1985	7728
Teihotaata	Mote, Moise	24/02/1977	7729
Teinauri épouse Tamata	Temataurarii	29/07/1955	7730
Temahuki	Micheline, Hauruga, Heura	28/11/1984	7731
Teniaro	Adrien, Takarea	15/09/1974	7732
Tereua	Vaiana, Varinka	09/03/1982	7733
Terietia	Marie-Thérèse, Repeta	13/01/1989	7734
Teriiharua	Farenu, Raurea	21/04/1985	7735
Teriinohorai épouse Normand	Puauru	30/09/1956	7736
Teritapunui	Tehaupauara, Jacinthe	08/04/1982	7737
Terorotua	Havinitoa, Pierre	25/04/1987	7738
Tetaura	Vahinemoea	01/07/1983	7739
Tevaearai	Calixte, Heifara	19/08/1987	7740
Tirao	Tehuihuarii	16/04/1973	7741
Tuahine	Daniel	14/10/1984	7742
Tumarae	Véro, Mathilde	27/09/1986	7743
Tupana	Vairea	25/03/1988	7744
Utia épouse Teuhi	Titaina, Maitairua	29/06/1972	7745
Vaitoare	Marama, Brigitte, Nadège	07/10/1984	7746
Valentin	Laina, Tahia	23/05/1989	7747
You Sin	Juanita	04/03/1979	7748

Le brevet d'aptitude aux fonctions de directeur de centres de vacances et de loisirs est attribué aux personnes dont les noms suivent :

Nom	Prénom	D. naissance	N° diplôme
Alves épouse Lasbleis	Santa-Maria	25/07/1967	322
Taae épouse Faatoa	Léa, Miriama	21/06/1956	323
Tetuahiti épouse Titi	Virginia	28/01/1963	324

Par arrêté n° HC 594 BASID du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 30 novembre 2006. — *Objet*

Le présent arrêté a pour objet de définir l'attribution et les modalités de versement d'une subvention d'un montant de 2 851 euros (340 215 F CFP) prélevé sur le chapitre 143, article 02 (action 03, sous-action 02) du budget du ministère de l'agriculture et de la pêche, correspondant au 2e versement du fonds social lycéen au titre de l'année 2006 en faveur du Comité polynésien des maisons familiales rurales.

Modalité de versement

Le concours financier de l'Etat sera versé en totalité, dans la limite des crédits disponibles, à la signature du présent arrêté.

Par arrêté n° HC 595 BASID du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 30 novembre 2006. — *Objet*

Le présent arrêté a pour objet de définir l'attribution et les modalités de versement d'une subvention d'un montant de 2 851 euros (340 215 F CFP) prélevé sur le chapitre 143, article 02 (action 03, sous-action 02) du budget du ministère de l'agriculture et de la pêche, correspondant au 2^e versement du fonds social lycéen au titre de l'année 2006 en faveur du lycée professionnel agricole de Opunohu.

Modalité de versement

Le concours financier de l'Etat sera versé en totalité, dans la limite des crédits disponibles, à la signature du présent arrêté.

Par arrêté n° HC 597 DAE/BASID du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 30 novembre 2006. — *Objet*

Le présent arrêté a pour objet d'attribuer une subvention d'un montant de 477 327 F CFP (4 000 euros) et de définir les modalités de financement, de versement et d'utilisation de cette subvention affectée au Comité olympique de Polynésie française (COPF) pour le recensement des équipements sportifs en Polynésie française.

Description et coût de l'opération

Dans le cadre du recensement national des équipements sportifs mis en place par le ministère de la jeunesse, des sports et de la vie associative, le Comité olympique de Polynésie française mettra en place au plan local cette opération, à savoir :

- connaître et analyser l'existant pour permettre la mise en œuvre d'un schéma directeur de rénovation et de constructions des installations sportives ;
- procéder au suivi et à la réactualisation des données recueillies.

Le coût total de cette opération est estimé à 1 909 308 F CFP (16 000 euros).

Plan de financement

L'opération décrite ci-dessus s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

- Etat	477 327 F CFP	4 000 euros
- Polynésie française	954 654 F CFP	8 000 euros
- COPF	119 332 F CFP	1 000 euros
- Participations communes	357 995 F CFP	3 000 euros
- Total	1 909 308 F CFP	16 000 euros

Par arrêté n° HC 598 BASID du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 30 novembre 2006. — *Objet*

Le présent arrêté a pour objet de définir les modalités de versement d'une subvention d'un montant de 96 281,16 euros (11 489 399 F CFP) prélevés sur le chapitre 143, article 02 (action 03, sous-action 02) du budget du ministère de l'agriculture et de la pêche, correspondant à la dotation du 1^{er} trimestre 2006-2007 des bourses nationales d'enseignement agricole. Ces bourses sont versées au lycée professionnel agricole de Opunohu.

Modalité de versement

Le concours financier de l'Etat sera versé en totalité, dans la limite des crédits disponibles, à la signature du présent arrêté.

Par arrêté n° HC 600 DAE/BASID du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 4 décembre 2006. — Le présent arrêté a pour objet d'attribuer un complément de subvention de *deux mille neuf cent onze euros* (2 911 euros, soit 347 375 F CFP) à l'association Heiva des sciences pour l'organisation de la Fête de la science 2006. L'article 1^{er} de l'arrêté n° HC 350 DRRT du 7 août 2006 est donc modifié comme suit :

Au lieu de : "Il est attribué une subvention de *huit mille sept cent trente-quatre euros* (8 734 euros, soit 1 042 243 F CFP)..." ;

Lire : "Il est attribué une subvention de *onze mille six cent quarante-cinq euros* (11 645 euros, soit 1 389 618 F CFP)..."

L'article 2 de l'arrêté n° HC 350 DRRT du 7 août 2006 est modifié comme suit :

Au lieu de : "Montant de la subvention : 8 734 euros (1 042 243 F CFP)" ;

Lire : "Montant de la subvention : 11 645 euros (1 389 618 F CFP)".

Modalités de versement

L'article 3 de l'arrêté n° HC 350 DRRT du 7 août 2006 est remplacé par les dispositions suivantes :

En fonction de la disponibilité des crédits sur le chapitre susvisé, le versement du concours financier de l'Etat s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une avance de 75 %, soit 8 734 euros, sera versée à la signature du présent arrêté ;
- le versement du solde, soit 2 911 euros, s'effectuera à la demande du maître d'ouvrage, sur présentation de justificatifs financiers (copie des factures acquittées) correspondant au montant de l'avance de 75 %.

L'association Heiva des sciences adressera au plus tard le 15 février 2007 les pièces justificatives de l'utilisation du solde de la subvention.

Par arrêté n° HC 601 BASID du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 5 décembre 2006. — *Objet*

Le présent arrêté a pour objet de définir l'attribution et les modalités de versement d'une subvention d'un montant de 20 000 euros (2 386 635 F CFP) prélevés sur le chapitre 143, article 02 (action 03, sous-action 02) du budget du ministère de l'agriculture et de la pêche, correspondant au 3^e versement du fonds social lycéen au titre de l'année 2006 en faveur du lycée professionnel agricole de Opunohu.

Modalité de versement

Le concours financier de l'Etat sera versé en totalité, dans la limite des crédits disponibles, à la signature du présent arrêté.

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

ARRETE n° 1437 CM du 11 décembre 2006 portant dénomination de l'aéroport de Rimatara (archipel des îles Australes).

NOR : TMA0603186AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'énergie et des mines, de l'urbanisme, des transports terrestres, des affaires maritimes, des ports et aéroports,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2 PR du 7 mars 2005 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 6 décembre 2006,

Arrête :

Article 1er.— L'aéroport de l'île de Rimatara dans l'archipel des îles Australes est dénommé "Aéroport de Rimatara - Te aniani".

Art. 2.— Le ministre de l'équipement, de l'énergie et des mines, de l'urbanisme, des transports terrestres, des affaires maritimes, des ports et aéroports est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 décembre 2006.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'équipement,
de l'énergie et des mines, de l'urbanisme,
des transports terrestres, des affaires maritimes,
des ports et aéroports,*
James Narii SALMON.

ARRETE n° 1445 CM du 13 décembre 2006 modifiant les articles 2 et 4 de l'arrêté n° 167 CM du 27 janvier 2000 modifié relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé "Office polynésien de l'habitat".

NOR : OPH0603137AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du logement et des affaires foncières,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2 PR du 7 mars 2005 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 79-22 AT du 1er février 1979 modifiée relative à l'Office polynésien de l'habitat ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 167 CM du 27 janvier 2000 modifié relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé "Office polynésien de l'habitat" ;

Vu l'arrêté n° 580 CM du 5 juillet 1993 modifié relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics ;

L'inspection générale de l'administration consultée ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 6 décembre 2006,

Arrête :

Article 1er.— A l'article 2 de l'arrêté n° 167 CM du 27 janvier 2000 modifié susvisé : "le président de la commission législative de l'assemblée de la Polynésie française chargée du logement et un représentant de l'assemblée de la Polynésie française désigné par l'assemblée de la Polynésie française" sont remplacés par : "le président de la commission législative de l'assemblée de la Polynésie chargée du logement ou son suppléant en la personne du vice-président de ladite commission et un représentant de l'assemblée de la Polynésie française ou son suppléant désignés par l'assemblée de la Polynésie française".

Art. 2.— La première phrase de l'article 4 de l'arrêté n° 167 CM du 27 janvier 2000 modifié susvisé est supprimée et remplacée par les dispositions suivantes :

"Art. 4.— Tout administrateur qui n'a pas de représentant ou de suppléant a droit de donner procuration à un autre administrateur porteur d'un mandat écrit pour la séance déterminée".

Art. 3.— Le ministre du logement et des affaires foncières est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 décembre 2006.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
Le ministre du logement et des affaires foncières,
Gilles TEFAATAU.

ARRETE n° 1451 CM du 13 décembre 2006 portant fin de fonctions de Mlle Diane Manutahi en qualité de chef du service de la délégation à la famille, à l'enfance et à la condition féminine.

NOR : DFC0603293AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la famille, de l'enfance et de la condition féminine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2 PR du 7 mars 2005 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 93-151 AT du 3 décembre 1993 portant création d'un service dénommé délégation à la condition féminine ;

Vu l'arrêté n° 1 CM du 3 janvier 1994 portant organisation d'un service dénommé "délégation à la condition féminine" ;

Vu la lettre de démission du 31 août 2006 de l'intéressée ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 décembre 2006,

Arrête :

Article 1er.— Il est mis fin aux fonctions de Mlle Diane Manutahi, chef du service de la délégation à la famille, à l'enfance et à la condition féminine, à compter du 30 septembre 2006 au soir.

Art. 2.— A compter de la même date, l'arrêté n° 861 CM du 20 juin 2000 portant nomination de Mlle Diane Manutahi aux fonctions de chef du service de la délégation à la famille, à l'enfance et à la condition féminine est abrogé.

Art. 3.— Le ministre de la famille, de l'enfance et de la condition féminine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 décembre 2006.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
Le ministre de la famille,
de l'enfance et de la condition féminine,
Valentina Hina CROSS.

ARRETE n° 1454 CM du 13 décembre 2006 portant adoption de l'instruction comptable de la Polynésie française.

NOR : DFC0603244AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre du tourisme, de l'économie, des finances, du budget et de la communication, chargé de la cohérence de l'action gouvernementale, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2 PR du 7 mars 2005 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2006-74 APF du 15 novembre 2006 portant adoption du nouveau plan comptable de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 décembre 2006,

Arrête :

Article 1er.— Les règles de fonctionnement des comptes figurant dans la nomenclature budgétaire et comptable de la Polynésie française, telles qu'elles sont précisées dans l'annexe jointe à la présente (1), sont approuvées.

Art. 2.— Ces règles formant instruction comptable sont applicables à compter des opérations du budget 2007 de la Polynésie française.

Art. 3.— Le vice-président, ministre du tourisme, de l'économie, des finances, du budget et de la communication, chargé de la cohérence de l'action gouvernementale, porte-parole du gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 décembre 2006.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
Le vice-président, ministre du tourisme,
de l'économie, des finances,
du budget et de la communication,
Jacqui DROLLET.

(1) L'annexe sera publiée ultérieurement.

ARRETE n° 1455 CM du 13 décembre 2006 créant ou modifiant les subdivisions des comptes de la nomenclature budgétaire et comptable de la Polynésie française.

NOR : DFC0603245AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre du tourisme, de l'économie, des finances, du budget et de la communication, chargé de la cohérence de l'action gouvernementale, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2 PR du 7 mars 2005 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2006-74 APF du 15 novembre 2006 portant adoption du nouveau plan comptable de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 décembre 2006,

Arrête :

Article 1er.— Les subdivisions dont la liste est jointe en annexe 1 au présent arrêté sont créées dans la nomenclature budgétaire et comptable de la Polynésie française.

Art. 2.— Sont autorisées également les modifications de subdivisions de la nomenclature budgétaire de la Polynésie française proposées en annexe 2.

Art. 3.— Les arrêtés n° 888 CM du 23 août 2006, n° 334 VP du 27 septembre 2006 et n° 1079 CM du 2 octobre 2006 sont rapportés.

Art. 4.— Le vice-président, ministre du tourisme, de l'économie, des finances, du budget et de la communication, chargé de la cohérence de l'action gouvernementale, porte-parole du gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 décembre 2006.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
Le vice-président, ministre du tourisme,
de l'économie, des finances,
du budget et de la communication,
Jacqui DROLLET.

**ANNEXE 1 : CREATION DE SUBDIVISIONS DES COMPTES DANS LA NOMENCLATURE BUDGETAIRE ET
COMPTABLE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**

N°	Intitulé
267	Créances rattachées à des participations
267 1	Avances en compte courant d'associés
626 8	Autres frais postaux et frais de télécommunications
652 3	Aides aux secteurs de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture
652 4	Aides aux secteurs de l'agriculture, de l'élevage
652 5	Aides aux secteurs du commerce, de l'industrie, des entreprises
652 6	Aides au secteur du transport
652 7	Aides au secteur du logement
657 31	Education - enseignement - recherche
657 311	Ecole normale mixte de Polynésie française
657 312	Centre de recherche et de documentation pédagogique
657 313	Collèges et lycées publics
657 314	Institut Louis Malardé
657 318	Autres subventions secteur éducation - enseignement - recherche
657 32	Emploi - travail - formation professionnelle
657 321	Institut de formation maritime, pêche et commerce
657 322	Centre de formation professionnelle pour adultes
657 323	Etablissement public d'enseignement, de formation professionnelle agricoles
657 328	Autres subventions secteur emploi - travail - formation professionnelle
657 33	Social - solidarité - santé - environnement
657 331	Régimes de couverture sociale
657 331A	RNS
657 331B	RSPF
657 331C	RGS
657 332	Centre hospitalier de Polynésie française
657 333	Institut d'insertion médico éducatif
657 334	Fare tama hau
657 335	Office polynésien de l'habitat
657 338	Autres subventions secteur social - solidarité - santé - environnement
657 34	Culture - artisanat - sports - jeunesse - communication
657 341	Conservatoire artistique
657 342	Centre des métiers d'art
657 343	Te fare tauhiti nui
657 344	Musée de Tahiti et des îles
657 345	Heiva nui
657 346	Agence tahitienne de presse
657 347	Institut de la communication audio visuelle
657 348	Autres subventions secteur culture - artisanat - sports - jeunesse - communication
657 35	Tourisme - perliculture - pêche et aquaculture - agriculture et élevage
657 351	Chambre d'agriculture et de la pêche lagonaire
657 352	Caisse de soutien au prix du coprah
657 353	Vanille de Tahiti

N°	Intitulé
657 354	Etablissement de Teva
657 358	Autres subventions secteur tourisme - perliculture - pêche et aquaculture - agriculture et élevage
657 36	Economie - commerce - industrie - transports
657 361	Institut de la consommation
657 362	Institut de la statistique
657 368	Autres subventions secteur économie - commerce - industrie - transports
657 37	Partenariat communes - développement des archipels
657 371	Fonds de développement des archipels
657 372	Contrat de ville
657 378	Autres subventions partenariat communes - développement des archipels
657 38	Autres subventions de fonctionnement aux organismes publics
657 41	Education - enseignement - recherche
657 411	APES CNAM
657 412	Fédération des associations d'étudiants Polynésiens de France
657 413	Manifestations, soutien et développement - secteur enseignement privé
657 414	Manifestations, soutien et développement - secteur enseignement supérieur
657 415	Manifestations, soutien et développement - secteur recherche
657 418	Autres associations ou groupements secteur éducation - enseignement - recherche
657 42	Emploi - travail - formation professionnelle
657 421	Syndicats de salariés
657 428	Autres associations ou groupements secteur emploi - travail - formation professionnelle
657 43	Social - solidarité - santé - environnement
657 431	Manifestations, soutien et développement - secteur social
657 432	Manifestations, soutien et développement - secteur solidarité
657 433	Manifestations, soutien et développement - secteur santé
657 434	Manifestations, soutien et développement - secteur environnement
657 438	Autres associations ou groupements secteur social - solidarité - santé - environnement
657 44	Culture - artisanat - sports - jeunesse - communication
657 441	Académies
657 441A	Académie tahitienne
657 441B	Académie marquisienne
657 441C	Académie paumotu mangareva
657 442	Manifestations, soutien et développement - secteur culture
657 443	Manifestations, soutien et développement - secteur artisanat
657 444	Manifestations, soutien et développement - secteur sports
657 444A	Comité olympique de Polynésie française
657 444B	Union polynésienne de la jeunesse
657 444C	Clubs et associations
657 444D	Fédérations, ligues et comités
657 445	Manifestations, soutien et développement - secteur jeunesse
657 446	Manifestations, soutien et développement - secteur communication
657 448	Autres associations ou groupements secteur culture - artisanat - sports - jeunesse - communication

N°	Intitulé
657 45	Tourisme - perliculture - pêche et aquaculture - agriculture et élevage
657 451	Groupement d'intérêt économique
657 451A	GIE Tahiti tourisme
657 451B	GIE perle de Tahiti
657 452	Manifestations, soutien et développement - secteur tourisme
657 453	Manifestations, soutien et développement - secteur perliculture
657 454	Manifestations, soutien et développement - secteur pêche et aquaculture
657 455	Manifestations, soutien et développement - secteur agriculture et élevage
657 458	Autres associations ou groupements secteur tourisme - perliculture - pêche et aquaculture - agriculture et élevage
657 46	Economie - commerce - industrie - transports
657 461	Groupement d'intérêt économique
657 462	Manifestations, soutien et développement - secteur économie
657 463	Manifestations, soutien et développement - secteur commerce
657 464	Manifestations, soutien et développement - secteur industrie
657 465	Manifestations, soutien et développement - secteur transports
657 468	Autres associations ou groupements secteur économie - commerce - industrie - transports
657 48	Autres subventions de fonctionnement aux organismes de droit privé
674 3	Subventions exceptionnelles aux organismes publics
674 31	Education - enseignement - recherche
674 311	Institut Louis Malardé
674 33	Social - solidarité - santé - environnement
674 331	Office polynésien de l'habitat
674 34	Culture - artisanat - sports - jeunesse - communication
674 341	Heiva nui
674 342	Agence tahitienne de presse
674 343	Institut de la communication audio visuelle
674 35	Tourisme - perliculture - pêche et aquaculture - agriculture et élevage
674 351	Vanille de Tahiti
674 352	Etablissement de Teva
674 37	Partenariat communes - développement des archipels
674 371	Fonds de développement des archipels
674 38	Autres subventions exceptionnelles aux organismes publics
674 4	Subventions exceptionnelles aux associations et aux autres organismes de droit privé
681 2	Dotations aux amortissements des charges de fonctionnement à répartir
686 3	Dotations aux amortissements des primes de remboursement des obligations
701 8	Autres ventes de produits finis
712 23	Taxe spécifique sur consommation de boissons viniques
712 24	Taxe de consommation sur autres boissons alcoolisées
712 84	Taxe de consommation sur les tabacs et alcools importés
738 6	Droits d'utilisation des ressources de numérotation téléphonique
761 1	Sociétés
761 2	EPIC
761 8	Autres produits de participations

ANNEXE 2 : MODIFICATION DES SUBDIVISIONS DES COMPTES DANS LA NOMENCLATURE BUDGETAIRE ET COMPTABLE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

N°	Intitulé
Au lieu de :	
652 2	Aides à l'habitat
686 2	Dotations aux amortissements des primes de remboursement des obligations
Lire :	
652 2	Aides aux secteurs de l'artisanat, du tourisme
686 2	Dotations aux amortissement des charges financières à répartir

ARRETE n° 1465 CM du 13 décembre 2006 portant sur les heures d'ouverture des débits de boissons à l'occasion des fêtes de fin d'année 2006.

NOR : SAA0603273AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et de la fonction publique, chargé de la réforme de l'administration,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2 PR du 7 mars 2005 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 59-53 du 4 septembre 1959 modifiée réglementant le commerce des boissons ;

Vu l'arrêté n° 2829 AA du 27 novembre 1961 modifié fixant les heures d'ouverture des débits de boissons ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 décembre 2006,

Arrête :

Article 1er.— Les horaires d'ouverture des débits de boissons à l'occasion des festivités de Noël et du jour de l'An des mois de décembre 2006 et janvier 2007 sont fixés selon les dispositions du présent arrêté.

Art. 2.— Par dérogation aux dispositions de l'arrêté n° 2829 AA du 27 novembre 1961 modifié fixant les heures d'ouverture des débits de boissons, le régime horaire des débits de boissons à emporter obéit aux règles suivantes :

- les samedis 23 et 30 décembre 2006, les magasins organisant des animations nocturnes à caractère commercial dans leur établissement bénéficient du régime horaire suivant : de 7 heures à 21 heures ;
- les dimanches 24 et 31 décembre 2006, les magasins organisant des animations à caractère commercial dans leur établissement bénéficient du régime horaire suivant : de 7 heures à 18 heures.

Art. 3.— Pour le 31 décembre 2006, le régime horaire des débits de boissons à consommer sur place obéit à la règle suivante : de 7 heures du matin à 5 heures le lendemain matin.

Art. 4.— Le ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et de la fonction publique, chargé de la réforme de l'administration, est chargé de l'exécution du

présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 décembre 2006.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre du travail, de l'emploi,
de la formation professionnelle
et de la fonction publique,*
Pierre FREBAULT.

ARRETE n° 1466 CM du 13 décembre 2006 portant fixation des tarifs de l'imprimerie officielle.

NOR : MTE0603381AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et de la fonction publique, chargé de la réforme de l'administration,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2 PR du 7 mars 2005 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 546 SG du 28 juin 1932 réorganisant l'Imprimerie du gouvernement ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 décembre 2006,

Arrête :

Article 1er.— A compter du 1er janvier 2007, les tarifs des abonnements, insertions, imprimés, reliures, façonnages et brochages de l'Imprimerie officielle sont fixés conformément au tableau annexé au présent arrêté.

Art. 2.— L'arrêté n° 1909 CM du 23 décembre 2003 portant modification des tarifs de l'Imprimerie officielle est abrogé.

Art. 3.— Le ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et de la fonction publique, chargé de la réforme de l'administration, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 décembre 2006.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre du travail, de l'emploi,
de la formation professionnelle
et de la fonction publique,*
Pierre FREBAULT.

TARIFS HORS TAXE**I – ABONNEMENTS – INSERTIONS**

	Voie aérienne		
	Polynésie française	France – DOM-TOM	Autres pays
Numéro.....	200	435	
Abonnement 1 an.....	10 311	21 283	
ANNONCES ET AVIS			
Annonces judiciaires, commerciales, diverses :			
- la ligne			260
- les mêmes renouvelées.....			110
Publications des associations sportives, syndicales, coopératives etc. :			
- la ligne			190

II – IMPRIMES STANDARDS

DESIGNATION ET FORMAT DES PAPIERS		Imprimé d'un seul côté (recto)			Imprimé des deux côtés avec composition identique (r.v.c.m.)			Imprimé des deux côtés avec composition différente (r.v.c.d.)		
		500	1 000	1 000 sup.	500	1 000	1 000 sup.	500	1 000	1 000 sup.
1/2 feuille	29,7 x 42	10 760	14 290	6 020	13 150	16 850	7 720	14 510	16 880	7 720
1/4 feuille	21 x 29,7	8 320	10 580	4 200	10 490	13 025	6 250	11 350	13 880	6 250
1/8 feuille	14,8 x 21	7 095	8 890	3 290	9 540	11 460	5 240	10 100	12 050	5 240

III – AUTRES IMPRIMES STANDARDS

				500	1 000	1 000 sup.
Carte de visite 5,5 x 9 R						
Le cent	3 870	En-tête, sommaire de lettre	21 x 29,7 papier 80 g.....	7 580	10 330	3 860
Le cent sup.	825		14,8 x 21	6 010	7 995	2 950
Carte de visite 10 x 15 R						
Le cent	4 700	Impression sur enveloppes	(sur un côté)	3 400	4 760	2 050
Le cent sup.	1 025	Impression sur enveloppes	(sur deux côtés)	4 760	6 195	3 400

AFFICHES (en gros caractères)	50 ex.	100 ex.	100 sup.	Prix forfaitaire pour "Enquête de commodo et incommodo"	
Feuille entière	5 090	5 860	2 380	- 50 affiches	2 400
1/2 feuille.....	3 830	4 590	1 695	- Insertion au J.O.P.F.	6 960
1/4 feuille.....	2 620	3 370	1 355	Total.....	9 360

IV – RELIURE – FAÇONNAGE – BROCHAGE

Pliage :		Reiure du J.O.P.F. (le tome) :	
500	2 160	Cousu	12 020
1 000	2 780	Rogné vif.....	6 250
1 000 sup.....	1 240		

Nota.- Ces tarifs ne concernent que les imprimés courants effectués sur papier ordinaire, blanc ou couleur. Les travaux sur carte, bristol au autres seront chiffrés suivant le coût de ces matières. Les imprimés de formats autres que ceux figurant aux tableaux ci-dessus ainsi que les travaux de reliure (carnet, registre, bloc, etc...) feront l'objet d'un chiffrage particulier. Les travaux offset seront majorés, le cas échéant, du prix des films, papiers spéciaux, plaques, encres, etc...

Le tarif des imprimés standards (II – III – IV) fera l'objet d'une modification systématique en cas de variation du coût des matières premières.

Les tarifs du mille supplémentaire sont réduits de :

- 5 % de 5 000 jusqu'à 10 000 exemplaires ;
- 10 % de 10 001 jusqu'à 20 000 exemplaires ;
- 15 % de 20 001 jusqu'à 50 000 exemplaires.

NOR : MJC0603172AC

Par arrêté n° 1422 CM du 6 décembre 2006.— Conformément à l'article 6 de l'arrêté n° 782 CM du 4 août 1997 modifié, il est autorisé à titre dérogatoire l'attribution en totalité d'une subvention d'investissement à l'association Mouvement eucharistique des jeunes pour l'achat d'équipement en matériel de camping permettant la mise en place de centres de vacances et de loisirs.

NOR : MJC0603173AC

Par arrêté n° 1423 CM du 6 décembre 2006.— Conformément à l'article 6 de l'arrêté n° 782 CM du 4 août 1997 modifié, il est autorisé à titre dérogatoire l'attribution en totalité d'une subvention d'investissement à l'association Puna reo piha'e'ina pour travaux de rénovation de son centre culturel.

NOR : DAF0602909AC

Par arrêté n° 1433 CM du 6 décembre 2006.— Les terres Manua et Faataufafao, cadastrées commune de Punaauia, section AB n° 208, d'une superficie de 3 hectares 64 ares 87 centiares, et les constructions y édifiées, sont affectées au profit du musée de Tahiti et des îles - Te Fare Manaha.

Tel que le tout figure sur le document d'arpentage n° 100037240 en date du 25 septembre 2006 et détenu par la direction des affaires foncières, division des domaines.

Cette affectation est destinée à l'exploitation, à la gestion, à l'entretien et à la mise en valeur du site.

Tous travaux de construction et d'aménagements seront soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière. L'affectataire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

Le musée de Tahiti et des îles - Te Fare Manaha, conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004, est autorisé à établir et à signer toutes conventions d'exploitation, d'entretien et de gardiennage dans le respect de la destination des lieux.

En cas de non-respect du présent arrêté, la Polynésie française prononcera le retour des terres affectées et des constructions y édifiées.

L'affectataire est tenu d'assumer les charges afférentes à la conservation, la protection, l'amélioration et au fonctionnement du bien affecté. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers.

NOR : NAM0603241AC

Par arrêté n° 1434 CM du 8 décembre 2006.— Est autorisée, par exception au principe de l'imputabilité à l'armateur du coût des frais liés aux visites de sécurité du navire, la prise en charge par l'administration compétente, sous réserve du regroupement des demandes, des frais de transport afférents aux déplacements des membres de la commission de visite de sécurité dans les limites d'une visite par an et par île.

La prise en charge des frais de transport sera supportée par le budget du service de la navigation et des affaires maritimes selon les modalités définies dans le cadre de l'avenant à la convention n° 144-04 du 20 août 2004.

NOR : DAF0602733AC

Par arrêté n° 1435 CM du 8 décembre 2006.— L'occupation temporaire d'une servitude de curage de la rivière Hamuta au droit des terres Taaone 2 et 3, cadastrées commune de Pirae, section A n° 136, et enceinte de l'état-major interarmées, est accordée au profit de l'Etat français (ministère de la défense).

La présente autorisation est destinée à l'implantation d'une clôture d'une emprise totale de 350 mètres carrés et dont l'édification sera d'une hauteur de 3 mètres.

Cette clôture sera constituée d'un soubassement en béton armé d'un mètre de hauteur et surmontée d'une grille métallique de 2 mètres.

Et tel que le tout figure sur le plan dressé en octobre 2006 par la direction mixte des travaux de Polynésie française et référencé sous le n° TAA 000 01a.

La direction des travaux de Papeete devra pour le compte du bénéficiaire, impérativement et préalablement, avvertir la direction de l'équipement, groupement étude et gestion du domaine public, de toute intervention sur le domaine public fluvial.

La présente autorisation est accordée sans condition de durée à titre précaire et révocable sans indemnité.

Elle est consentie sous les clauses et conditions suivantes que le bénéficiaire s'engage à respecter, à savoir :

- il sera seul tenu à toutes les garanties que l'occupation et l'installation pourraient entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés ;
- il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française.

En cas d'inobservation de l'une ou l'autre des dispositions ci-dessus et après commandement d'exécuter demeuré infructueux, le conseil des ministres pourra soit appliquer une pénalité, soit résilier l'autorisation d'occupation sans préjudice de la remise en état des lieux et de tous dommages-intérêts.

NOR : MSP0603177AC

Par arrêté n° 1436 CM du 8 décembre 2006.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 32-06 CA du 28 septembre 2006 portant adoption de la convention entre la Caisse de prévoyance sociale de la Polynésie française et la compagnie Air Archipels et rapportant la délibération n° 14-06 CA du 3 mars 2006.

NOR : DAF0602925AC

Par arrêté n° 1438 CM du 11 décembre 2006.— Une parcelle de terre dénommée "Baie du contrôleur - surplus", sise à Taipivai, référencée commune de Nuku Hiva, d'une superficie de 100 580 mètres carrés, ainsi que la route d'accès y afférente, sont affectées au profit de la délégation à l'environnement.

Tel que le tout figure sur les plans détenus par la direction des affaires foncières, division gestion du domaine et tel que le tout appartient à la Polynésie française en vertu d'un acte transcrit à la conservation des hypothèques, le 26 juin 2006 au volume 3126, n° 13.

Cette affectation est destinée à l'aménagement d'une route d'accès au futur centre d'enfouissement technique. Ce projet devra être réalisé dans un délai de trois ans sous peine de caducité de la présente affectation.

Tous travaux de construction et d'aménagements seront soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière. L'affectataire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations, et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

Le ministre en charge de l'environnement, conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004, est autorisé à établir et à signer toutes conventions d'exploitation, d'entretien et de gardiennage dans le respect de la destination des lieux.

En cas de non-respect du présent arrêté, la Polynésie française prononcera le retour de la parcelle affectée et des constructions y édifiées.

L'affectataire est tenu d'assumer les charges afférentes à la conservation, la protection, l'amélioration et au fonctionnement du bien affecté. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers.

NOR : EGT0603190AC

Par arrêté n° 1439 CM du 12 décembre 2006.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 25-06 CA/EGT du 17 novembre 2006 du conseil d'administration de l'Etablissement public des grands travaux relative au versement d'un dividende au profit de la Polynésie française.

NOR : EGT0603239AC

Par arrêté n° 1440 CM du 12 décembre 2006.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 26-06 CA/EGT du 17 novembre 2006 du conseil d'administration de l'Etablissement public des grands travaux autorisant l'occupation à titre gratuit d'une partie du remblai de la plage Paofai en faveur de l'entreprise Aqua Sandwich.

NOR : DEQ0602931AC

Par arrêté n° 1441 du 12 décembre 2006.— Mme Lise Dubus née Itchner, demeurant à Huahine ou BP 438 Fare, Huahine, est autorisée à occuper l'emplacement B dépendant du domaine public portuaire, sis au quai de Fare, Huahine, îles Sous-le-Vent, dont la situation, le périmètre et les dimensions sont indiqués sur le plan détenu par l'arrondissement maritime et aéroports de la direction de l'équipement. En aucun cas l'emplacement ne pourra être modifié de son propre chef.

La bénéficiaire s'engage à utiliser l'emplacement B qui lui est réservé pour exercer une activité de bouche sur roulotte, 7 jours sur 7, aux horaires suivants : de 10 heures à 14 h 30 et de 17 heures à 22 heures avec le véhicule Renault de type roulotte, immatriculé 139208 P.

La présente autorisation est consentie à titre précaire et révocable à tout moment, pour une durée d'une (1) année, moyennant une redevance mensuelle fixée à *quinze mille francs CFP* (15 000 F CFP).

Celle-ci devra être réglée à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de la direction des affaires foncières, immeuble Te Fenua, BP 114, 98713 Papeete, Tahiti, téléphone : 47 18 18.

Toute demande de renouvellement de l'occupation est effectuée trois mois au moins avant la date d'expiration de l'autorisation.

Cette demande est adressée par simple lettre à la direction de l'équipement, BP 9, 98713 Papeete, sous couvert de la subdivision équipement des îles Sous-le-Vent.

En cas de manquement à une quelconque de ses obligations, la présente autorisation pourra lui être retirée, sans indemnité, ni remboursement pour le temps restant à courir, après une mise en demeure restée sans effet dans le délai imparti.

La bénéficiaire devra se conformer aux charges et conditions de la convention d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public portuaire à intervenir entre lui-même et le port de Huahine.

NOR : DAF0600501AC

Par arrêté n° 1442 CM du 12 décembre 2006.— L'article 1er de l'arrêté n° 915 CM du 4 juin 2004 modifié portant autorisation d'occupation temporaire de divers emplacements du domaine public maritime sis à Temae, commune de Moorea-Maiao, au profit de la SA Safari Club Moorea, est remplacé par les dispositions suivantes :

"Article 1er.— L'occupation temporaire de deux emplacements du domaine public maritime, d'une emprise de totale de 20 526 mètres carrés, au droit des terres Teanatia, Nuarei, Toatea et Temae, sises à Temae, commune de Moorea-Maiao, est autorisée au profit de la SA Safari Club Moorea et de la SNC Location Ia Ora, dans le cadre de la rénovation du complexe hôtelier dénommé 'Ia Ora Moorea'.

Et tel que le tout figure sur le plan dressé par la direction des affaires foncières, division du cadastre, le 17 décembre 2004."

L'article 2 du même arrêté est modifié ainsi qu'il suit :

I - A l'alinéa premier de l'article 2, les mots : "SNC Location Ia Ora Moorea" sont remplacés par les mots : "SNC Location Ia Ora".

II - Le 1° du A de l'article 2 est remplacé par les dispositions suivantes :

"Pour les travaux déjà réalisés, depuis 1997, sur une emprise de 12 826 mètres carrés, l'implantation de 20 bungalows sur l'eau et 3 fare service".

A l'article 4, les mots : "SNC Location Ia Ora Moorea" sont remplacés par les mots : "SNC Location Ia Ora".

Les alinéas 1, 2 et 3 de l'article 3 du même arrêté sont ainsi rédigés :

"Le montant de la redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, immeuble Te Fenua, à Orovini, est fixé comme tel :

- le montant de la redevance annuelle est d'un million six cent cinquante-six mille trois cent quarante francs CFP (1 656 340 F CFP), à compter du 1er janvier 1997, et ce jusqu'à la veille de la date de délivrance du certificat de conformité délivré par le service de l'urbanisme (pour les travaux à réaliser) ;

- le montant de la redevance annuelle sera de *deux millions sept cent soixante-quatre mille trois cent quarante francs CFP* (2 764 340 F CFP), à la date de délivrance du certificat de conformité délivré par le service de l'urbanisme."

A l'article 3-1 du même arrêté, les mots : "SNC Location la Ora Moorea" sont remplacés par les mots : "SNC Location la Ora".

NOR : DAF0603181AC

Par arrêté n° 1443 CM du 12 décembre 2006.— L'autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public routier, au droit des parcelles cadastrées section E, n° 1 et n° 301, commune de Mahina, est consentie au profit de M. Temaeva Teheiuira.

Et tel que le tout figure sur l'extrait de plan cadastral du 9 juin 2006 joint à la demande de l'intéressé.

La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'une convention entre la Polynésie française et le titulaire fixant les modalités de l'occupation du domaine public.

Elle est consentie pour une durée de 9 (*neuf*) années consécutives à compter de la date du présent arrêté, aux clauses et conditions de la convention précitée.

Le concessionnaire est seul tenu à toutes les garanties que l'occupation et les installations pourraient entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés.

Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française.

Enfin, à l'expiration et à la résiliation de l'autorisation d'occupation, le bénéficiaire devra libérer totalement les lieux.

La redevance mensuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, immeuble Te Fenua, à Orovini, est fixée à la somme de *dix mille francs CFP* (10 000 F CFP).

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues seront majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980.

Le montant de cette redevance sera révisable d'office en cas de modification du tarif fixé pour les occupations du domaine public maritime.

En cas d'inobservation des dispositions ci-dessus, et après commandement d'exécuter demeuré infructueux, le conseil des ministres pourra soit appliquer une pénalité, soit résilier l'autorisation d'occupation sans préjudice de la remise en état des lieux et de tous dommages et intérêts.

NOR : DAF0602924AC

Par arrêté n° 1444 CM du 12 décembre 2006.— Une parcelle de la terre dénommée "Baie du contrôleur", sise à Taipivai, référencée commune de Nuku Hiva, d'une superficie d'environ 22 hectares et 50 ares, est affectée au profit de la délégation à l'environnement.

Tel que le tout figure sur les plans détenus par la direction des affaires foncières, division gestion du domaine.

Cette affectation est destinée à l'implantation d'un centre d'enfouissement technique destiné au stockage des déchets ménagers. Ce projet devra être réalisé dans un délai de trois ans sous peine de caducité de la présente affectation.

Tous travaux de construction et d'aménagements seront soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière. L'affectataire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations, et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

Le ministre en charge de l'environnement, conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004, est autorisé à établir et à signer toutes conventions d'exploitation, d'entretien, de gardiennage, d'animation, d'occupations temporaires et autres actes entrant dans le cadre de ses attributions, dans le respect de la destination des lieux.

En cas de changement de destination des lieux, la Polynésie française recouvrera la jouissance de la parcelle affectée et des constructions y édifiées.

L'affectataire est tenu d'assumer les charges afférentes à la conservation, la protection, l'amélioration et au fonctionnement du bien affecté. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers.

L'arrêté n° 1685 CM du 10 décembre 2002 portant affectation d'une parcelle de la terre dénommée "Baie du contrôleur", sise à Taipivai, cadastrée commune de Nuku Hiva, au profit de la délégation à l'environnement, est abrogé.

NOR : DIM0603278AC

Par arrêté n° 1446 CM du 13 décembre 2006.— Mlle Sylvie Yu Chip Lin est nommée en qualité de chef du service du développement de l'industrie et des métiers par intérim à compter du 15 décembre 2006 jusqu'au 5 janvier 2007 inclus durant les congés de M. Denis Grellier.

NOR : DIM0603295AC

Par arrêté n° 1447 CM du 13 décembre 2006.— Mlle Nadège Klein est nommée en qualité de chef du service des relations internationales par intérim durant le congé de M. Bruno Peaucellier, du 19 décembre 2006 au 14 janvier 2007 inclus.

NOR : SDT0603294AC

Par arrêté n° 1448 CM du 13 décembre 2006.— Mme Chantal Hacques épouse Tokoragi est nommée chef du service du tourisme par intérim pour la période du 18 décembre 2006 au 15 janvier 2007 inclus.

NOR : SCE0603291AC

Par arrêté n° 1449 CM du 13 décembre 2006.— Mme Tevaite Lejeune née Pugin est nommée en qualité de chef du service du commerce extérieur par intérim du mardi 26 décembre 2006 au vendredi 12 janvier 2007 inclus durant les congés de M. William Vanizette.

NOR : SPE0603290AC

Par arrêté n° 1450 CM du 13 décembre 2006.— M. Alain Santoni, conseiller des services administratifs, est nommé en qualité de chef de service par intérim du service de la pêche, du 9 au 18 décembre 2006 et du 26 au 29 décembre 2006.

NOR : DFC0603170AC

Par arrêté n° 1453 CM du 13 décembre 2006.— La répartition prévisionnelle n° 6-2006 des crédits de paiement du budget d'investissement de l'exercice 2006 est déterminée selon l'annexe ci-jointe.

	900	901	902	903	904	905	906	907	908	909	911	912	914	925	Total
PR													0		0
VP	1 500 000														1 500 000
MET	- 1 500 000	0			0	0									- 1 500 000
MEE				0											0
MTE															0
MAE															0
MER															0
MLA															0
MDD															0
MPI															0
MPP															0
MSP					0										0
MPA															0
MFC															0
MJC															0
MDA															0
MSA															0
MTI															0
MDC															0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

NOR : SAE0603297AC

Par arrêté n° 1456 CM du 13 décembre 2006.— La valeur CAF barème représentative de la valeur en douane des produits pétroliers suivants est fixée comme suit :

- Essence à teneur en plomb inférieure à 0,013 gramme/litre 27.10.11.14 42,194 F CFP/litre
- Pétrole lampant pour usage domestique 27.10.11.11 (code avantage 751) 46,870 F CFP/litre
- Fioul dont la teneur en soufre est inférieure à 2 % destiné à la SA EDT 27.10.19.12 (code avantage 762) 32,743 F CFP/litre
- Gazole 27.10.19.14 45,104 F CFP/litre
- Gazole 27.10.19.16 46,034 F CFP/litre

L'arrêté n° 1211 CM du 25 octobre 2006 est abrogé.

Le présent arrêté sera applicable à compter du 1er janvier 2007.

NOR : SAE0603298AC

Par arrêté n° 1457 CM du 13 décembre 2006.— Les montants de stabilisation, définis par la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée, sont fixés comme suit :

- Pétrole lampant pour usage domestique 27.10.11.11 (code avantage 751) - 3,906 F CFP/litre
- Essence à teneur en plomb inférieure à 0,013 gramme par litre 27.10.11.14 (code avantage 755) + 13,694 F CFP/litre
- Essence à teneur en plomb inférieure à 0,013 gramme par litre destinée à des entreprises periciles dûment agréées 27.10.11.14 (code avantage 756) + 42,899 F CFP/litre
- Fioul dont la teneur en soufre est inférieure à 2 % destiné à la SA EDT 27.10.19.12 (code avantage 762) - 5,536 F CFP/litre
- Gazole 27.10.19.14 (code avantage 770) + 12,189 F CFP/litre
- Gazole 27.10.19.16 (code avantage 770) + 11,111 F CFP/litre
- Gazole destiné à l'alimentation des moteurs des navires de commerce assurant la desserte maritime interinsulaire 27.10.19.14 (code avantage 771) - 14,295 F CFP/litre

- Gazole destiné à des matériels utilisés exclusivement à des activités professionnelles agréées et soumises à une réglementation tarifaire 27.10.19.14 (code avantage 772) - 5,795 F CFP/litre
- Gazole destiné à des matériels utilisés exclusivement à des activités professionnelles agréées et soumises à une réglementation tarifaire 27.10.19.16 (code avantage 772) - 6,734 F CFP/litre
- Gazole destiné à l'alimentation des moteurs des navires titulaires d'une licence de pêche 27.10.19.14 (code avantage 773) - 24,895 F CFP/litre
- Gazole destiné à l'alimentation des moteurs des navires titulaires d'une licence de pêche 27.10.19.16 (code avantage 773) - 25,834 F CFP/litre
- Gazole destiné à l'alimentation des centrales de production d'énergie électrique dans les îles autres que Tahiti, consommé par des exploitants de service public 27.10.19.14 (code avantage 774) - 19,295 F CFP/litre
- Gazole destiné à l'avitaillement des navires de plaisance français ou étrangers immatriculés hors de la Polynésie française à usage privé 27.10.19.14 (code avantage 775) + 1,455 F CFP/litre
- Gazole destiné à l'avitaillement des navires de plaisance, français ou étrangers immatriculés hors de la Polynésie française à usage privé 27.10.19.16 (code avantage 775) + 0,516 F CFP/litre
- Gazole destiné à l'avitaillement des navires équipés et armés pour la recherche scientifique, français ou étrangers immatriculés hors de la Polynésie française 27.10.19.14 (code avantage 776) + 1,455 F CFP/litre
- Gazole destiné à l'avitaillement des navires équipés et armés pour la recherche scientifique, français ou étrangers immatriculés hors de la Polynésie française 27.10.19.16 (code avantage 776) + 0,516 F CFP/litre
- Gazole destiné à l'alimentation des centrales de production d'énergie électrique de l'île de Tahiti exploitées dans le cadre d'un service public 27.10.19.14 (code avantage 777) - 4,795 F CFP/litre
- Gazole destiné aux entreprises periciles dûment agréées 27.10.19.14 (code avantage 779) + 24,455 F CFP/litre
- Gazole destiné aux entreprises periciles dûment agréées 27.10.19.16 (code avantage 779) + 23,516 F CFP/litre

L'arrêté n° 1212 CM du 25 octobre 2006 est abrogé.

Le présent arrêté sera applicable à compter du 1er janvier 2007.

NOR : SAE0603299AC

Par arrêté n° 1458 CM du 13 décembre 2006.— Le prix maximal de facturation aux revendeurs par les entreprises importatrices et distributrices est fixé comme suit pour les hydrocarbures suivants :

- Pétrole lampant pour usage domestique 27.10.11.11 (code avantage 751)	78,20 F CFP/litre
- Essence à teneur en plomb inférieure à 0,013 gramme par litre 27.10.11.14 (code avantage 755)	140,25 F CFP/litre
- Essence à teneur en plomb inférieure à 0,013 gramme par litre destinée à des entreprises pericolas dûment agréées 27.10.11.14 (code avantage 756)	109,75 F CFP/litre
- Gazole 27.10.19.14 (code avantage 770) et gazole 27.10.19.16 (code avantage 770)	115,25 F CFP/litre
- Gazoles destinés à l'alimentation des moteurs des navires de commerce assurant la desserte maritime interinsulaire 27.10.19.14 (code avantage 771) et 27.10.19.16 (code avantage 771)	45,00 F CFP/litre
- Gazoles destinés à des matériels utilisés exclusivement à des activités professionnelles agréées et soumises à une réglementation tarifaire 27.10.19.14 (code avantage 772) et 27.10.19.16 (code avantage 772)	55,20 F CFP/litre
- Gazoles destinés à l'alimentation des moteurs des navires titulaires d'une licence de pêche 27.10.19.14 (code avantage 773) et 27.10.19.16 (code avantage 773)	33,00 F CFP/litre
- Gazoles destinés à l'avitaillement des navires de plaisance, français ou étrangers immatriculés hors de la Polynésie française à usage privé 27.10.19.14 (code avantage 775) et 27.10.19.16 (code avantage 775)	60,75 F CFP/litre
- Gazoles destinés à l'avitaillement des navires équipés et armés pour la recherche scientifique, français ou étrangers immatriculés hors de la Polynésie française 27.10.19.14 (code avantage 776) et 27.10.19.16 (code avantage 776)	60,75 F CFP/litre
- Gazoles destinés aux entreprises pericolas dûment agréées 27.10.19.14 (code avantage 779) et 27.10.19.16 (code avantage 779)	89,75 F CFP/litre

Pour l'essence à teneur en plomb inférieure à 0,013 gramme par litre 27.10.11.14 (codes avantages 755 et 756) et les gazoles 27.10.19.14 et 27.10.19.16 (codes avantages 770 et 779), les stations-services bénéficient d'une remise de 0,75 F CFP/litre sur les prix de gros définis ci-dessus.

Le prix maximal de facturation aux utilisateurs finaux par les entreprises importatrices et distributrices est fixé pour les produits suivants à :

- Fioul ou MDO dont la teneur en soufre est inférieure à 2 % destiné à la SA EDT 27.10.19.12 (code avantage 762)	38,68 F CFP/litre
- Gazoles destinés à l'alimentation des moteurs des navires de commerce assurant la desserte maritime interinsulaire 27.10.19.14 (code avantage 771) et 27.10.19.16 (code avantage 771)	45,00 F CFP/litre
- Gazoles destinés à l'alimentation des moteurs des navires titulaires d'une licence de pêche 27.10.19.14 (code avantage 773) et 27.10.19.16 (code avantage 773) livrés par oléoduc ou camion-citerne et pour des commandes unitaires supérieures à 1 000 litres	33,00 F CFP/litre
- Gazole destiné à l'alimentation des centrales de production d'énergie électrique dans les îles autres que Tahiti consommé par les exploitants de service public 27.10.19.14 (code avantage 774)	40,00 F CFP/litre
- Gazole destiné à l'alimentation des centrales de production d'énergie électrique de l'île de Tahiti exploitées dans le cadre d'un service public 27.10.19.14 (code avantage 777)	56,20 F CFP/litre

Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont poursuivies, réprimées et sanctionnées conformément aux dispositions de la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978 modifiée.

L'arrêté n° 1213 CM du 25 octobre 2006 est abrogé.

Le présent arrêté sera applicable à compter du 1er janvier 2007.

NOR : SAE0603300AC

Par arrêté n° 1459 CM du 13 décembre 2006.— La marge de détail applicable aux hydrocarbures visés ci-après ne peut être supérieure aux montants suivants :

- Pétrole lampant pour usage domestique 27.10.11.11 (code avantage 751)	6,80 F CFP/litre
- Essence à teneur en plomb inférieure à 0,013 gramme par litre 27.10.11.14 (code avantage 755)	9,75 F CFP/litre
- Essence à teneur en plomb inférieure à 0,013 gramme par litre 27.10.11.14 (code avantage 756)	8,25 F CFP/litre
- Gazoles 27.10.19.14 et 27.10.19.16 (code avantage 770)	9,75 F CFP/litre
- Gazoles 27.10.19.14 et 27.10.19.16 (codes avantages 771 et 772)	6,80 F CFP/litre
- Gazoles 27.10.19.14 et 27.10.19.16 (code avantage 773)	7,00 F CFP/litre
- Gazoles 27.10.19.14 et 27.10.19.16 (codes avantages 775, 776 et 779)	8,25 F CFP/litre

Pour l'essence à teneur en plomb inférieure à 0,013 gramme par litre 27.10.11.14 (codes avantages 755 et 756) et les gazoles 27.10.19.14 et 27.10.19.16 (codes avantages 770 et 779), les stations-services bénéficient d'une majoration de 0,75 F CFP/litre sur les marges de détail définies ci-dessus.

Le prix maximal de vente au détail du litre de mélange pour moteur deux temps s'établit par application d'un ajout de 15 F CFP au prix de détail réglementé du litre d'essence sans plomb.

Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont poursuivies, réprimées et sanctionnées conformément aux dispositions de la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978 modifiée.

L'arrêté n° 297 CM du 28 décembre 2004 est abrogé.

Le présent arrêté sera applicable à compter du 1er janvier 2007.

NOR : SAE0603301AC

Par arrêté n° 1460 CM du 13 décembre 2006.— Sur l'ensemble de la Polynésie française, le prix maximal de vente au détail est fixé comme suit pour les hydrocarbures suivants :

- Pétrole lampant pour usage domestique 27.10.11.11 (code avantage 751)	85 F CFP/litre
- Essence à teneur en plomb inférieure à 0,013 gramme par litre 27.10.11.14 (code avantage 755)	150 F CFP/litre
- Essence à teneur en plomb inférieure à 0,013 gramme par litre destinée à des entreprises pericolas dûment agréées 27.10.11.14 (code avantage 756)	118 F CFP/litre
- Gazole 27.10.19.14 (code avantage 770)	125 F CFP/litre
- Gazole 27.10.19.16 (code avantage 770)	125 F CFP/litre
- Gazole destiné à des matériels utilisés exclusivement à des activités professionnelles agréées et soumises à une réglementation tarifaire 27.10.19.14 (code avantage 772)	62 F CFP/litre
- Gazole destiné à des matériels utilisés exclusivement à des activités professionnelles agréées et soumises à une réglementation tarifaire 27.10.19.16 (code avantage 772)	62 F CFP/litre
- Gazole destiné à l'alimentation des moteurs des navires titulaires d'une licence de pêche 27.10.19.14 (code avantage 773)	40 F CFP/litre

- Gazole destiné à l'alimentation des moteurs des navires titulaires d'une licence de pêche 27.10.19.16 (code avantage 773) 40 F CFP/litre
- Gazole destiné à l'avitaillement des navires de plaisance, français ou étrangers immatriculés hors de la Polynésie française, à usage privé 27.10.19.14 (code avantage 775) 69 F CFP/litre
- Gazole destiné à l'avitaillement des navires de plaisance, français ou étrangers immatriculés hors de la Polynésie française, à usage privé 27.10.19.16 (code avantage 775) 69 F CFP/litre
- Gazole destiné à l'avitaillement des navires équipés et armés pour la recherche scientifique, français ou étrangers immatriculés hors de la Polynésie française 27.10.19.14 (code avantage 776) 69 F CFP/litre
- Gazole destiné à l'avitaillement des navires équipés et armés pour la recherche scientifique, français ou étrangers immatriculés hors de la Polynésie française 27.10.19.16 (code avantage 776) 69 F CFP/litre
- Gazole destiné aux entreprises pericoles dûment agréées 27.10.19.14 (code avantage 779) 98 F CFP/litre
- Gazole destiné aux entreprises pericoles dûment agréées 27.10.19.16 (code avantage 779) 98 F CFP/litre

Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont poursuivies, réprimées et sanctionnées conformément aux dispositions de la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978 modifiée.

L'arrêté n° 1214 CM du 25 octobre 2006 est abrogé.

Le présent arrêté sera applicable à compter du 1er janvier 2007.

NOR : SAE0603302AC

Par arrêté n° 1461 CM du 13 décembre 2006.— La valeur CAF barème représentative de la valeur en douane du gaz butane de nomenclature douanière 27.11.13.90 est fixée à 86,325 F CFP/litre.

L'arrêté n° 909 CM du 25 août 2006 est abrogé.

Le présent arrêté sera applicable à compter du 1er janvier 2007.

NOR : SAE0603303AC

Par arrêté n° 1462 CM du 13 décembre 2006.— Le montant de stabilisation défini par la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée, applicable au gaz de butane de numéro de nomenclature douanière 27.11.13.90 est fixé à 3,896 F CFP/kilogramme.

L'arrêté n° 910 CM du 25 août 2006 est abrogé.

Le présent arrêté sera applicable à compter du 1er janvier 2007.

NOR : OPH0603296AC

Par arrêté n° 1463 CM du 13 décembre 2006.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 44-06 CA/OPH du 28 novembre 2006 de l'Office polynésien de l'habitat portant autorisation d'emprunter 878 200 000 F CFP auprès de la banque DEXIA dans le cadre du financement des opérations Teiata à Tiarei et Teueue à Afaahiti.

NOR : DFC0603389AC

Par arrêté n° 1464 CM du 13 décembre 2006.— La Polynésie française accorde sa garantie de bonne fin au prêt de sept millions trois cent cinquante-neuf mille trois cent seize euros (7 359 316 euros), contre-valeur de huit cent soixante-dix-huit millions deux cent mille francs CFP (878 200 000 F CFP), consenti à l'Office polynésien de l'habitat (OPH) par la société DEXIA Crédit local pour financer la construction de 56 logements.

Les conditions du prêt ainsi garanti sont les suivantes :

- a) Durée : 8 ans.
- b) Taux d'intérêt fixe : 4,35 % l'an.
- c) Périodicité de remboursement : trimestrielle.
- d) Différé de remboursement : 4 échéances trimestrielles.
- e) Date de la première échéance : 1er mars 2007.

Au cas où l'Office polynésien de l'habitat (OPH) ne s'acquitterait pas des sommes dues par lui au titre du contrat de prêt, en principal, intérêts, intérêts de retard, commissions, frais et accessoires (y compris notamment toute indemnité ou tous coûts de redéploiement des fonds en cas de remboursement anticipé du montant en principal) aux échéances convenues, la Polynésie française s'engage à effectuer le paiement en son lieu et place sur simple demande de la société DEXIA Crédit local adressée par lettre recommandée, sans jamais pouvoir opposer le défaut de ressources, ni exiger que la société DEXIA Crédit local discute au préalable l'Office polynésien de l'habitat défaillant.

Dans ce cas, la Polynésie française se trouverait subrogée dans tous les droits de la société DEXIA Crédit local envers l'Office polynésien de l'habitat (OPH) conformément à l'article 2306 nouveau du code civil, en contrepartie de l'engagement de la Polynésie française de s'interdire à l'égard de celle-ci d'exercer tout droit au titre de la subrogation tant que toutes les sommes dues au titre du contrat de prêt n'auront pas été intégralement payées ou remboursées à la banque DEXIA Crédit local.

Cet engagement bénéficiera à la société DEXIA Crédit local ou à tout(s) prêteur(s) qui lui sera(ient) substitué(s).

Le Président de la Polynésie française est autorisé à signer au nom de la Polynésie française le contrat de caution.

NOR : CSP0603307AC

Par arrêté n° 1467 CM du 13 décembre 2006.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 6-06 CSPC du 14 novembre 2006 de la Caisse de soutien des prix du coprah portant approbation du compte financier et affectation du résultat de l'exercice 2005.

Le compte financier de la Caisse de soutien des prix du coprah au titre de l'exercice 2005 s'établit ainsi (en F CFP) :

	Section I Fonctionnement	Section II Investissement	Total
- recettes	1 000 050 000	199 275 561	1 199 325 561
- dépenses	1 077 685 265	198 800 000	1 276 485 265
- résultat	- 77 635 265	+ 475 561	- 77 159 704

Le résultat d'exploitation de l'exercice 2005, soit un déficit de 77 635 265 F CFP, est affecté au compte :

- 110 : report à nouveau - 77 635 265 F CFP

Au 31 décembre de l'exercice 2005, le fonds de roulement de la Caisse de soutien des prix du coprah est de deux cent douze millions huit cent quatre-vingt-un mille huit cent soixante-trois francs CFP (212 881 863 F CFP).

NOR : CSP0603308AC

Par arrêté n° 1468 CM du 13 décembre 2006.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 7-06 CSPC du 14 novembre 2006 de la Caisse de soutien des prix du coprah portant approbation du budget modifié n° 1 de l'exercice 2006.

Le budget modifié est arrêté à la somme de *un milliard quatre cent dix millions cent vingt-sept mille sept cent six francs CFP* (1 410 127 706 F CFP) se décomposant comme suit (en F CFP) :

	Section I Fonctionnement	Section II Investissement	Total
- recettes	1 200 000 000	190 600 000	1 390 600 000
- dépenses	1 218 510 000	191 617 706	1 410 127 706
- résultat	- 18 510 000	- 1 017 706	- 19 527 706

NOR : ILM063147AC

Par arrêté n° 1479 CM du 13 décembre 2006.— Le professeur Rémy Teyssou, directeur de la recherche à l'Institut Louis-Malardé, est nommé en qualité de directeur général par intérim pendant les congés du Dr René Chansin, directeur général de l'Institut Louis-Malardé, du 23 décembre 2006 au 7 janvier 2007 inclus.

ARRETES DU PRESIDENT DE LA POLYNESIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

PRESIDENCE

ARRETE n° 3180 PR du 7 décembre 2006 portant délégation de signature à M. Gilbert-Louis Lescroel en qualité de chef du service de l'inspection générale de l'administration de la Polynésie française par intérim.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2 PR du 7 mars 2005 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 85-111 AT du 5 novembre 1985 portant création d'un service dénommé "inspection générale de l'administration de la Polynésie française" (IGA) ;

Vu l'arrêté n° 1091 CM du 12 novembre 1985 modifié portant organisation de l'inspection générale de l'administration de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1190 CM du 22 décembre 2005 portant nomination de Mme Yolande Vernaudeau épouse Rocka en qualité de chef du service de l'inspection générale de l'administration ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 ;

Vu l'arrêté n° 1380 CM du 29 novembre 2006 portant nomination de M. Gilbert-Louis Lescroel en qualité de chef du service de l'inspection générale de l'administration de la Polynésie française par intérim,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Gilbert-Louis Lescroel, chef du service de l'inspection

générale de l'administration de la Polynésie française par intérim, à l'effet de signer, au nom du Président de la Polynésie française, les notes, lettres et bordereaux adressés aux ministres et présidents des conseils d'administration des établissements publics entrant dans le cadre de la préparation et de l'exécution des missions confiées à ce service.

Art. 2.— Délégation de signature est donnée à M. Gilbert-Louis Lescroel, chef du service de l'inspection générale de l'administration de la Polynésie française par intérim, à l'effet de procéder aux opérations d'engagement et de liquidation des dépenses imputées sur les crédits du budget de la Polynésie française qui lui ont été notifiés.

Art. 3.— Délégation de signature est donnée à M. Gilbert-Louis Lescroel, chef du service de l'inspection générale de l'administration de la Polynésie française par intérim, à l'effet de procéder aux actes de gestion courante du personnel affecté à, ou mis à disposition de l'inspection générale de l'administration, énumérés ci-après :

- congés de toute nature, à l'exclusion des congés administratifs ;
- ordres de déplacement et réquisitions de passage à l'intérieur du pays ;
- notation et propositions de bonification ou de réduction pour les avancements à l'ancienneté ;
- sanctions disciplinaires jusqu'au blâme inclus, sauf pour les agents contractuels de 1re catégorie ;
- certificats administratifs nécessaires pour la liquidation des salaires et traites.

Art. 4.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Gilbert-Louis Lescroel, délégation de signature est donnée à Mme Christine Martinez pour les actes énumérés aux articles 1er, 2 et 3.

Art. 5.— Le chef du service de l'inspection générale de l'administration de la Polynésie française par intérim est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 décembre 2006.

Oscar Manutahi TEMARU.

ARRETE n° 3183 PR du 8 décembre 2006 relatif à l'exercice des attributions du ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, chargé du plurilinguisme et de la promotion des langues polynésiennes.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 44-2005 APF/SG du 3 mars 2005 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2 PR du 7 mars 2005 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 12 PR du 11 mars 2005 modifié relatif aux attributions du ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, chargé du plurilinguisme et de la promotion des langues polynésiennes ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— M. Pierre Frébault, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et de la fonction publique, chargé de la réforme de l'administration, est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur, chargé du plurilinguisme et de la promotion des langues polynésiennes, pendant l'absence de M. Jean-Marius Raapoto du 9 au 18 décembre 2006 inclus.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 décembre 2006.
Oscar Manutahi TEMARU.

ARRETE n° 3184 PR du 8 décembre 2006 relatif à l'exercice des attributions du ministre de la jeunesse et de la culture, chargé de la sensibilisation à l'art contemporain.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 44-2005 APF/SG du 3 mars 2005 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2 PR du 7 mars 2005 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 18 PR du 14 mars 2005 modifié relatif aux attributions du ministre de la jeunesse et de la culture, chargé de la sensibilisation à l'art contemporain ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— M. Ahiti Roomataaroa, ministre de l'agriculture, de l'élevage et des forêts, est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministère de la jeunesse et de la culture, chargé de la sensibilisation à l'art contemporain, pendant l'absence de M. Tauhiti Nena du 8 au 16 décembre 2006 inclus.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 décembre 2006.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par arrêté n° 3168 PR du 6 décembre 2006.— Une aide d'un montant de 4 050 000 F CFP (*quatre millions cinquante mille francs CFP*), au titre des aides aux aménagements fonciers (titre 6 de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000 modifié), est attribuée à M. Patrick Ah Samg, né le 16 février 1969 à Afareaitu, exploitant agricole à Haapiti, carte professionnelle CAPL n° 2084 délivrée le 13 septembre 2006.

Les opérations primables étant plafonnées à 7 500 000 F CFP, le taux d'aide correspond à :

- 60 % de l'investissement primable lorsque l'investissement est inférieur à 3 000 000 F CFP ;
- lorsque l'investissement est supérieur à 3 000 000 F CFP, la tranche supplémentaire est prise en charge à hauteur de 50 %, soit une aide calculée de :

Investissement primable : 7 817 040 F CFP.

Dotation : 4 050 000 F CFP.

La dépense est imputée sur le budget de la Polynésie française, section investissement, sous-chapitre 914, article 130, AP n° 145-2005, AE n° 215-2005 "Dotation pour le développement de l'agriculture".

Par arrêté n° 3169 PR du 6 décembre 2006.— Une aide d'un montant de 1 422 300 F CFP (*un million quatre cent vingt-deux mille trois cents francs CFP*), au titre des aides aux aménagements fonciers (titre 6 de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000 modifié), est attribuée à M. Teiki William Putua, né le 5 novembre 1957 à Moorea, exploitant agricole à Paopao, Moorea, carte professionnelle CAPL n° 5907 délivrée le 28 mars 2006.

Les opérations primables étant plafonnées à 7 500 000 F CFP, le taux d'aide correspond à :

- 60 % de l'investissement primable lorsque l'investissement est inférieur à 3 000 000 F CFP ;
- lorsque l'investissement est supérieur à 3 000 000 F CFP, la tranche supplémentaire est prise en charge à hauteur de 50 %, soit une aide calculée de :

Investissement primable : 2 370 500 F CFP.

Dotation : 1 422 300 F CFP.

La dépense est imputée sur le budget de la Polynésie française, section investissement, sous-chapitre 914, article 130, AP n° 145-2005, AE n° 215-2005 "Dotation pour le développement de l'agriculture".

Par arrêté n° 3171 PR du 6 décembre 2006.— Une aide d'un montant de 958 420 F CFP (*neuf cent cinquante-huit mille quatre cent vingt francs CFP*), au titre de l'acquisition de matériel de production, de transformation et de commercialisation (titre 1er de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000 modifié), est attribuée à M. Ariirai Taputu, né le 7 juillet 1937 à Hauti, Rurutu, exploitant agricole à Hauti, Rurutu, carte professionnelle CAPL n° 2275 délivrée le 17 mai 2005.

Les opérations primables étant plafonnées à 7 500 000 F CFP, le taux d'aide correspond à 30 % du montant de l'investissement primable ci-après :

Investissement primable : 3 194 735 F CFP.
Dotation : 958 420 F CFP.

La dépense est imputée sur le budget de la Polynésie française, section investissement, sous-chapitre 914, article 130, AP n° 145-2005, AE n° 215-2005 "Dotation pour le développement de l'agriculture".

Par arrêté n° 3172 PR du 6 décembre 2006.— Une aide d'un montant de 2 609 800 F CFP (*deux millions six cent neuf mille huit cents francs CFP*), au titre de l'acquisition de matériel de production, de transformation et de commercialisation (titre 1er de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000 modifié), est attribuée à Mme Lily Rae Haoa épouse Yieng-Kow, pour le compte de l'association Oeva Mataiva. Mme Lily Rae Haoa épouse Yieng-Kow, née le 4 septembre 1946 à Papeete, Tahiti, est présidente de l'association Oeva et exploitante agricole à Mataiva, carte professionnelle CAPL n° 4192 délivrée le 27 septembre 2005.

Les opérations primables étant plafonnées à 7 500 000 F CFP, le taux d'aide correspond à 40 % du montant de l'investissement primable ci-après :

Investissement primable : 6 524 500 F CFP.
Dotation : 2 609 800 F CFP.

La dépense est imputée sur le budget de la Polynésie française, section investissement, sous-chapitre 914, article 130, AP n° 145-2005, AE n° 215-2005 "Dotation pour le développement de l'agriculture".

Par arrêté n° 3181 PR du 7 décembre 2006.— Les personnes dont les noms suivent sont commissionnées aux fins de constater les infractions à la réglementation sanitaire :

- Mme Roselyn Champes et M. Mathias Ellacott.

A cet effet, les intéressés prêteront le serment prescrit par la loi.

**VICE-PRESIDENCE, MINISTERE DU TOURISME,
DE L'ECONOMIE, DES FINANCES, DU BUDGET
ET DE LA COMMUNICATION**

ARRETE n° 406 VP du 12 décembre 2006 désignant les personnes appelées à procéder au 31 décembre 2006 au comptage des valeurs détenues dans les caisses et portefeuilles de certains comptables de la Polynésie française.

Le vice-président, ministre du tourisme, de l'économie, des finances, du budget et de la communication, chargé de la cohérence de l'action gouvernementale, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2 PR du 7 mars 2005 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 2 PR du 4 janvier 2006 modifié relatif aux attributions du vice-président, ministre du tourisme, de l'économie, des finances, du budget et de la communication, chargé de la cohérence de l'action gouvernementale, porte-parole du gouvernement ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics,

Arrête :

Article 1er.— Sont chargés de procéder au 31 décembre 2006 au comptage des valeurs détenues dans les caisses et portefeuilles des comptables de deniers publics de la Polynésie française :

COMPTABLES	VERIFICATEURS
- régisseur de recettes du service des archives ; - régisseur de recettes du service du développement rural : - élevage et vente de plants ; - protection des végétaux.	Mlle Stéphanie Chalons, représentant le chef du service des finances et de la comptabilité
- régisseur d'avances de la présidence (vols internationaux, aéronef territorial) ; - régisseur d'avances et de recettes du service de l'imprimerie officielle ;	Mlle Nancy Mao Che, représentant le chef du service des finances et de la comptabilité
- régisseur de recettes de la direction des affaires foncières, antenne Afaahiti (Taravao) ; - régisseur d'avances du service du développement rural (laboratoire de Papara).	Mlle Tatiana Chines, représentant le chef du service des finances et de la comptabilité
- régisseur de recettes de la direction des affaires foncières, division du cadastre et de la délimitation des terres ; - receveur des domaines et conservateur des hypothèques ; - régisseur de recettes de la direction des affaires foncières, division de l'assistance aux particuliers, section 2, recherches généalogiques.	Mme Linda Mou, représentant le chef du service des finances et de la comptabilité
- régisseur d'avances du service des affaires économiques (transport du coprah et des produits de première nécessité) ; - régisseur de recettes du service de la traduction et de l'interprétariat ; - régisseur de recettes du service de l'urbanisme.	Mme Mireille Garnier, représentant le chef du service des finances et de la comptabilité
- régisseur d'avances de la direction de l'équipement (subdivision des Tuamotu-Gambier) ; - régisseur d'avances de la direction de l'équipement (phares et balises) ; - régisseur de recettes de la direction de l'équipement (parc à matériel).	Mme Romina Ma, représentant le chef du service des finances et de la comptabilité
- régisseur de recettes du service du développement rural de Moorea, BP 445, Maharepa, Moorea ; - régisseur de recettes et d'avances de l'hôpital de Moorea (Afareaitu), BP 1, Maharepa, Moorea.	Mlle Maïte Quesnot, représentant le chef du service des finances et de la comptabilité
- régisseur de recettes de la direction de l'équipement, flottille administrative de Papeete ; - receveur des impôts ; - régisseur de recettes et d'avances du service des finances et de la comptabilité.	M. Pascal Lien, représentant le contrôleur des dépenses engagées
- régisseur de recettes et d'avances de l'hôpital de Taravao, BP 7006 Taravao ; - régisseur de recettes du CAPA de Taravao. Service des affaires sociales.	M. Régis Thual, représentant la directrice de la santé
- régisseur d'avances et de recettes de l'hôpital de Taiohae, BP 18 Taiohae ; - régisseur de recettes du service de l'urbanisme aux Marquises (Taiohae), BP 38 Taiohae ; - régisseur de recettes de la direction des affaires foncières, division du cadastre et de la délimitation des terres aux Marquises (Taiohae), BP 3 Taiohae ; - régisseur de recettes de la direction de l'équipement (flottille administrative), Marquises, Taiohae ; - régisseur de recettes du service du développement rural, Marquises, BP 4 Taiohae.	MM. les administrateurs de circonscription territoriale ou leurs représentants, BP 26, 98742 Taiohae, Marquises
- régisseur de recettes du service de l'urbanisme, Utoroa, BP 355 Utoroa ; - régisseur de recettes de l'hôpital de Utoroa, BP 40 ; - régisseur de recettes de la direction de l'équipement, Utoroa, BP 41 ; - régisseur de recettes de la direction des affaires foncières, à Utoroa, Raiatea, BP 44, Utoroa.	MM. les administrateurs de circonscription territoriale ou leurs représentants, BP 880, 98735 Utoroa
- régisseur d'avances de la délégation de la Polynésie à Paris ; - régisseur d'avances du service des relations internationales (antenne à Bruxelles). Emmanuel Porlier Square Marie-Louise, 2 1 000 Bruxelles Belgique	M. Thierry Teai, chef de la délégation de la Polynésie à Paris

Art. 2.— Le vice-président, ministre du tourisme, de l'économie, des finances, du budget et de la communication, chargé de la cohérence de l'action gouvernementale, porte-parole du gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 décembre 2006.
Jacqui DROLLET.

ARRETE n° 409 VP du 12 décembre 2006 portant modification de l'arrêté n° 89 VP du 19 mai 2006 portant délégation de signature à Mme Merehau Mairai, chef du service du tourisme.

Le vice-président, ministre du tourisme, de l'économie, des finances, du budget et de la communication, chargé de la

cohérence de l'action gouvernementale, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2 PR du 7 mars 2005 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 2 PR du 4 janvier 2006 modifié relatif aux attributions du vice-président, ministre du tourisme, de l'économie, des finances, du budget et de la communication, chargé de la cohérence de l'action gouvernementale, porte-parole du gouvernement ;

Vu la délibération n° 2001-205 APF du 6 décembre 2001 portant création du service du tourisme ;

Vu l'arrêté n° 1779 CM du 31 décembre 2001 portant organisation du service du tourisme ;

Vu l'arrêté n° 434 CM du 11 mai 2006 portant nomination de Mme Merehau Mairai en qualité de chef du service du tourisme ;

Vu l'arrêté n° 89 VP du 19 mai 2006 portant délégation de signature à Mme Merehau Mairai, chef du service du tourisme ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier,

Arrête :

Article 1er. — Les articles 3 et 4 de l'arrêté n° 89 VP du 19 mai 2006 portant délégation de signature à Mme Merehau Mairai, chef du service du tourisme, sont remplacés par les dispositions suivantes :

"Art. 3. — En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Merehau Mairai, chef de service, les délégations prévues aux articles précédents sont exercées par Mme Chantal Hacques épouse Tokoragi, responsable du département "administration générale".

Art. 4. — En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Chantal Hacques épouse Tokoragi, les délégations prévues aux articles précédents sont exercées par les chefs de département dans le cadre de leurs attributions respectives ainsi qu'il suit :

- a) Pour le département "aménagement touristiques", par M. Guillaume Raynal pour les délégations mentionnées à l'article 2-1°, 2°, 3°, 10°, dans la limite de *un million de francs CFP* (1 000 000 F CFP), et 12° ;
- b) Pour le département "activités touristiques", par M. Sébastien Dos-Anjos pour les délégations mentionnées à l'article 2-1°, 2°, 3°, 4°, 5°, 6°, 7°, 9° et 12° ;
- c) Pour le département "hébergements touristiques" par M. Bruno Jordan pour les délégations mentionnées à l'article 2-1°, 2°, 3°, 4°, 5°, 8°, 9°, 12° et 13°."

Art. 2. — Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 décembre 2006.
Jacqui DROLLET.

Par arrêté n° 405 VP du 11 décembre 2006. — Il est accordé à l'établissement public Heiva Nui une subvention d'un montant de *trente millions de francs CFP* (30 000 000 F CFP) pour l'acquisition des droits pour la réalisation du film "Tavae".

La subvention visée ci-dessus sera déployée selon les modalités suivantes :

- une avance de 27 000 000 F CFP représentant 90 % de la subvention, à la date de certification du caractère exécutoire de l'arrêté ;

- le solde dans la limite de 3 000 000 F CFP représentant 10 % de la subvention, sur présentation d'un état justifiant les mandatement effectués par l'établissement dans le cadre de l'opération susnommée, et ce, dans un délai d'un an.

La dépense est imputable au budget de la Polynésie française, sous-chapitre 944-10, article 657-057 de l'exercice 2006. La somme sera versée sur le compte de l'établissement public à caractère industriel et commercial Heiva Nui ouvert dans les livres de la trésorerie des établissements publics.

Dans le cas où la subvention n'aurait pas été utilisée dans sa totalité, l'établissement public Heiva Nui se verra dans l'obligation de reverser le solde de la subvention.

Dans le cas où la subvention aurait été destinée à un usage non conforme à l'objet de la demande, l'établissement public Heiva Nui se verra dans l'obligation de reverser la subvention.

**MINISTÈRE DE L'EQUIPEMENT,
DE L'ENERGIE ET DES MINES, DE L'URBANISME,
DES TRANSPORTS TERRESTRES,
DES AFFAIRES MARITIMES,
DES PORTS ET AEROPORTS**

Par arrêté n° 802 MET du 7 décembre 2006. — Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Mamao cadastrée sous la référence BT 9 (plans 8 et 9) nécessaire à l'aménagement de la route traversière de l'île de Tahiti reliant Papenoo à Mataiea. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après :

Nom de la terre et plan : Mamao (plans 8 et 9) ;
Indemnités à déconsigner : 805 F CFP ;
Bénéficiaire : M. Tu Alexis Tumahai.

Par arrêté n° 806 MET/AU.UOC du 7 décembre 2006. — Est autorisée la modification de la destination de l'aire de jeu du lotissement Fanatea sis à Faa'a.

Ce lot dénommé lot n° 20 est consenti à la réalisation d'une maison d'habitation.

Est approuvé le dossier composé des pièces suivantes et enregistré au service de l'urbanisme (section urbanisme opérationnel et construction) en date du 17 août 2006 sous le n° L/2000-14 :

- plan parcellaire du lot n° 20 ;
- plan de récolement.

Le présent arrêté et le dossier correspondant sont mis à la disposition du public, conformément aux dispositions de l'article D. 141-22 du code de l'aménagement de la Polynésie française, aux secrétariats de la mairie de Faa'a et du service de l'urbanisme (section urbanisme opérationnel et construction).

Par arrêté n° 808 MET du 8 décembre 2006.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Mamao cadastrée sous la référence BT 9 (plans 8 et 9) nécessaire à l'aménagement de la route traversière de l'île de Tahiti reliant Papenoo à Mataiea. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après :

*Nom de la terre et plan : Mamao (plans 8 et 9) ;
Indemnités à déconsigner : 805 F CFP ;
Bénéficiaire : M. Marc Araia Tumahai.*

Par arrêté n° 809 MET du 8 décembre 2006.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités relatives aux terres Pirake et Keke 1, cadastrées sous la référence A1 n° 4 (plan 4), nécessaires à la construction de l'aérodrome de Ahe. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Indemnités à déconsigner	Bénéficiaires
4 025	Mlle Titaina Aturia
4 025	Mme Lorena Avearii Aturia épouse Shau

Par arrêté n° 810 MET du 8 décembre 2006.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités relatives à la terre Puhoni, cadastrée sous la référence C3 n° 77 (plan 11), nécessaire à la construction de l'aérodrome de Ahe. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Indemnités à déconsigner	Bénéficiaires
561	Mlle Titaina Aturia
561	Mme Lorena Avearii Aturia épouse Shau

Par arrêté n° 812 MET du 12 décembre 2006.— M. Christophe Chambrial est autorisé à exploiter un établissement d'enseignement à titre onéreux de la conduite de véhicules terrestres à moteur sis dans la commune de Papeete, île de Tahiti.

Cette autorisation est accordée pour l'enseignement de la conduite des véhicules nécessitant le permis de conduire des catégories B et B1 telles que définies par le code de la route.

Toute infraction à la réglementation relative aux établissements d'enseignement à titre onéreux de la conduite de véhicules terrestres à moteur et aux dispositions du paragraphe 3 bis du chapitre II du titre II, et notamment de l'article 144-3 du code de la route, pourra entraîner des sanctions allant de l'avertissement au blâme, et au retrait provisoire ou au retrait définitif de l'autorisation d'exercer.

Par arrêté n° 813 MET/STT du 12 décembre 2006.— Les quotas de gazole à attribuer aux transporteurs publics routiers scolaires de l'île de Tahiti, pour la période d'août à novembre 2006, sont fixés comme suit :

- SA Nouveaux transporteurs de la côte Est (NTCE) : 84 048 litres ;
- SA Transport collectif côte Ouest (TCCO) : 107 008 litres.

La répartition des quotas de gazole précisés ci-dessus entre les différentes unités de transport est fixée selon les annexes 1 et 2 jointes au présent arrêté (1).

(1) Les annexes peuvent être consultées au service des transports terrestres.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Par arrêté n° 1886 MEE du 12 décembre 2006.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 6-05 du 29 avril 2005 du conseil d'administration de l'école normale mixte de Polynésie française portant adoption de la décision budgétaire modificative n° 4 du budget de l'exercice 2005 relative à un virement du chapitre C (section fonctionnement) au chapitre ZD (section investissement) pour un montant de 1 000 000 F CFP et à un prélèvement sur fonds de réserves au bénéfice du chapitre ZD pour un montant de 13 000 000 F CFP.

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Par arrêté n° 4330 MTE du 12 décembre 2006.— Me Dominique Calmet, notaire à Papeete, est autorisé à s'absenter de la Polynésie française du 28 décembre 2006 au 10 janvier 2007 inclus et du 1er au 12 février 2007 inclus.

Pendant son absence, M. Michel Delgrossi, pour les périodes du 28 décembre 2006 au 10 janvier 2007 inclus et du 1er au 12 février 2007 inclus, est désigné pour assurer son intérim. Il cessera ses fonctions pour lesquelles il a déjà prêté serment, deux jours après le retour du notaire titulaire.

Par arrêté n° 4331 MTE du 12 décembre 2006.— Me Philippe Clemencet, notaire à Papeete, est autorisé à s'absenter de la Polynésie française du 27 décembre 2006 au 14 janvier 2007 inclus.

Pendant son absence, Mlle Ghislaine Ferrand, pour la période du 27 décembre 2006 au 14 janvier 2007 inclus, est désignée pour assurer son intérim. Elle cessera ses fonctions pour lesquelles elle a déjà prêté serment, deux jours après le retour du notaire titulaire.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ÉLEVAGE ET DES FORÊTS

Par arrêté n° 436 MAE du 7 décembre 2006.— Il est constaté la caducité de l'arrêté n° 2146 MAG du 28 avril 1999 octroyant une aide à M. Teuira Tamu au titre de la dotation pour le développement de l'agriculture.

Il est constaté la caducité de l'arrêté n° 2145 MAG du 28 avril 1999 octroyant une aide à M. Tira Taumu-Tevaeai au titre de la dotation pour le développement de l'agriculture.

Il est constaté la caducité de l'arrêté n° 3218 MAG du 30 juin 1999 octroyant une aide à M. Teumere Tevaerai au titre de la dotation pour le développement de l'agriculture.

Il est constaté la caducité de l'arrêté n° 3225 MAG du 30 juin 1999 octroyant une aide à M. Gilles Tching au titre de la dotation pour le développement de l'agriculture.

Il est constaté la caducité de l'arrêté n° 3226 MAG du 30 juin 1999 octroyant une aide à M. Joseph Chenu au titre de la dotation pour le développement de l'agriculture.

Il est constaté la caducité de l'arrêté n° 5114 MAG du 22 septembre 1999 octroyant une aide à M. Tetu Manea au titre de la dotation pour le développement de l'agriculture.

Il est constaté la caducité de l'arrêté n° 5004 MAG du 20 septembre 1999 octroyant une aide à M. Iohan Neuffer au titre de la dotation pour le développement de l'agriculture.

Il est constaté la caducité de l'arrêté n° 5005 MAG du 20 septembre 1999 octroyant une aide à M. René Taputuarai au titre de la dotation pour le développement de l'agriculture.

Il est constaté la caducité de l'arrêté n° 161 MAG du 14 janvier 1999 octroyant une aide à Mme Edna Tautu au titre de la dotation pour le développement de l'agriculture.

Il est constaté la caducité de l'arrêté n° 184 MAG du 14 janvier 1999 octroyant une aide à M. Gilles Hoatua au titre de la dotation pour le développement de l'agriculture.

Il est constaté la caducité de l'arrêté n° 187 MAG du 14 janvier 1999 octroyant une aide à Mme Lurline Faufaari au titre de la dotation pour le développement de l'agriculture.

Il est constaté la caducité de l'arrêté n° 188 MAG du 14 janvier 1999 octroyant une aide à M. Théodore Pahutoti au titre de la dotation pour le développement de l'agriculture.

**MINISTÈRE DE LA MER, DE LA PÊCHE,
DE L'AQUACULTURE ET DE LA RECHERCHE**

Par arrêté n° 434 MER du 6 décembre 2006.— Conformément à l'article 4 de l'arrêté n° 105 CM du 20 janvier 2005 modifié, des aides individuelles pour compenser la perte de change en dollar américain sont octroyées au bénéficiaire suivant :

- SARL Mekaton : 4 exportations d'octobre 2006 : 6 584,700 kilogrammes net, 97 711 F CFP, soit un montant total de *quatre-vingt-dix-sept mille sept cent onze francs CFP*.

Imputation budgétaire

La dépense est imputée sur le budget de la Polynésie française (service de la pêche, exercice 2006), chapitre 960-50, article 657-865.

Par arrêté n° 435 MER du 6 décembre 2006.— Conformément à l'article 4 de l'arrêté n° 105 CM du 20 janvier 2005 modifié, des aides individuelles pour compenser la perte de change en dollar américain sont octroyées au bénéficiaire suivant :

- SARL Pacific Tuna : 5 exportations d'octobre 2006 : 6 521 kilogrammes net, 97 964 F CFP, soit un montant total de *quatre-vingt-dix-sept mille neuf cent soixante-quatre francs CFP*.

Imputation budgétaire

La dépense est imputée sur le budget de la Polynésie française (service de la pêche, exercice 2006), chapitre 960-50, article 657-865.

Par arrêté n° 436 MER du 6 décembre 2006.— Conformément à l'article 4 de l'arrêté n° 105 CM du 20 janvier 2005 modifié, des aides individuelles pour compenser la perte de change en dollar américain sont octroyées au bénéficiaire suivant :

- SARL Tahiti Nui Product : 5 exportations d'octobre 2006 : 13 147 kilogrammes net, 203 337 F CFP, soit un montant total de *deux cent trois mille trois cent trente-sept francs CFP*.

Imputation budgétaire

La dépense est imputée sur le budget de la Polynésie française (service de la pêche, exercice 2006), chapitre 960-50, article 657-865.

Par arrêté n° 437 MER du 7 décembre 2006.— Conformément à l'article 4 de l'arrêté n° 1051 CM du 22 septembre 2006, des aides individuelles pour l'achat de petits matériels de pêche lagonaire sont octroyées aux bénéficiaires suivants :

1° M. Raymond Matehau, né le 3 juin 1967 à Papeete : *fournisseur* : Nautisport, Tahiti Sport SA : 138 808 F CFP ; *total aide* : 138 808 F CFP ;

2° M. Martin Tiahoru Taerea, né le 22 juin 1984 à Afaahiti : *fournisseur* : Nautisport, Tahiti Sport SA : 124 005 F CFP ; *total aide* : 124 005 F CFP ;

3° M. Mike Teiva Temariiauma, né le 14 novembre 1980 à Afaahiti : *fournisseur* : Nautisport, Tahiti Sport SA : 100 912 F CFP ; *total aide* : 100 912 F CFP ;

4° M. Dominique Teva-Nui Marere, né le 2 juillet 1977 à Taravao : *fournisseur* : Nautisport, Tahiti Sport SA : 140 040 F CFP ; *total aide* : 140 040 F CFP ;

5° M. Touafeuu André Rohi, né le 25 avril 1961 à Tahuata : *fournisseur* : Nautisport, Tahiti Sport SA : 120 772 F CFP ; *total aide* : 120 772 F CFP ;

6° M. Adrien Heipua Teriinohorai, né le 1er mars 1964 à Pirae : *fournisseur* : Nautisport, Tahiti Sport SA : 129 565 F CFP ; *total aide* : 129 565 F CFP ;

7° M. Gaston Tehina, né le 12 mai 1979 à Afaahiti : *fournisseur* : Nautisport, Tahiti Sport SA : 111 152 F CFP ; *total aide* : 111 152 F CFP ;

8° M. Joinville Hinarai Paofai, né le 12 décembre 1962 à Papeete : *fournisseur 1* : Nautisport, Tahiti Sport SA : 16 192 F CFP ; *fournisseur 2* : Pacific Sub : 96 836 F CFP ; *total aide* : 113 028 F CFP ;

9° M. Viriamu Georges Faatahe, né le 18 septembre 1985 à Afaahiti : *fournisseur* : Tahiti Nautic Center : 150 000 F CFP ; *total aide* : 150 000 F CFP ;

10° M. Tapiheura Sylvain Metua, né le 23 mai 1980 à Afaahiti : *fournisseur* : Nautisport, Tahiti Sport SA : 149 168 F CFP ; *total aide* : 149 168 F CFP ;

11° M. Taumataura Tahitorai, né le 22 mars 1983 à Afaahiti : *fournisseur* : Nautisport, Tahiti Sport SA : 148 249 F CFP ; *total aide* : 148 249 F CFP ;

12° M. Vehi Tuatahi Tau, né le 9 octobre 1985 à Afaahiti : *fournisseur* : Nautisport, Tahiti Sport SA : 150 000 F CFP ; *total aide* : 150 000 F CFP ;

13° M. Hiroana Redgie Pihaatae, né le 14 octobre 1967 à Afaahiti : *fournisseur* : Nautisport, Tahiti Sport SA : 135 047 F CFP ; *total aide* : 135 047 F CFP ;

14° Mlle Heipua Paaeho, née le 29 décembre 1968 à Afaahiti : *fournisseur* : Nautisport, Tahiti Sport SA : 138 751 F CFP ; *total aide* : 138 751 F CFP ;

15° M. Tahito Tetuanui, né le 20 mars 1937 à Faaone : *fournisseur* : Nautisport, Tahiti Sport SA : 139 389 F CFP ; *total aide* : 139 389 F CFP ;

16° M. Moïse Heifara Tiroa, né le 21 avril 1973 à Afaahiti : *fournisseur* : Nautisport, Tahiti Sport SA : 118 678 F CFP ; *total aide* : 118 678 F CFP ;

17° M. Paul Teivao, né le 30 septembre 1966 à Papeete : *fournisseur* : Nautisport, Tahiti Sport SA : 139 389 F CFP ; *total aide* : 139 389 F CFP ;

18° Mme Marcelle Pito veuve Pifao, née le 4 janvier 1949 à Papeete : *fournisseur* : Nautisport, Tahiti Sport SA : 150 000 F CFP ; *total aide* : 150 000 F CFP ;

19° M. Jean-Claude Paulo Alvarez, né le 25 mai 1950 à Takarua : *fournisseur* : Nautisport, Tahiti Sport SA : 111 486 F CFP ; *total aide* : 111 486 F CFP ;

20° M. Hans Teuhi, né le 1er juin 1979 à Papeete : *fournisseur* : Nautisport, Tahiti Sport SA : 147 394 F CFP ; *total aide* : 147 394 F CFP.

Soit un montant total général pour l'aide de 2 655 833 F CFP (deux millions six cent cinquante-cinq mille huit cent trente-trois francs CFP).

Imputation budgétaire

La dépense est imputée sur le budget de la Polynésie française (service de la pêche, exercice 2006), chapitre 960-50, article 657-865.

Par arrêté n° 438 MER du 7 décembre 2006.

Conformément à l'article 4 de l'arrêté n° 1051 CM du 22 septembre 2006, des aides individuelles pour l'achat de petits matériels de pêche lagonaire sont octroyées aux bénéficiaires suivants :

1° M. Alain Tchoung Yao, né le 22 septembre 1966 à Mahaena : *fournisseur* : Ets Aming : 104 214 F CFP ; *total aide* : 104 214 F CFP ;

2° M. Bernard Teihotua Tehaamana Mauahiti, né le 12 janvier 1949 à Maupiti : *fournisseur* : EURL Chez Rémy : 146 970 F CFP ; *total aide* : 146 970 F CFP ;

3° M. Manutahi Alberto Raioho Tapuhiro, né le 27 novembre 1948 à Maupiti : *fournisseur* : EURL Chez Rémy : 148 070 F CFP ; *total aide* : 148 070 F CFP ;

4° M. Ui Teriihaunui, né le 15 décembre 1938 à Maupiti : *fournisseur* : EURL Chez Rémy : 146 170 F CFP ; *total aide* : 146 170 F CFP ;

5° M. Théodore Taaana Tefaana, né le 17 novembre 1943 à Papetoai : *fournisseur* : Nautisport, Tahiti Sport SA : 150 000 F CFP ; *total aide* : 150 000 F CFP ;

6° M. Dominique Teriitahi, né le 10 septembre 1965 à Uturoa : *fournisseur* : EURL Chez Rémy : 147 960 F CFP ; *total aide* : 147 960 F CFP ;

7° M. Heinui Teuira, né le 11 novembre 1981 à Afaahiti : *fournisseur* : Nautisport, Tahiti Sport SA : 110 048 F CFP ; *total aide* : 110 048 F CFP ;

8° M. Ernest Tauniua Rochette, né le 15 octobre 1952 à Uturoa : *fournisseur* : Ets Aming : 102 546 F CFP ; *total aide* : 102 546 F CFP ;

9° M. Jérôme Miri Pani, né le 28 février 1973 à Papeete : *fournisseur* : Nautisport, Tahiti Sport SA : 146 734 F CFP ; *total aide* : 146 734 F CFP ;

10° Mme Solange Maire Tatarata épouse Paaeho, née le 10 mai 1968 à Afaahiti : *fournisseur* : Nautisport, Tahiti Sport SA : 107 649 F CFP ; *total aide* : 107 649 F CFP ;

11° M. Steeve Matuanui Teivao, né le 30 mars 1982 à Afaahiti : *fournisseur* : Nautisport, Tahiti Sport SA : 137 519 F CFP ; *total aide* : 137 519 F CFP ;

12° Mlle Maiana Temahuki, née le 8 mai 1984 à Afaahiti : *fournisseur 1* : Sin Tung Hing - Ace Taravao : 119 994 F CFP ; *fournisseur 2* : Ets Aming : 10 765 F CFP ; *total aide* : 130 759 F CFP ;

13° Mlle Alvaretta Pairu Alvarez, née le 28 août 1984 à Afaahiti : *fournisseur 1* : Sin Tung Hing - Ace Taravao : 119 994 F CFP ; *fournisseur 2* : Ets Aming : 10 765 F CFP ; *total aide* : 130 759 F CFP ;

14° Mme Denise Tina Toheira épouse Teuira, née le 8 septembre 1956 à Pueu : *fournisseur* : Ets Aming : 79 984 F CFP ; *total aide* : 79 984 F CFP ;

15° M. Bruno Neuffer, né le 25 septembre 1957 à Uturoa : *fournisseur* : Galeries Puchon : 149 246 F CFP ; *total aide* : 149 246 F CFP ;

16° M. Jean-François Utarii Tutavae, né le 22 août 1974 à Maupiti : *fournisseur* : Galeries Puchon : 149 601 F CFP ; *total aide* : 149 601 F CFP ;

17° M. Constant Aririma Mauahiti, né le 18 février 1959 à Maupiti : *fournisseur* : Galeries Puchon : 149 189 F CFP ; *total aide* : 149 189 F CFP ;

18° M. Tuatini Ringo Tapuhiro, né le 11 juin 1973 à Maupiti : *fournisseur* : Galeries Puchon : 146 010 F CFP ; *total aide* : 146 010 F CFP ;

19° M. Sandy Alfred Tauvirai, né le 10 mai 1974 à Maupiti : *fournisseur* : Galeries Puchon : 134 906 F CFP ; *total aide* : 134 906 F CFP ;

20° M. Henri Christian Thibral, né le 9 septembre 1941 à Paris : *fournisseur 1* : Ets Aming : 47 940 F CFP ; *fournisseur 2* : STH Marine SA : 100 826 F CFP ; *total aide* : 148 766 F CFP.

Soit un montant total général pour l'aide de 2 667 100 F CFP (deux millions six cent soixante-sept mille cent francs CFP).

Imputation budgétaire

La dépense est imputée sur le budget de la Polynésie française (service de la pêche, exercice 2006), chapitre 960-50, article 657-865.

Par arrêté n° 439 MER du 7 décembre 2006.

Conformément à l'article 4 de l'arrêté n° 1051 CM du 22 septembre 2006, des aides individuelles pour l'achat de petits matériels de pêche lagonaire sont octroyées aux bénéficiaires suivants :

1° M. Tetavahi Pou Temariki, né le 17 juin 1948 à Arutua : *fournisseur* : Nautisport, Tahiti Sport SA : 150 000 F CFP ; *total aide* : 150 000 F CFP ;

2° M. Jean-Pierre Ararui, né le 18 février 1973 à Pirae : *fournisseur 1* : Sin Tung Hing Marine SA : 11 046 F CFP ; *fournisseur 2* : Ets Aming : 45 925 F CFP ; *fournisseur 3* : Nautisport, Tahiti Sport SA : 92 247 F CFP ; *total aide* : 149 218 F CFP ;

3° Tuamea Mihaera Tapi, née le 18 septembre 1957 à Kauehi : *fournisseur* : Nautisport, Tahiti Sport SA : 150 000 F CFP ; *total aide* : 150 000 F CFP ;

4° M. Joseph Barsinas, né le 1er juin 1972 à Papeete : *fournisseur* : Sin Tung Hing Marine SA : 63 501 F CFP ; *fournisseur* 2 : Nautisport, Tahiti Sport SA : 85 324 F CFP ; *total aide* : 148 825 F CFP ;

5° M. Henere Mamia Tahitoterai, né le 9 septembre 1984 à Rangiroa : *fournisseur* : Nautisport, Tahiti Sport SA : 150 000 F CFP ; *total aide* : 150 000 F CFP ;

6° M. Mihimana Emmanuel Naea Labaste, né le 8 mai 1982 à Papeete : *fournisseur* : Nautisport, Tahiti Sport SA : 149 794 F CFP ; *total aide* : 149 794 F CFP ;

7° M. Terautahi Sébastien Sandford, né le 4 novembre 1984 à Afaahiti : *fournisseur* : Nautisport, Tahiti Sport SA : 150 000 F CFP ; *total aide* : 150 000 F CFP ;

8° M. Wilfred Tehererauti Patii, né le 12 juin 1986 à Tubuai : *fournisseur* : Tubuai Center : 149 050 F CFP ; *total aide* : 149 050 F CFP ;

9° M. Oanua Hauata, né le 6 février 1958 à Tubuai : *fournisseur* : Tubuai Center : 148 400 F CFP ; *total aide* : 148 400 F CFP ;

10° M. Ganahoa Maro, né le 9 mars 1956 à Vairaatea : *fournisseur* : Nautisport, Tahiti Sport SA : 149 123 F CFP ; *total aide* : 149 123 F CFP ;

11° M. Tom Tapufaira Tahutini, né le 15 mars 1957 à Afaahiti : *fournisseur* : Nautisport, Tahiti Sport SA : 148 892 F CFP ; *total aide* : 148 892 F CFP ;

12° M. Marcus Teriitua Teuira, né le 28 mai 1975 à Afaahiti : *fournisseur* : Nautisport, Tahiti Sport SA : 148 892 F CFP ; *total aide* : 148 892 F CFP ;

13° M. Manarii Teuira, né le 17 juin 1948 à Teahupoo : *fournisseur* : Nautisport, Tahiti Sport SA : 148 892 F CFP ; *total aide* : 148 892 F CFP ;

14° M. Edgar Tauhere Tanematea, né le 31 mars 1968 à Afaahiti : *fournisseur* : Nautisport, Tahiti Sport SA : 148 892 F CFP ; *total aide* : 148 892 F CFP ;

15° M. Arsène Tevaria Tanematea, né le 17 juillet 1972 à Afaahiti : *fournisseur* : Nautisport, Tahiti Sport SA : 148 892 F CFP ; *total aide* : 148 892 F CFP ;

16° M. Daniel Thomasi Marere, né le 22 novembre 1969 à Afaahiti : *fournisseur* : Nautisport, Tahiti Sport SA : 148 216 F CFP ; *total aide* : 148 216 F CFP ;

17° M. Rooterii Gilbert Faura, né le 29 mars 1967 à Papeete : *fournisseur* : Nautisport, Tahiti Sport SA : 149 150 F CFP ; *total aide* : 149 150 F CFP ;

18° M. Fredo Villierme, né le 20 octobre 1965 à Papeete : *fournisseur* : Nautisport, Tahiti Sport SA : 149 997 F CFP ; *total aide* : 149 997 F CFP ;

19° M. Auguste Cheung Piou, né le 28 avril 1952 à Mahina : *fournisseur* : Nautisport, Tahiti Sport SA : 150 000 F CFP ; *total aide* : 150 000 F CFP ;

20° Mlle Vaimaho Miriama Tiapatai, née le 5 novembre 1986 à Papeete : *fournisseur* : Ets Aming : 148 957 F CFP ; *total aide* : 148 957 F CFP.

Soit un montant total général pour l'aide de 2 985 190 F CFP (deux millions neuf cent quatre-vingt-cinq mille cent quatre-vingt-dix francs CFP).

Imputation budgétaire

La dépense est imputée sur le budget de la Polynésie française (service de la pêche, exercice 2006), chapitre 960-50, article 657-865.

Par arrêté n° 440 MER du 8 décembre 2006.— Conformément à l'article 4 de l'arrêté n° 1051 CM du 22 septembre 2006, des aides individuelles pour compenser la perte de change en dollar américain sont octroyées au bénéficiaire suivant :

- SARL Pacific Tuna : 5 exportations de novembre 2006 : 5 096 kilogrammes net, 79 204 F CFP, soit un montant total de soixante-dix-neuf mille deux cent quatre francs CFP.

Imputation budgétaire

La dépense est imputée sur le budget de la Polynésie française (service de la pêche, exercice 2006), chapitre 960-50, article 657-865.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT ET DE LA QUALITÉ DE LA VIE

ARRETE n° 64 MDD/ENV du 8 décembre 2006 portant ouverture de l'enquête de commodo et incommodo n° 06-35 ENV/IC dans les communes de Faa'a et de Papeete dans le cadre de la demande d'autorisation formulée par la société SA des hôtels tahitiens pour exploiter un enclos technique (installation classée pour la protection de l'environnement).

Le ministre du développement durable, de l'environnement, de l'aménagement et de la qualité de la vie, chargé de la prévention des risques naturels,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2 PR du 7 mars 2005 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 9 PR du 11 mars 2005 modifié relatif aux attributions du ministre du développement durable, de l'environnement, de l'aménagement et de la qualité de la vie, chargé de la prévention des risques naturels ;

Vu l'arrêté n° 39 MDD du 13 juillet 2006 portant délégation de signature à M. Pierre Coissac, directeur de l'environnement, et à certains des agents de la direction de l'environnement ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu la demande enregistrée sous le n° 06-35 ENV/IC et formulée par la société SA des hôtels tahitiens, représentée par M. Louis Wane,

Arrête :

Article 1er.— Conformément aux articles A. 222-4 et suivants du code de l'environnement de la Polynésie française, une enquête de commodo et incommodo est ouverte du lundi 8 janvier au jeudi 8 février 2007 dans les communes de Faa'a et de Papeete dans le cadre de la demande d'autorisation d'exploiter l'installation classée pour la protection de l'environnement suivante :

- demande d'autorisation d'exploiter un enclos technique formulée par la société SA des hôtels tahitiens, représentée par M. Louis Wane ;
- numéro d'inscription au registre : 06-35 ENV/IC ;
- localisation : terre Avae, Faa'a.

Art. 2.— La mairie de Faa'a est désignée comme siège de l'enquête. Pendant les heures d'ouverture au public de la mairie, le public peut prendre connaissance du dossier et formuler ses observations dans le registre ouvert à cet effet.

Art. 3.— M. Gérard Trousson est désigné commissaire enquêteur et se tient à la disposition du public à la mairie les jours suivants :

- mardi 16 janvier 2007 de 8 h 30 à 11 h 30 ;
- mardi 23 janvier 2007 de 8 h 30 à 11 h 30 ;
- mardi 30 janvier 2007 de 8 h 30 à 11 h 30 ;
- mardi 6 février 2007 de 8 h 30 à 11 h 30.

Art. 4.— L'avis au public relatif à cette enquête est affiché à la mairie, siège de l'enquête, par les soins du maire de Faa'a.

L'avis est également affiché à la mairie de Papeete par les soins du député-maire de Papeete.

L'avis est également affiché à proximité de l'installation, le long des voies de circulation principales et secondaires.

L'affichage est effectif avant l'ouverture de la présente enquête.

L'accomplissement de cet affichage est certifié par les maires de Faa'a et de Papeete.

Art. 5.— Le maire de Faa'a peut donner son avis sur la demande d'autorisation d'exploiter l'installation dès l'ouverture de l'enquête.

Art. 6.— Le député-maire de Papeete peut donner son avis sur la demande d'autorisation d'exploiter l'installation dès l'ouverture de l'enquête.

Art. 7.— Le directeur de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 décembre 2006.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur de l'environnement,
Pierre COISSAC.

**MINISTÈRE DES PETITES
ET MOYENNES ENTREPRISES
ET DE L'INDUSTRIE**

Par arrêté n° 15 MPI du 7 décembre 2006.— Dans le cadre du dispositif d'aide à la création ou au développement d'entreprises, les entreprises désignées ci-après sont attributaires des aides suivantes :

Identité du bénéficiaire	Dénomination de l'entreprise	N° TAHITI	Montant de l'aide accordée	Frais de stage initiation gestion entreprise
Ariioehau Rava	-	767020	600 000	-
Boccardo Laurent	-	785923	300 000	-
Bouriau Pascale	-	756023	250 000	-
Connan Grégory	-	468645	600 000	-
Faraire Finau	-	782219	200 000	-
Fauura Béa Hilida	-	795302	600 000	-
Itchner Stephen	Poissonerie Bahia	779116	900 000	-
Meunier Herenui	-	-	-	-
Stéphane	-	781138	900 000	-
Opuu-Faauru Oaro	-	078295	450 000	-
Peue Mathilde	Tahi Hei	726141	2 500 000	-
Pont Edmundo	-	749846	900 000	33 000
Rodière Teikimoeani	Ent. Rod	705897	500 000	24 000
Royer Madeleine	-	192286	280 000	24 000
Sanford Robert	-	784900	300 000	-
Tata Lorenza	-	634725	500 000	-
Tahuhuatama Moana Nui	-	794966	600 000	-
Tefaaite Toti Agnès	-	-	-	-
Raitupu	-	776336	500 000	-
Tehuritaau Vatea	-	768317	600 000	24 000
Tepau Régine	-	716183	300 000	24 000
Terakauhau Teta	-	285692	400 000	-
Teriiaetoolo Roland	Ent. Naga Transport	789396	2 500 000	-
Teriiahapuaire Miriama	-	472779	450 000	-
Tumarae Frédéric	-	779363	500 000	-
Utia Elvis	-	777144	1 000 000	24 000
Bodinier Bruno	-	369546	600 000	-
Teatitu Vaimiti	-	796680	250 000	-
Tupana Gilles	-	678957	-	24 000
Total aides IDV			11 880 000	
Total aides ISLV			1 950 000	
Total aides Australes			500 000	
Total aides Tuamotu			2 900 000	
Total aides Marquises			250 000	
Total aides			17 480 000	
Total frais de stage				177 000

Les aides dont le montant s'élève à dix-sept millions quatre cent quatre-vingt mille francs CFP (17 480 000 F CFP) et les frais de stage d'initiation à la gestion d'entreprise dont le montant s'élève à cent soixante-dix-sept mille francs CFP (177 000 F CFP) sont à imputer au chapitre 914, autorisation de programme 132-2000, AE 178-2001 "Aide à la création ou au développement des entreprises", article 130.

Les entreprises doivent, dans les douze mois qui suivent le versement de la subvention, produire les justificatifs auprès du service du développement de l'industrie et des métiers de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté. A défaut de production de justificatifs ou dans le cas où la subvention a reçu une destination n'entrant pas le cadre du projet présenté, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette subvention.

**MINISTÈRE DES POSTES
ET TELECOMMUNICATIONS
ET DE LA PERLICULTURE**

Par arrêté n° 374 MPP/SPT du 6 décembre 2006.— La société Tikiphone (RC 5056 B, n° TAHITI 294314), représentée par son directeur général M. Yannick Teriierooiterai, est autorisée à établir un réseau radioélectrique et procéder à des tests dans le cadre d'un projet de déploiement d'un réseau de télécommunication mobile.

Les fréquences 1965.4 MHz et 2155.4 MHz sont assignées à titre temporaire à la société Tikiphone.

Le réseau autorisé est un réseau radioélectrique permettant d'offrir un service de télécommunication mobile utilisant la technologie UMTS, conformément à la réservation de fréquence définie ci-dessus.

Les plans et détails techniques de ce réseau sont conservés par le service en charge des télécommunications.

Le titulaire de l'autorisation fera assurer la mise en œuvre et la maintenance de ses installations conformément à la réglementation et aux normes en vigueur.

Il est responsable du fonctionnement de son réseau et prend en ce sens toutes les mesures utiles.

Le titulaire de l'autorisation accorde toute facilité à l'administration afin de recueillir directement ou indirectement toute information relative à son installation.

Nonobstant les éventuelles sanctions prévues par les articles D. 214-2 et D. 214-4 du code des postes et télécommunications, il est procédé à la suppression de l'autorisation dans les cas suivants :

- usage non conforme au présent cahier des charges ;
- modification des caractéristiques du réseau qui n'a pas fait l'objet d'une autorisation.

La présente autorisation, personnelle et incessible, est délivrée pour une durée de six (6) mois à compter de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Par arrêté n° 375 MPP/PRL du 8 décembre 2006.— L'article 2 de l'arrêté n° 179 MRN du 21 octobre 2004 relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole au bénéfice de Mme Maria Urarii épouse Mahaa, à l'usage de son exploitation perlicole sise aux Gambier, commune des Gambier, est modifié ainsi qu'il suit :

"L'agrément porte sur une quantité maximale annuelle fixée à 3 200 litres d'essence sans plomb et à 1 000 litres de gazole."

Par arrêté n° 376 MPP/PRL du 8 décembre 2006.— L'article 2 de l'arrêté n° 123 MRN du 19 octobre 2004 relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole au bénéfice de M. Kwang Hong dit Frédéric Koan, à l'usage de son exploitation perlicole sise à Takaroa, commune de Takaroa, est modifié ainsi qu'il suit :

"L'agrément porte sur une quantité maximale annuelle fixée à 3 400 litres d'essence sans plomb et à 1 400 litres de gazole."

Par arrêté n° 377 MPP/PRL du 8 décembre 2006.— L'article 1er de l'arrêté n° 266 MER/PRL du 11 août 2005 relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole au bénéfice de Mlle Evelyne Ragitake Tinirau, à l'usage de son exploitation perlicole sise à Takaroa, commune de Takaroa, est modifié ainsi qu'il suit :

Au lieu de : "Takaroa" ;
Lire : "Takapoto".

Par arrêté n° 378 MPP/PRL du 8 décembre 2006.— L'article 2 de l'arrêté n° 465 MER/PRL du 21 octobre 2005 relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole au bénéfice de Mme Lyn Maire Pang Fat, à l'usage de son exploitation perlicole sise à Ahe, commune de Manihi, est modifié ainsi qu'il suit :

"L'agrément porte sur une quantité maximale annuelle fixée à 9 800 litres d'essence sans plomb et à 10 200 litres de gazole."

Par arrêté n° 379 MPP/PRL du 8 décembre 2006.— A compter de la publication du présent arrêté, il est accordé à la SCA Heipoehani, titulaire des cartes de producteur de perles de culture de Tahiti et de producteur d'huîtres perlières à échéance du 7 août 2011, une réduction sur le prix de l'essence sans plomb utilisée dans le cadre de ses activités.

L'agrément porte sur une quantité maximale annuelle fixée à 4 200 litres d'essence sans plomb qui pourra être révisée chaque année.

Par arrêté n° 380 MPP du 11 décembre 2006.— L'arrêté n° 545 PR du 3 mars 2004 portant renouvellement et régularisation du dépassement de superficie de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole et de l'implantation d'une maison d'exploitation et de greffe au profit de la coopérative Rava Here sise aux Gambier, commune des Gambier, est abrogé à compter de la date du présent arrêté.

Les lieux devront être remis en leur état primitif avant restitution au domaine public territorial.

Par arrêté n° 381 MPP/PRL du 12 décembre 2006.— L'article 2 de l'arrêté n° 481 MER/PRL du 21 octobre 2005 portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole au bénéfice de la SCA Vaihi Poe, à l'usage de son exploitation perlicole sise à Raiatea, commune de Taputapuataea, est modifié ainsi qu'il suit :

"L'agrément porte sur une quantité maximale annuelle fixée à 3 150 litres d'essence sans plomb et à 200 litres de gazole."

Par arrêté n° 382 MPP/PRL du 12 décembre 2006.— L'article 2 de l'arrêté n° 164 MRN du 21 octobre 2004 portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole au bénéfice de M. Augustin Hapipi, à l'usage de son exploitation perlicole sise à Takaroa, commune de Takaroa, est modifié ainsi qu'il suit :

"L'agrément porte sur une quantité maximale annuelle fixée à 5 000 litres d'essence sans plomb et à 3 600 litres de gazole."

Par arrêté n° 383 MPP/PRL du 12 décembre 2006.— L'article 2 de l'arrêté n° 1202 PR du 19 mai 2004 modifié portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole au bénéfice de M. Makiroto Eugène Maifano, à l'usage de son exploitation perlicole sise à Ahe, commune de Manihi, est modifié ainsi qu'il suit :

“L’agrément porte sur une quantité maximale annuelle fixée à 6 600 litres d’essence sans plomb et à 3 800 litres de gazole.”

Par arrêté n° 384 MPP/PRL du 12 décembre 2006.— L’article 2 de l’arrêté n° 53 MER/PRL du 13 mai 2005 portant agrément à réduction sur le prix de l’essence sans plomb et du gazole au bénéfice de M. Anthony Maona Wong Sang, à l’usage de son exploitation perlicole sise à Rangiroa, commune de Rangiroa, est modifié ainsi qu’il suit :

“L’agrément porte sur une quantité maximale annuelle fixée à 3 200 litres d’essence sans plomb.”

Par arrêté n° 385 MPP/PRL du 12 décembre 2006.— L’article 2 de l’arrêté n° 461 MER/PRL du 18 octobre 2005 portant agrément à réduction sur le prix de l’essence sans plomb et du gazole au bénéfice de Mlle Sabrina Feiautini Huhina, à l’usage de son exploitation perlicole sise à Ahe, commune de Manihi, est modifié ainsi qu’il suit :

“L’agrément porte sur une quantité maximale annuelle fixée à 2 400 litres d’essence sans plomb et à 1 600 litres de gazole.”

Par arrêté n° 386 MPP/PRL du 12 décembre 2006.— L’article 2 de l’arrêté n° 586 MER/PRL du 24 novembre 2005 portant agrément à réduction sur le prix de l’essence sans plomb et du gazole au bénéfice de M. Joseph Joussin, à l’usage de son exploitation perlicole sise à Kaukura, commune de Arutua, est modifié ainsi qu’il suit :

“L’agrément porte sur une quantité maximale annuelle fixée à 3 200 litres d’essence sans plomb.”

Par arrêté n° 387 MPP/PRL du 12 décembre 2006.— L’article 2 de l’arrêté n° 162 MRN du 21 octobre 2004 modifié portant agrément à réduction sur le prix de l’essence sans plomb et du gazole au bénéfice de la SCA Maruata Perles, à l’usage de son exploitation perlicole sise à Ahe, commune de Manihi, est modifié ainsi qu’il suit :

“L’agrément porte sur une quantité maximale annuelle fixée à 8 200 litres d’essence sans plomb et à 4 400 litres de gazole.”

Par arrêté n° 388 MPP/PRL du 12 décembre 2006.— L’article 2 de l’arrêté n° 107 MRN du 19 octobre 2004 portant agrément à réduction sur le prix de l’essence sans plomb et du gazole au bénéfice de M. Huguot Aiho, à l’usage de son exploitation perlicole sise à Tahaa, commune de Tahaa, est modifié ainsi qu’il suit :

“L’agrément porte sur une quantité maximale annuelle fixée à 2 250 litres d’essence sans plomb et à 220 litres de gazole.”

Par arrêté n° 389 MPP/PRL du 12 décembre 2006.— L’article 2 de l’arrêté n° 157 MRN du 21 octobre 2004 portant agrément à réduction sur le prix de l’essence sans plomb et du gazole au bénéfice de M. Patrice Teakarotu, à l’usage de son exploitation perlicole sise aux Gambier, commune des Gambier, est modifié ainsi qu’il suit :

“L’agrément porte sur une quantité maximale annuelle fixée à 16 000 litres d’essence sans plomb et à 6 000 litres de gazole.”

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DES ARCHIPELS

Par arrêté n° 14 MDA du 12 décembre 2006.— Pour compter du 1er septembre 2006, Mlle Ghislaine Tepoe Salmon, rédacteur, 3e échelon en fonction à la circonscription des îles Australes depuis le 1er septembre 2006, est nommée en qualité de responsable de la cellule des finances et de la comptabilité de la circonscription des îles Australes.

ARRETES DU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

ARRETE n° A 103-2006 APF/SG du 8 décembre 2006 portant nomination de M. Mouillot Toofa Taeaetua aux fonctions de chef du service de l'accueil, de la sécurité et du transport de l'assemblée de la Polynésie française.

Le président de l’assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d’autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d’autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-111 APF du 29 décembre 2004 portant statut du personnel de l’assemblée de la Polynésie française ;

Vu l’arrêté n° 6-2005 Prés.APF/SG du 18 janvier 2005 modifié portant organisation des services de l’assemblée de la Polynésie française ;

Vu l’arrêté n° 19-2006 APF/SG du 13 avril 2006 prenant acte de l’élection du président de l’assemblée de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er. — M. Mouillot Toofa Taeaetua est nommé chef du service de l’accueil, de la sécurité et du transport de l’assemblée de la Polynésie française, à compter du 8 décembre 2006.

Art. 2. — Le présent arrêté sera notifié à l’intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 décembre 2006.
Philip SCHYLE.

ARRETE n° A 104-2006 APF/SG/SRH du 11 décembre 2006 portant intégration de M. Philippe At-Sé, agent contractuel relevant de la convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration de la Polynésie française, dans le corps d'emplois des administrateurs du statut du personnel de l'assemblée de la Polynésie française.

Le président de l’assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d’autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d’autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-111 APF du 29 décembre 2004 portant statut du personnel de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 19-2006 APF/SG du 13 avril 2006 prenant acte de l'élection du président de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la demande de l'intéressé en date du 2 octobre 2006 ;

Vu la notification de l'intéressé en date du 8 décembre 2006 ;

Vu l'acceptation de l'intéressé en date du 8 décembre 2006,

Arrête :

Article 1er.— M. Philippe At-Sé, agent contractuel de 1^{re} catégorie, est intégré dans le corps d'emplois des administrateurs du statut du personnel de l'assemblée de la Polynésie française, au grade d'administrateur principal, à compter du 7 décembre 2006.

Art. 2.— Un arrêté individuel précisera les conditions de classement dans le corps d'emplois des administrateurs du statut du personnel de l'assemblée de la Polynésie française.

Art. 3.— Le secrétaire général de l'assemblée de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 décembre 2006.
Philip SCHYLE.

ACTES DU CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL

AVIS n° 30-2006 du 7 décembre 2006 sur la proposition de loi du pays portant statut de la mutualité en Polynésie française.

Rapporteur : Charlie Gibeaux.

Le Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française, conformément à l'article 151 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française,

Vu la saisine n° 4327-2006 APF/SG/SS/met en date du 9 novembre 2006 du président de l'assemblée de la Polynésie française, réceptionnée le 9 novembre 2006, sollicitant l'avis du CESC, dans un délai d'un mois selon la procédure prévue à l'article 151 *in fine* de la loi statutaire, sur la proposition de loi du pays portant statut de la mutualité en Polynésie française ;

Vu la décision du bureau réuni le 13 novembre 2006 ;

Vu le projet d'avis de la commission en date du 28 novembre 2006,

A adopté lors de la séance plénière du 7 décembre 2006 l'avis dont la teneur suit :

I - OBJET DE LA SAISINE

La présente saisine soumise à l'avis du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française, a pour objet l'examen de la proposition de loi du pays portant statut de la mutualité en Polynésie.

II - OBSERVATIONS ET PROPOSITIONS

1 - Rôle et missions des mutuelles

D'abord, il est essentiel de retenir, comme il est rappelé dans le premier article de la proposition de loi du pays, que les mutuelles sont des personnes morales de droit privé à but non lucratif. En effet, à la différence des sociétés commerciales, les mutuelles n'ont pas vocation à réaliser des profits et n'ont pas d'actionnaires à rémunérer. En revanche, elles réinvestissent leurs éventuels excédents en offrant par exemple de meilleurs services et prestations au bénéfice de leurs adhérents.

Les mutuelles sont des organismes regroupant des personnes autour d'un projet commun basé sur les principes de solidarité et d'entraide entre les membres. La solidarité est en effet l'une des valeurs fondamentales du mouvement mutualiste.

L'objectif des mutuelles est "de contribuer au développement culturel, moral, intellectuel et physique de leurs adhérents et à l'amélioration de leurs conditions de vie". Les domaines d'activités des mutuelles sont énumérés de façon précise à l'article premier du projet de texte et concernent notamment la couverture des risques liés à la maladie, aux accidents, au handicap, à la vieillesse, à la perte d'emploi, etc.

Les mutuelles fonctionnent grâce aux cotisations versées par leurs adhérents. L'adhésion à une mutuelle est un acte individuel basé sur le volontariat. Ainsi, une mutuelle de santé n'a pas pour but de "remplacer la CPS". Contrairement à la Caisse de prévoyance sociale qui gère les régimes de protection sociale obligatoires du pays, les mutuelles lorsqu'elles visent l'amélioration de la couverture sociale, interviennent uniquement en complément des régimes obligatoires de la CPS.

Les organismes mutualistes ayant leur siège en Polynésie française sont très peu nombreux. Par contre, il est fréquent que des salariés de corps professionnels tels que les fonctionnaires de l'éducation nationale et les personnels militaires soient des adhérents à des mutuelles nationales.

2 - Nécessité de rénover le cadre réglementaire de 1959

Les mutuelles polynésiennes sont régies aujourd'hui encore par la "délibération n° 59-50 portant statut de la mutualité dans le territoire de la Polynésie française". Ce statut n'a jamais été mis à jour et de ce fait, il n'est plus adapté aux réalités économiques et sociales actuelles. Or, comme il est rappelé dans l'exposé des motifs, le droit de la mutualité a beaucoup évolué depuis cinquante ans.

De plus, compte tenu de la taille de la population polynésienne, les mutuelles locales ont tout à gagner à "s'adosser" à de grandes mutuelles nationales dont l'assise financière résultant du regroupement de millions de cotisants permet d'offrir des prestations avantageuses à leurs adhérents.

Le CESC est donc favorable à ce que le cadre réglementaire local soit rénové et harmonisé au regard de la législation nationale, et apprécie qu'il ne soit pas une "transposition pure et simple du droit métropolitain".

Le conseil note que la proposition de loi du pays est beaucoup plus exhaustive que la délibération de 1959, au regard notamment des modalités de contrôle administratif et financier des mutuelles, et des sanctions.

L'examen détaillé des quarante trois articles du projet de texte n'appelle pas d'observations particulières du CESC, excepté à l'article 19. Le conseil estime en effet que le délai imposé aux mutuelles pour adresser les pièces énumérées dans cet article à l'autorité compétente, est trop court. Il recommande donc de remplacer l'expression : "dans les trois premiers mois de chaque année civile" par : "dans les six premiers mois de chaque année civile".

III - CONCLUSION

Convaincu du rôle grandissant que les mutuelles seront appelées à jouer de par leur contribution notamment à l'amélioration de la protection sociale de la population polynésienne, le Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française émet un avis favorable à la proposition de loi du pays portant statut de la mutualité.

AVIS n° 31-2006 du 11 décembre 2006 sur la proposition de loi du pays portant modification de la délibération n° 91-22 AT du 18 janvier 1991 modifiée portant application des dispositions du chapitre Ier du titre IV du livre Ier de la loi n° 86-845 du 17 juillet 1986 et relative au statut juridique des syndicats.

Rapporteur : Stéphane Chin-Loy.

Le Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française, conformément à l'article 151 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française,

Vu la saisine n° 4357-2006 APF/SG/SS/mct en date du 13 novembre 2006 du président de l'assemblée de la Polynésie française, réceptionnée le 13 novembre 2006, sollicitant l'avis du CESC, sur la proposition de loi du pays portant modification de la délibération n° 91-22 AT du 18 janvier 1991 modifiée portant application des dispositions du chapitre Ier du titre IV du livre Ier de la loi n° 86-845 du 17 juillet 1986 et relative au statut juridique des syndicats ;

Vu la décision du bureau réuni le 13 novembre 2006 ;

Vu le projet d'avis de la commission en date du 21 novembre 2006 ;

A adopté, lors de la séance plénière du 11 décembre 2006, l'avis dont la teneur suit :

I - OBJET DE LA SAISINE

La présente saisine soumise à l'avis du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française, a pour objet la proposition de loi du pays portant modification de la délibération n° 91-22 du 18 janvier 1991 modifiée portant application des dispositions du chapitre Ier du titre IV du livre Ier de la loi n° 86-845 du 17 juillet 1986 et relative au statut juridique des syndicats.

II - OBSERVATIONS

En liminaire, le CESC rappelle qu'en 2006, il a été saisi à deux reprises sur des propositions de modification portant sur la délibération n° 91-22 du 18 janvier 1991 modifiée portant application des dispositions du chapitre Ier du titre IV du livre Ier de la loi n° 86-845 du 17 juillet 1986 et relative au statut juridique des syndicats :

- le 7 février 2006, par le président de l'assemblée de la Polynésie française, d'une proposition de loi du pays émanant de M. Eugène Sommers, représentant à l'assemblée ;
- le 20 février 2006, par le Président de la Polynésie française, sur un projet de loi du pays dont les modifications portaient sur la même délibération précitée.

S'agissant de cette nouvelle proposition de loi du pays, le CESC émet les observations suivantes :

- sur l'exposé des motifs :

Il est indiqué en page 2, 7e §, que c'est la combinaison de plusieurs critères non cumulatifs, tels que l'indépendance, les effectifs, les cotisations, l'ancienneté ou l'expérience, qui caractérise la représentativité syndicale. Or, le CESC considère, au contraire, que c'est l'ensemble de ces critères cumulés qui doit caractériser la représentativité syndicale.

- sur la proposition de texte :

1° Le respect des statuts du syndicat a disparu de la liste des critères à remplir par les organisations syndicales de salariés pour obtenir la représentativité dans l'entreprise. Le CESC considère que ce critère ne peut être retiré car il est le fondement même de l'existence du syndicat.

2° En ce qui concerne l'appréciation du critère d'ancienneté ou d'expérience, le CESC estime que la définition proposée dans le texte ne peut être retenue, en particulier la prise en compte de l'ancienneté des adhérents acquise au sein d'autres organisations syndicales (l'ancienneté ne pouvant se confondre avec l'expérience). Le Conseil économique, social et culturel précise que c'est l'ancienneté acquise dans une organisation syndicale représentative, associée à une expérience du syndicat, de ses adhérents ou des membres de son bureau, qui doit être retenue dans les critères de représentativité (et non l'ancienneté ou l'expérience). Ainsi, il n'est pas possible d'admettre que deux syndicats créés aux mêmes dates ne soient pas traités équitablement, l'un sera reconnu représentatif du simple fait qu'il a, parmi ses adhérents, deux personnes appartenant antérieurement à un syndicat représentatif, alors que l'autre n'en ayant qu'une seule, ne le sera pas.

3° Enfin, le CESC s'oppose à ce que la représentativité d'une organisation syndicale de salariés dans une entreprise soit attribuée par l'inspecteur du travail ; il estime que les décisions qui seront rendues par ce dernier pourront ne pas l'être en toute impartialité. Le Conseil économique, social et culturel conteste également la disposition prévoyant que c'est aussi l'inspecteur du travail qui est saisi pour toute contestation de l'attribution de cette représentativité ; il serait donc ainsi son propre censeur. Le tribunal civil doit rester seul compétent en la matière.

III - CONCLUSION

Le Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française prend note des subtiles modalités de fonctionnement des institutions ayant conduit à sa saisine pour avis d'une nouvelle proposition de loi du pays, identique sur le fond et pour l'essentiel à sa version initiale du 7 février 2006 précitée, et pour laquelle l'institution avait émis un avis défavorable.

Il déplore la position de juge et partie de l'auteur de la proposition de loi du pays, à la fois représentant à l'assemblée de la Polynésie française et secrétaire général d'un syndicat, mettant à défaut le critère d'indépendance dudit syndicat par rapport à la situation politique de l'auteur, et l'utilisation de sa position d'élu pour voir aboutir une proposition de texte dans laquelle il a un intérêt personnel.

Le Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française émet un avis défavorable à la proposition de loi du pays portant modification de la délibération n° 91-22 du 18 janvier 1991 modifiée portant application des dispositions du chapitre Ier du titre IV du livre Ier de la loi n° 86-845 du 17 juillet 1986 et relative au statut juridique des syndicats.

AVIS n° 32-2006 du 11 décembre 2006 sur le projet de revalorisation du SMIG pour compter du 1er janvier 2007.

Rapporteurs : Henriette Kamia et Angélo Frébault.

Le Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française, conformément à l'article 151 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française,

Vu la saisine n° 334 PR en date du 29 novembre 2006 du Président de la Polynésie française, réceptionnée le 30 novembre 2006, sollicitant l'avis du CESC, dans un délai de quinze jours selon la procédure d'urgence prévue à l'article 151 *in fine* de la loi statutaire, sur un projet de revalorisation du SMIG pour compter du 1er janvier 2007 ;

Vu la décision du bureau réuni le 1er décembre 2006 ;

Vu le projet d'avis de la commission en date du 6 décembre 2006 ;

A adopté, lors de la séance plénière du 11 décembre 2006, l'avis dont la teneur suit :

I - OBJET DE LA SAISINE

La présente saisine soumise à l'avis du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française, a pour objet le projet d'arrêté en conseil des ministres portant relèvement du salaire horaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) pour compter du 1er janvier 2007.

II - OBSERVATIONS ET PROPOSITIONS

- sur les conditions de revalorisation du salaire horaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG), l'article 24 de la délibération n° 91-005 AT du 17 janvier 1991 portant application des dispositions du chapitre VI du titre Ier de la loi n° 86-845 du 17 juillet 1986 et relative aux salaires précise que le SMIG est fixé par arrêté pris en conseil des ministres en fonction des fluctuations de l'indice des prix

de détail à la consommation familiale établi par l'Institut territorial de la statistique. Il peut être relevé de deux manières :

- lorsque l'indice des prix de détail à la consommation familiale atteint un niveau correspondant à une hausse d'au moins 2 % par rapport à l'indice constaté lors de l'établissement des salaires minima immédiatement antérieurs ;
- indépendamment de la modalité précédente, par arrêté pris en conseil des ministres, après avis du CESC préalablement saisi par le gouvernement de la Polynésie française. Sur ce mode de révision du SMIG, le CESC a demandé, à plusieurs reprises, que les motifs de cette revalorisation soient clairement précisés dans le texte de la délibération (avis du CESC rendus les 12 février 2004, 25 novembre 2004 et 20 décembre 2005) ;
- le CESC, conscient de l'urgence et de la nécessité d'assurer aux salariés, dont les rémunérations sont les moins élevées, une amélioration de leur revenu, déplore toutefois que le relèvement du SMIG intervienne sans véritable accompagnement sur le plan financier ;
- le CESC rappelle que le SMIG est la contrepartie d'un travail effectué dans le cadre d'un contrat. Il n'a pas pour objectif de garantir la subsistance d'une famille. L'amélioration des conditions de vie des personnes qui disposent de faibles ressources relève davantage d'une politique sociale d'accompagnement en faveur de cette catégorie de population. Le CESC déplore que l'objectif social fixé par le gouvernement se fasse par des revalorisations successives du SMIG à la charge des employeurs et non par une politique sociale financée par tous au titre de la solidarité ;
- par ailleurs, le CESC craint que l'augmentation du SMIG ne vienne alourdir les charges des entreprises les empêchant de développer au mieux leurs activités et pénaliser ainsi les créations d'emplois. Si le relèvement du SMIG devait s'accompagner de mesures compensatoires pour les entreprises afin d'atténuer les effets négatifs sur les prix et l'emploi, les conseillers sont opposés à l'utilisation de ce dispositif à des fins politiques ou électorales ;
- enfin, le CESC s'interroge sur l'absence d'un article 1er dans le projet de texte qui lui a été soumis pour avis.

III - CONCLUSION

Souhaitant vivement que le gouvernement tienne enfin compte de l'avis du CESC, le Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française émet un avis favorable au projet d'arrêté en conseil des ministres portant relèvement du salaire horaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) pour compter du 1er janvier 2007.

DECISION n° 2006-3 CESC/PR du 11 décembre 2006 portant délégation de pouvoirs d'ordonnateur du président du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française.

Le président du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2005-64 APF du 13 juin 2005 portant composition, organisation et fonctionnement du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2005-1 CESC/SG du 1er septembre 2005 prenant acte de l'élection du président du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2005-2 CESC/SG du 1er septembre 2005 prenant acte de l'élection des membres du bureau du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française,

Décide :

Article 1er.— M. Georges Teikiehuupoko, premier vice-président du Conseil économique, social et culturel, reçoit

délégation des pouvoirs d'ordonnateur pour les dépenses imputables au budget du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française, pendant l'absence du président du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française du 15 décembre 2006 au 5 janvier 2007 inclus.

Art. 2.— Le premier vice-président du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 décembre 2006.

Patrick GALENON.

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ARRETE INTERMINISTERIEL du 22 novembre 2006 fixant les modalités d'élection au Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche des représentants des personnels des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel.

Le ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, le ministre des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer, le ministre de l'agriculture et de la pêche, le ministre de la culture et de la communication, la ministre de l'écologie et du développement durable, le ministre de l'outre-mer et le ministre délégué à l'enseignement supérieur et à la recherche,

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 232-1 et D. 232-1 à D. 232-13 ;

Vu le décret n° 85-59 du 18 janvier 1985 modifié relatif aux conditions d'exercice du droit de suffrage, composition des collèges électoraux et modalités d'assimilation et d'équivalence de niveau pour la représentation des personnels et des étudiants aux conseils des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel, ainsi que les modalités de recours contre les élections ;

Vu l'arrêté du 29 juin 1992 modifié fixant la liste des sections, des sous-sections et des options ainsi que le nombre des membres de chaque sous-section des groupes du Conseil national des universités pour les disciplines médicales et odontologiques ;

Vu l'arrêté du 13 avril 1994 modifié relatif à la Commission nationale pour les élections des représentants du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

Vu l'arrêté du 2 mai 1995, modifié par l'arrêté du 9 novembre 1999 et l'arrêté du 16 février 2001, fixant la liste des groupes et des sections ainsi que le nombre des membres de chaque section du Conseil national des universités ;

Vu l'avis du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche en date du 17 juillet 2006,

Arrêtent :

Article 1er.— La date des élections des représentants au Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche est fixée au mardi 20 mars 2007.

Dans l'hypothèse où la désignation du représentant des personnels scientifiques des bibliothèques n'est pas acquise au premier tour, la date du second tour est fixée au mardi 3 avril 2007.

Les élections se déroulent dans les établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel. Les présidents ou directeurs de ces établissements informent les électeurs de la date et du lieu des élections ainsi que des heures d'ouverture des bureaux de vote.

Art. 2.— Chaque établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel affiche, le mardi 16 janvier 2007, les listes des électeurs inscrits dans l'établissement. Les demandes de rectification de ces listes doivent parvenir au plus tard le jeudi 25 janvier 2007 au président ou au directeur de ces établissements. Les listes électorales rectifiées sont affichées le vendredi 26 janvier 2007.

Art. 3.— Les listes de candidats sont distinctes pour chaque catégorie définie à l'article D. 232-3 du code de l'éducation susvisé.

Art. 4.— Les listes de candidats sont soit déposées directement, soit adressées par lettre recommandée avec accusé de réception au ministère chargé de l'enseignement supérieur, direction générale de l'enseignement supérieur (secrétariat du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche), 110, rue de Grenelle, 75357 Paris 07 SP, où elles doivent parvenir au plus tard le lundi 29 janvier 2007, à 17 heures.

Chaque liste comporte autant de noms de candidats titulaires et de candidats suppléants qu'il y a de sièges à pourvoir, sauf en ce qui concerne le collège des personnels scientifiques des bibliothèques. Les candidats au titre de ce collège peuvent se présenter avec deux suppléants.

Les noms des candidats titulaires et suppléants sont indiqués dans l'ordre préférentiel, chaque suppléant apparaissant en numéro *bis* après chaque titulaire et en numéro *ter* lorsqu'un deuxième suppléant est présenté en vertu de l'alinéa précédent.

Chaque liste de candidats mentionne obligatoirement :

- l'intitulé de la liste ;
- le nom et le prénom de chaque candidat ;
- l'établissement où il exerce ses fonctions, dans les conditions prévues à l'article D. 232-4 du code de l'éducation susvisé ;
- la discipline, au sens des sections déterminées par les arrêtés du 29 juin 1992 et du 2 mai 1995 susvisés, et le numéro correspondant à la section s'agissant des enseignants-chercheurs et personnels assimilés ou, s'agissant des personnels ingénieurs, administratifs, techniques, ouvriers, de service, sociaux et de santé, le grade ou la fonction exercée.

Une déclaration individuelle signée de chaque candidat titulaire et de chaque candidat suppléant doit être jointe en annexe à la liste déposée et comporter, outre le justificatif des renseignements susmentionnés, l'adresse de l'intéressé.

Art. 5.— Les listes de candidats reçues sont vérifiées dans les conditions prévues au quatrième alinéa de l'article D. 232-7 du code de l'éducation susvisé. Elles peuvent être rectifiées dans un délai de cinq jours francs à compter de la notification de la demande de rectification. Elles sont publiées au Bulletin officiel du ministère de l'éducation nationale dans le délai prévu à ce même article. Les listes sont ensuite envoyées soit aux recteurs d'académie, qui les transmettent aux présidents ou aux directeurs des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel autres que ceux soumis aux dispositions de l'article L. 717-1 du code de l'éducation susvisé, soit directement aux directeurs des écoles normales supérieures, des grands établissements et des écoles françaises à l'étranger. La reproduction des listes est assurée dans les établissements en un nombre d'exemplaires suffisant pour qu'ils puissent servir de bulletins de vote.

Chaque établissement assure la publicité de ces listes par voie d'affichage ainsi que sur son site internet.

Art. 6.— Les élections ont lieu au sein de chaque établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel. Il est établie une liste d'émargement comportant les noms des électeurs de chaque catégorie.

Chaque liste d'émargement est authentifiée par la signature du président ou du directeur de l'établissement.

Art. 7.— Un bureau de vote est mis en place dans chacun des établissements mentionnés à l'article 1er ci-dessus. Il est constitué de cinq représentants d'au moins trois des quatre catégories de représentants des personnels définies à l'article D. 232-3 du code de l'éducation susvisé et d'un président, désigné par le président ou le directeur de chacun de ces établissements. Le recteur d'académie désigne pour chaque bureau de vote un représentant qui assiste au scrutin.

Le bureau a pour mission de veiller au bon déroulement du scrutin, d'établir le procès-verbal des opérations électorales et de procéder au dépouillement.

Le bureau de vote est ouvert pendant une durée de dix heures consécutives.

Des sections de vote constituées dans les mêmes conditions que le bureau de vote peuvent être créées. Elles ont pour mission de veiller au bon déroulement du scrutin et d'établir le procès-verbal des opérations électorales.

Art. 8.— Seul le matériel de vote fourni par l'administration doit être utilisé.

L'électeur qui vote par correspondance doit transmettre son suffrage par la voie postale : il insère son bulletin de vote dans l'enveloppe n° 1 ne comportant aucun signe distinctif ; il introduit cette enveloppe n° 1 dans l'enveloppe n° 2 comportant la mention : "élections au Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche", sur laquelle il appose ses nom, prénom et signature et indique le nom de son établissement ; il met l'enveloppe n° 2 préalablement fermée dans l'enveloppe n° 3, qu'il adresse au président du bureau de vote.

Les plis doivent être adressés au président du bureau de vote, au plus tard le vendredi 16 mars 2007, le cachet de la poste faisant foi.

Les enveloppes n° 1 contenant les bulletins de vote par correspondance sont introduites dans l'urne correspondant à la catégorie de l'électeur à la clôture du scrutin.

Art. 9.— Le vote est secret. Le passage par l'isoloir est obligatoire.

Chaque électeur met dans l'urne correspondant à sa catégorie son bulletin de vote, préalablement introduit dans l'enveloppe n° 1.

Le vote de chaque électeur est constaté par sa signature, apposée à l'encre sur la liste d'émargement en face de son nom.

Art. 10.— Les listes d'émargement visées à l'article 6 ci-dessus comportent soit la signature des électeurs, soit la mention : "vote par correspondance" écrite à l'encre par un membre du bureau en face du nom de chaque électeur ayant voté par correspondance.

Après la clôture du scrutin, les urnes sont ouvertes et le nombre des enveloppes est vérifié. Si ce nombre est différent de celui des émargements, il en est fait mention au procès-verbal.

Art. 11.— Les bureaux de vote institués dans les établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel effectuent aussitôt le dépouillement et

établissent un procès-verbal qui fait apparaître, outre un compte rendu des opérations électorales, le nombre des électeurs, des votants, des suffrages exprimés et des voix obtenues par chaque liste. Parmi les votants, le nombre des électeurs qui ont voté par correspondance doit être précisé.

Le procès-verbal, signé par les membres du bureau de vote et contresigné par le président ou le directeur de l'établissement, est transmis sans délai à la commission nationale visée à l'article 12 du présent arrêté.

Art. 12.— La commission nationale créée en application des dispositions de l'article D. 232-13 du code de l'éducation susvisé procède au regroupement des résultats à partir des procès-verbaux établis par les bureaux de vote cités à l'article 11 du présent arrêté.

Elle établit un procès-verbal de regroupement des résultats nationaux, qui fait apparaître le bilan de l'ensemble des opérations électorales.

Elle procède à la répartition des sièges à pourvoir entre les listes ou les candidats en présence conformément à la réglementation en vigueur.

Le président de la commission nationale proclame les résultats du scrutin.

Art. 13.— L'arrêté du 20 septembre 2002 fixant les modalités d'élection au Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche des représentants des personnels des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel est abrogé.

Art. 14.— Le présent arrêté est applicable dans les territoires d'outre-mer de la Polynésie française et des îles Wallis-et-Futuna et en Nouvelle-Calédonie.

Art. 15.— Le directeur général de l'enseignement supérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 22 novembre 2006.

*Le ministre de l'éducation nationale,
de l'enseignement supérieur
et de la recherche,
Gilles de ROBIEN.*

*Le ministre des transports, de l'équipement,
du tourisme et de la mer,
Dominique PERBEN.*

*Le ministre de l'agriculture et de la pêche,
Dominique BUSSEREAU.*

*Le ministre de la culture
et de la communication,
Renaud DONNEDIEU de VABRES.*

*La ministre de l'écologie
et du développement durable,
Nelly OLIN.*

*Le ministre de l'outre-mer,
François BAROIN.*

*Le ministre délégué
à l'enseignement supérieur
et à la recherche,
François GOULARD.*

DECISION du 17 novembre 2006 modifiant la décision du 18 septembre 2006 portant délégation de signature en matière de marchés publics (direction centrale du commissariat de la marine).

Le directeur central du commissariat de la marine,

Vu le décret n° 91-669 du 14 juillet 1991 modifié portant organisation générale des services de soutien et de l'administration au sein des armées et de la gendarmerie ;

Vu le décret n° 2000-1178 du 4 décembre 2000 modifié portant organisation de l'administration centrale du ministère de la défense ;

Vu le décret n° 2005-850 du 27 juillet 2005 relatif aux délégations de signature des membres du Gouvernement, notamment son article 3 ;

Vu le décret n° 2006-975 du 1er août 2006 portant code des marchés publics ;

Vu l'arrêté du 5 novembre 1991 modifié portant organisation du service du commissariat de la marine ;

Vu la décision du 18 septembre 2006 portant délégation de signature en matière de marchés publics (direction centrale du commissariat de la marine),

Décide :

Article 1er.— La décision du 18 septembre 2006 susvisée est modifiée ainsi qu'il suit :

1° A l'article 1er de la décision du 18 septembre 2006 susvisée, il est inséré un "9." ainsi rédigé :

"9. M. l'ingénieur en chef des études et techniques de l'armement Louis Gironcel, chef de la division technique du service technique et des marchés généraux du commissariat de la marine, dans le domaine de compétence du service."

2° A l'article 3 de la décision du 18 septembre 2006 susvisée, le "2." est remplacé par les dispositions suivantes :

"2. M. le commissaire lieutenant-colonel Thierry Calentier, chef de la division 'administration-audit' de la direction des commissariats outre-mer en Polynésie française, dans le domaine de compétence de la direction."

3° A l'article 4 de la décision du 18 septembre 2006 susvisée, sont insérés un "5.", un "6." et un "7." ainsi rédigés :

"5. Mme l'officière principale du corps technique et administratif de la marine Nathalie Guihot, chef de la section vivres et restauration de la direction du commissariat de la marine à Cherbourg, dans le domaine de compétence de la section ;

"6. M. l'officier en chef du corps technique et administratif de la marine Patrick Le Bourhis, chef du service du matériel du commissariat de la marine de Lorient, dans le domaine de compétence du service ;

"7. Mme l'officière en chef du corps technique et administratif de la marine Nadine Manach-Lucas, adjointe au chef du service du matériel du commissariat de la marine de Lorient, dans le domaine de compétence du service."

4° A l'article 5 de la décision du 18 septembre 2006 susvisée, le "5." est remplacé par les dispositions suivantes :

"5. M. le commissaire de la marine Gurvan Genève, chef du bureau 'formation' de la sous-direction 'personnel' de la direction centrale du commissariat de la marine, dans le domaine de compétence de la sous-direction."

5° Après l'article 5 de la décision du 18 septembre 2006 susvisée, sont insérés les articles 5-1 à 5-4 ainsi rédigés :

"Art. 5-1. — Délégation est donnée pour signer, au nom de la ministre de la défense, les marchés et accords-cadres de fournitures, de services et de travaux, dans la limite de 50 000 euros HT, à M. le commissaire en chef de la marine Stephan Claverie, chef de la division logistique de la direction des commissariats outre-mer en Polynésie française, dans le domaine de compétence de la direction.

"Art. 5-2. — Délégation est donnée pour signer, au nom de la ministre de la défense, les marchés et accords-cadres de fournitures, de services et de travaux, dans la limite de 20 000 euros HT, à M. l'officier principal du corps technique et administratif de la marine Bruno Roosel, chef du bureau 'achats' de la direction des commissariats outre-mer en Polynésie française, dans le domaine de compétence de la direction.

"Art. 5-3. — Délégation est donnée pour signer, au nom de la ministre de la défense, les marchés et accords-cadres de fournitures, de services et de travaux, dans la limite de 15 000 euros HT, à :

"1. M. le commissaire en chef de la marine Michel Etienne, chef de la division réception-stockage-délivrance du service du matériel du commissariat de la marine de Toulon, dans le domaine de compétence du service ;

"2. M. l'ingénieur en chef des études et techniques de l'armement Michel Robert, chef de la division technique du service du matériel du commissariat de la marine de Toulon, dans le domaine de compétence du service ;

"3. M. l'officier en chef du corps technique et administratif de la marine Christian Humily, chef de la division approvisionnement du service du matériel du commissariat de la marine de Toulon, dans le domaine de compétence du service ;

"4. Mme la commissaire de la marine Isabelle Jaffry, chef de la section 'marchés' de la direction du commissariat de la marine à Paris, dans le domaine de compétence de la direction ;

"5. Mme l'enseigne de vaisseau Lorraine Bruyet, adjointe au chef de la section 'marchés' de la direction du commissariat de la marine à Paris, dans le domaine de compétence de la direction ;

"6. M. l'officier du corps technique et administratif de la marine Philippe Ruiz, chef de l'échelon aéronautique de la direction du commissariat de la marine à Paris, dans le domaine de compétence de l'échelon ;

"7. Mme l'officière du corps technique et administratif de la marine Marlène le Bouter, chef de la cellule 'finances' de l'échelon aéronautique de la direction du commissariat de la marine à Paris, dans le domaine de compétence de l'échelon.

"Art. 5-4. — Délégation est donnée pour signer, au nom de la ministre de la défense, les marchés et accords-cadres de fournitures, de services et de travaux, dans la limite de 5 000 euros HT, à :

"1. Mme l'officière principale du corps technique et administratif de la marine Valérie Aubin, chef du groupe 'achats-finances' du service du matériel du commissariat de la marine de Brest, dans le domaine de compétence du service ;

"2. Mme l'attachée des services administratifs Anne Rivet, adjointe achat au chef du groupe 'achats-finances' du service du matériel du commissariat de la marine de Brest, dans le domaine de compétence du service."

6° L'article 6 de la décision du 18 septembre 2006 susvisée est remplacé par les dispositions suivantes :

"Art. 6. — Délégation est donnée pour signer, au nom de la ministre de la défense, les marchés et accords-cadres de fournitures et de services, dans la limite de 4 000 euros HT, à :

"1. M. le commissaire en chef de la marine Jacques Place, chef du service administratif et financier du commissariat de la marine de Toulon, dans le domaine de compétence du service ;

"2. M. le commissaire en chef de la marine Jean-Pierre Virey, chef du centre informatique du commissariat de la marine, dans le domaine de compétence du centre ;

"3. M. l'officier du corps technique et administratif de la marine Sébastien Maille, chef du secrétariat général de la direction centrale du commissariat de la marine, dans le domaine de compétence du secrétariat général."

Art. 2. — La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 17 novembre 2006.

B. LENOIR.

CONVENTION de financement n° HC 14-06 TG du 8 novembre 2006.

Entre :

- l'Etat, représenté par Mme le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- la commune de Anaa, représentée par son maire M. Michel Teata,

Il est convenu ce qui suit :

Dispositions générales

Article 1er. — *Objet*

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Anaa pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Bornage définitif des parcelles du village de Tuuhora" décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2. — *Description de l'opération*

L'opération consiste en la réalisation du bornage définitif des parcelles du village de Tuuhora avec délimitation au plus juste de toutes les voiries dont le coût est estimé à 13 521,13 euros, soit 1 613 500 F CFP.

Art. 3.— Plan de financement

L'opération décrite à l'article précédent s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

- Etat (Eq cmne) (100 %)	13 521,13 euros,	soit	1 613 500 F CFP
<i>Total</i>	<i>13 521,13 euros,</i>	<i>soit</i>	<i>1 613 500 F CFP</i>

**CONVENTION de financement n° HC 18-06 TG
du 17 novembre 2006.**

Entre :

- l'Etat, représenté par Mme le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- la commune de Hao, représentée par son maire M. Témauri Foster,

Il est convenu ce qui suit :

Dispositions générales

Article 1er.— Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Hao pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Acquisition d'un terrain de 15 000 mètres carrés à Hereheretue" décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— Description de l'opération

L'opération consiste en l'acquisition d'un terrain de 15 000 mètres carrés à Hereheretue pour régulariser l'implantation de bâtiments communaux édifiés dont le coût est estimé à 50 280 euros, soit 6 000 000 F CFP.

Art. 3.— Plan de financement

L'opération décrite à l'article précédent s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

- Etat (Eq cmne) (41,67 %)	20 950 euros,	soit	2 500 000 F CFP
- Fonds propres (58,33 %)	29 330 euros,	soit	3 500 000 F CFP
<i>Total</i>	<i>50 280 euros,</i>	<i>soit</i>	<i>6 000 000 F CFP</i>

AVENANT n° 147-06 du 28 novembre 2006 à la convention de financement n° HC 152-04 MAFIC/FIP du 27 août 2004 relative aux grosses réparations du centre des jeunes adolescents de Fare.

Entre :

- le comité des finances locales, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation, désigné ci-après par le terme FIP, représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française Mme Anne Boquet,

Et :

- la commune de Huahine, représentée par son maire M. Marcelin Lisan,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er.— Objet

Le présent avenant a pour objet de prendre en compte les modifications du dossier technique de l'opération et l'octroi de crédits supplémentaires ouverts au titre de l'exercice 2006 des constructions scolaires pour l'opération intitulée "Grosses réparations du centre des jeunes adolescents de Fare".

Art. 2.— Description de l'opération

Pour permettre de prendre en compte la nécessité de réhabiliter certaines parties de l'ossature en béton armé de l'édifice, il est accordé un complément de financement de 5 600 000 F CFP.

Art. 3.— Plan de financement

Le plan de financement de l'opération décrite à l'article 2 de la convention initiale est arrêté ainsi qu'il suit :

- FIP (constructions scolaires 2004)	187 712 euros,	soit	22 400 000 F CFP
- FIP (constructions scolaires 2006)	46 928 euros,	soit	5 600 000 F CFP
<i>Total (100 %)</i>	<i>234 640 euros,</i>	<i>soit</i>	<i>28 000 000 F CFP</i>

Les crédits de paiement ouverts par le FIP sont de :

- au titre de l'exercice 2004 de :	187 712 euros,	soit	22 400 000 F CFP
- au titre de l'exercice 2006 de :	46 928 euros,	soit	5 600 000 F CFP
<i>Total (100 %)</i>	<i>234 640 euros,</i>	<i>soit</i>	<i>28 000 000 F CFP</i>

Art. 4.— Toutes les autres dispositions de la convention initiale non expressément modifiées par le présent avenant demeurent applicables.

**CONVENTION de financement n° HC 79 ISLV
du 29 novembre 2006.**

Entre :

- l'Etat, représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française Mme Anne Boquet,

Et :

- la commune de Tahaa, représentée par son maire M. Ismaël Tuahu,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er.— Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Tahaa pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "AEP : extension des réseaux de distribution, tranche 2006" décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— Description de l'opération

L'opération consiste en la réalisation de réseaux enterrés de distribution d'eau en PVC de 50 à 90 millimètres de diamètre, y compris les branchements des abonnés, l'ensemble dont le coût est estimé à 10 000 000 F CFP, soit 83 800 euros.

Art. 3. — Plan de financement

Le plan de financement de l'opération décrite à l'article précédent est arrêté comme suit :

- DGE 2006 (25 %)	20 949,99 euros, soit	2 500 000 F CFP
- Equipement		
des communes 2006 (20 %)	16 760,00 euros, soit	2 000 000 F CFP
- FIP environnement AEP		
travaux 2006 (25 %)	20 950,00 euros, soit	2 500 000 F CFP
- Fonds propres communaux (30 %)	25 140,01 euros, soit	3 000 000 F CFP
Totaux (100 %)	83 800,00 euros, soit	10 000 000 F CFP

**CONVENTION de financement n° HC 80 ISLV
du 29 novembre 2006.**

Entre :

- l'Etat, représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française Mme Anne Boquet,

Et :

- la commune de Tahaa, représentée par son maire M. Ismaël Tuahu,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er. — Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Tahaa pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "AEP : extension des réseaux de distribution, tranche 2006" décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2. — Description de l'opération

L'opération consiste en la réalisation de réseaux enterrés de distribution d'eau en PVC de 50 à 90 millimètres de diamètre, y compris les branchements des abonnés, l'ensemble dont le coût est estimé à 10 000 000 F CFP, soit 83 800 euros.

Art. 3. — Plan de financement

Le plan de financement de l'opération décrite à l'article précédent est arrêté comme suit :

- DGE 2006 (25 %)	20 949,99 euros, soit	2 500 000 F CFP
- Equipement		
des communes 2006 (20 %)	16 760,00 euros, soit	2 000 000 F CFP
- FIP environnement AEP		
travaux 2006 (25 %)	20 950,00 euros, soit	2 500 000 F CFP
- Fonds propres communaux (30 %)	25 140,01 euros, soit	3 000 000 F CFP
Totaux (100 %)	83 800,00 euros, soit	10 000 000 F CFP

**AVENANT n° 149-06 du 30 novembre 2006 à la convention
n° 152-98 du 13 juin 1998 relative à la gestion du foyer
d'action éducative.**

Entre :

- l'Etat, représenté par Mme le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- l'association Te Pare, dont le siège social est à Punaauia, Outumaoro, représentée par M. André Maille, président en exercice,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er.— Conformément aux stipulations de l'article 3 de la convention n° 152-98 du 13 juin 1998, le présent avenant est destiné à permettre le versement, par l'Etat (Ministère de la justice, direction de la protection judiciaire de la jeunesse), du solde de la subvention de fonctionnement au foyer d'action éducative, géré par l'association Te Pare, au titre de l'exercice 2006.

Suite à la validation par l'Etat et le ministère de la solidarité et de la lutte contre l'exclusion sociale, chargé des personnes âgées et des personnes handicapées, du budget prévisionnel 2006 du foyer d'action éducative, le montant de la subvention d'exploitation allouée au foyer d'action éducative pour 2006 s'élève dorénavant à la somme de 73 054 184 F CFP (soit 612 194 euros). L'Etat (ministère de la justice, protection judiciaire de la jeunesse) est amené à verser seulement 50 % de cette subvention, l'autre partie étant versée par le pays.

Art. 2.— Une subvention d'un montant de 36 527 092 F CFP (soit 306 097 euros) est accordée à l'association Te Pare par l'Etat (ministère de la justice, protection judiciaire de la jeunesse) pour le fonctionnement du foyer d'action éducative au titre de l'année 2006.

Art. 3.— Cette subvention a déjà fait l'objet d'un versement d'un montant de 25 687 947 F CFP (soit 215 265 euros).

Le solde de la subvention s'élevant à 10 839 145 F CFP (soit 90 832 euros) sera versé au bénéficiaire avant le 31 décembre 2006.

Art. 4.— La dépense est imputable, pour l'année 2006, sur :

Budget 210	Ministère de la justice
Programme 182	Protection judiciaire de la jeunesse
Action 03	Soutien
Sous-action 34	Administration centrale, directions régionales et départementales (hors CPER)
Catégorie 64 Compte PCE 654121	Transferts directs aux associations et fondations, fonctionnement ou non différenciés

Art. 5.— Le bénéficiaire de la subvention adressera au haut-commissariat (direction des actions de l'Etat/bureau des Affaires sociales, des infrastructures et du développement) et à la direction de la protection judiciaire de la jeunesse en Polynésie française le compte rendu d'activité et le bilan comptable 2006 pour le 30 avril 2007 au plus tard.

**CONVENTION de financement n° HC 150-06
du 30 novembre 2006.**

Entre :

- le comité des finances locales de la Polynésie française, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation, représenté par Mme le haut-commissaire de la République en Polynésie française Anne Boquet,

Et :

- la commune de Rangiroa, représentée par son maire M. Teina Maraëura,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er. — *Objet*

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le comité des finances locales de la Polynésie française, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation, apporte son financement à la commune de Rangiroa pour la réalisation de l'opération intitulée "Extension de l'école primaire de Tiputa" décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2. — *Description de l'opération*

L'opération consiste en la construction d'une classe, d'un local d'inspection, d'un GAPP, mobiliers, incluant les frais de transport.

Le coût total de l'opération est fixé à 42 000 000 F CFP, soit 351 960 euros.

Art. 3. — *Plan de financement*

L'opération décrite à l'article précédent s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

- | | | | |
|---------------|----------------|------|------------------|
| - FIP (100 %) | 351 960 euros, | soit | 42 000 000 F CFP |
|---------------|----------------|------|------------------|

CONVENTION de financement n° HC 151-06 du 30 novembre 2006.

Entre :

- le comité des finances locales de la Polynésie française, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation, représenté par Mme le haut-commissaire de la République en Polynésie française Anne Boquet,

Et :

- la commune de Rangiroa, représentée par son maire M. Teina Maraëura,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er. — *Objet*

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le comité des finances locales de la Polynésie française, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation, apporte son financement à la commune de Rangiroa pour la réalisation de l'opération intitulée "Citerne et raccordement au logement" décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2. — *Description de l'opération*

L'opération consiste en l'installation de citernes avec raccordement au logement du directeur de l'école de Makatea.

Le coût total de l'opération est fixé à 706 000 F CFP, soit 5 916,28 euros.

Art. 3. — *Plan de financement*

L'opération décrite à l'article précédent s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

- | | | | |
|---------------|-----------------|------|---------------|
| - FIP (100 %) | 5 916,28 euros, | soit | 706 000 F CFP |
|---------------|-----------------|------|---------------|

CONVENTION de financement n° HC 152-06 du 30 novembre 2006.

Entre :

- le comité des finances locales de la Polynésie française, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation, représenté par Mme le haut-commissaire de la République en Polynésie française Anne Boquet,

Et :

- la commune de Rangiroa, représentée par son maire M. Teina Maraëura,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er. — *Objet*

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le comité des finances locales de la Polynésie française, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation, apporte son financement à la commune de Rangiroa pour la réalisation de l'opération intitulée "Mobiliers et autres équipements" décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2. — *Description de l'opération*

L'opération consiste en l'acquisition de mobilier et autres équipements pour l'école primaire de Mataiva.

Le coût total de l'opération est fixé à 10 000 000 F CFP, soit 83 800 euros.

Art. 3. — *Plan de financement*

L'opération décrite à l'article précédent s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

- | | | | |
|---------------|---------------|------|------------------|
| - FIP (100 %) | 83 800 euros, | soit | 10 000 000 F CFP |
|---------------|---------------|------|------------------|

CONVENTION de financement n° HC 153-06 du 30 novembre 2006.

Entre :

- le comité des finances locales de la Polynésie française, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation, représenté par Mme le haut-commissaire de la République en Polynésie française Anne Boquet,

Et :

- la commune de Rangiroa, représentée par son maire M. Teina Maraëura,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er.— *Objet*

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le comité des finances locales de la Polynésie française, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation, apporte son financement à la commune de Rangiroa pour l'achèvement du programme intitulé "Construction de deux classes et de sanitaires pour l'école de Avatoru" décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— *Description de l'opération*

L'opération dans son ensemble consiste en la construction de deux classes et de sanitaires pour l'école de Avatoru, incluant les frais de transport.

Le coût global de l'opération est fixé à 21 085 000 F CFP, soit 176 692,30 euros.

Art. 3.— *Plan de financement*

L'achèvement du programme de travaux décrit à l'article précédent s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

- FIP 2004			
(convention n° 292-04 du 07/12/04)	58 660,00 euros,	soit	7 000 000 F CFP
- FIP 2006	118 032,30 euros,	soit	14 085 000 F CFP

CONVENTION de financement n° HC 154-06 du 30 novembre 2006.

Entre :

- le comité des finances locales de la Polynésie française, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation, représenté par Mme le haut-commissaire de la République en Polynésie française Anne Boquet,

Et :

- la commune de Rangiroa, représentée par son maire M. Teina Maraëura,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er.— *Objet*

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le comité des finances locales de la Polynésie française, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation, apporte son financement à la commune de Rangiroa pour la réalisation de l'opération intitulée "Construction d'une classe, de sanitaires et d'une salle informatique pour l'école de Tikehau" décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— *Description de l'opération*

L'opération consiste en la construction d'une classe, de sanitaires et d'une salle informatique pour l'école de Tikehau, incluant les frais de transport.

Le coût total de l'opération est fixé à 19 411 000 F CFP, soit 162 664,18 euros.

Art. 3.— *Plan de financement*

L'opération décrite à l'article précédent s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

- FIP (74,24 %)	120 764,18 euros,	soit	14 411 000 F CFP
- Etat (25,76 %)	41 900,00 euros,	soit	5 000 000 F CFP
Total	162 664,18 euros,	soit	19 411 000 F CFP

AVENANT n° 155-06 du 30 novembre 2006 à l'arrêté n° 730 MAE du 8 novembre 2004 relatif à l'acquisition d'équipements et travaux de rénovation du commerce de proximité SARL Tahiti Shirts situé à Papeete.

Article 1er.— Les dispositions de l'article 6 de l'arrêté n° 730 MAE du 8 novembre 2004 sont modifiées comme suit :

"Le présent arrêté prend effet le jour de sa signature et prendra fin le 31 décembre 2006. Pendant ce délai, le bénéficiaire s'engage à réaliser les investissements pour lesquels l'aide a été obtenue".

Art. 2.— *Le reste sans changement.*

AVENANT n° 158-06 du 1er décembre 2006 à la convention de financement n° 108-06 du 2 octobre 2006 accordant une subvention de 35 000 euros à l'association Heiva des sciences pour l'organisation d'un colloque.

Entre :

- l'Etat, représenté par Mme Anne Boquet, le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- l'association Heiva des sciences, représentée par M. Pascal Ortega son président,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er.— Les articles 4 et 7 de la convention n° 108-06 du 2 octobre 2006 susvisée sont modifiés, en ce qui concerne la date limite de production des justificatifs de l'exécution de l'opération, ainsi qu'il suit :

Au lieu de : "avant le 1er décembre 2006" ;

Lire : "avant le 31 mars 2007".

Les autres termes de la convention restent inchangés.

ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER

COURS DES CHANGES

pour l'application des droits et taxes de douane
(Arrêté n° 2224 D du 9 septembre 1961).

(Période du 21 décembre 2006 au 3 janvier 2007 inclus)

CODE DEVISE PAYS	DEVICES	Cours en francs pacifiques
EUR Euro	1 euro	119,33
USD Etats-Unis d'Amérique ...	1 dollar US	90,69
AUD Australie	1 dollar australien	70,93
CAD Canada	1 dollar canadien	78,42
CHF Suisse	1 franc suisse	74,47
DKK Danemark	1 couronne danoise	16,01
GBP Grande-Bretagne	1 livre sterling	177,77
HKD Hong Kong	1 dollar	11,66
JPY Japon	1 yen	0,77
NOK Norvège	1 couronne norvégienne	14,62
NZD Nouvelle-Zélande	1 dollar néo-zélandais	62,87
SEK Suède	1 couronne suédoise	13,22
SGD Singapour	1 dollar singapour	58,71
FJD Fidji	1 dollar fidjien	53,82
THB Thaïlande	1 bath	2,53
CNY Chine	1 yuan	11,60
KRW Corée	1 won coréen	0,10
IDR Indonésie	1 roupie indonésienne	0,01

MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

**AVENANT n° 10 du 3 novembre 2006 à la convention
collective du 10 mai 1968 des agents non fonctionnaires
de l'administration.**

Sont adoptées les dispositions ci-annexées, intitulées
annexe XI : Départ volontaire à la retraite.

Fait à Papeete, le 3 novembre 2006.

*Le ministre du travail, de l'emploi,
de la formation professionnelle
et de la fonction publique,
représentant la Polynésie française,*
Pierre FREBAULT.

Pour la CSTP-FO :
Patrick GALENON.

Pour Otahi :
Lucie TIFFENAT.

Pour CSID TP :
Roland OLDHAM.

Pour A Tia I Mua :
Moeata WOHLER.

Pour la CSIP :
Cyril LEGAYIC.

ANNEXE XI

DEPART VOLONTAIRE A LA RETRAITE DES AGENTS NON FONCTIONNAIRES DE L'ADMINISTRATION

Aux termes de l'article 3 (Indemnités de départ volontaire à la retraite) de la délibération n° 2003-21 APF du 6 février 2003 organisant le départ et la mise à la retraite du travailleur salarié, tout salarié quittant volontairement l'entreprise pour bénéficier du droit à une pension de retraite dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, a droit sous réserve des dispositions plus favorables d'une convention ou d'un accord collectif de travail ou du contrat de travail, à une indemnité de départ volontaire à la retraite fixée en fonction de l'ancienneté dans l'entreprise ou dans l'établissement ainsi qu'il suit :

- un demi-mois de salaire après dix ans d'ancienneté ;
- un mois de salaire après quinze ans d'ancienneté ;
- un mois et demi de salaire après vingt ans d'ancienneté ;
- deux mois de salaire après trente ans d'ancienneté.

L'indemnité prévue au présent article ne se cumule avec aucune autre indemnité de même nature.

La présente annexe tient lieu et place de ces dispositions pour les agents qu'elle vise et dans les conditions suivantes :

Jusqu'au 31 décembre 2007, dans l'ordre d'arrivée des demandes et dans la limite des crédits votés à cet effet au budget général, les agents non fonctionnaires de l'administration de la Polynésie française, âgés d'au moins cinquante ans reconnus inaptes au travail en application de la réglementation de la Caisse de prévoyance sociale, au jour de la demande ou d'au moins cinquante-deux ans et de moins de soixante ans au jour de la demande, lorsqu'ils quittent volontairement l'administration pour bénéficier d'une pension de retraite, ont droit à une indemnité de départ volontaire à la retraite fixée comme suit :

- huit (8) mois de salaire brut pour les agents justifiant d'au moins quinze (15) années d'ancienneté dans l'administration de la Polynésie française ;
- dix (10) mois de salaire brut pour les agents justifiant d'au moins vingt (20) années d'ancienneté dans l'administration de la Polynésie française ;
- douze (12) mois de salaire brut pour les agents justifiant d'au moins vingt-cinq (25) années d'ancienneté dans l'administration de la Polynésie française.

Les agents âgés de plus de soixante ans qui ne réunissent pas la durée de cotisation nécessaire pour bénéficier d'une retraite à taux plein, peuvent également prétendre à ces indemnités dans les mêmes conditions.

Le salaire à prendre en considération pour le calcul des indemnités de départ volontaire à la retraite représente soit le tiers de la rémunération totale brute des trois derniers mois d'activité, soit le douzième de la rémunération totale brute des douze derniers mois, selon la solution la plus favorable au salarié.

Les intéressés doivent formuler une demande écrite, par la voie hiérarchique, au minimum trois mois avant la date présumée de départ à la retraite.

Les droits à congé annuels acquis devront être épuisés en totalité avant le départ à la retraite.

Ces indemnités de départ volontaire à la retraite ne se cumulent avec aucune autre indemnité de même nature.

SERVICE DE L'URBANISME

**ETAT RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS
DE TRAVAUX IMMOBILIERS DES ILES SOUS-LE-VENT
POUR LE MOIS D'AOUT 2006**

COMMUNE DE TAPUTAPUATEA

29 août 2006

PC n° 6-150-5 MET.AU.ISLV, M. Thomas Moutame, mandataire de la commune de Taputapuatea, construction de deux (2) bâtiments destinés aux activités du heiva sur le lot n° 3 de la parcelle A des terres "Faifaipua-Tonoi et Atitautu" (D n° 6-150) à Avera.

COMMUNE DE BORA BORA

29 août 2006

PC n° 5-071-5 MET.AU.ISLV, M. PC Lacombe, mandataire de la société hôtelière "Motu Ome'e Bora Bora, travaux relatifs à la réalisation de la base à terre de l'hôtel Royal Bora Bora Resort & Spa sur le lot B du lot n° 3 de la terre "Tetanina" (D n° 5-071) à Anau.

POUR LE MOIS DE NOVEMBRE 2006

COMMUNE DE TAPUTAPUATEA

2 novembre 2006

PC n° 2165 MET.AU.ISLV, M. Roland Michel Stanislas, construction d'une maison d'habitation sur une parcelle du lot n° 2 de la terre "Faaharato 3" (D n° 6-556) à Avera.

13 novembre 2006

PC n° 2210 MET.AU.ISLV, M. Vahio Holman, construction d'une maison d'habitation sur le lot D du lot n° 5 du lot n° 3, parcelle A, dépendant des terres "Vaiurua-Muraa-Orotia" cadastrées n° 28, section MB (D n° 6-561) à Avera.

17 novembre 2006

PC modif n° 2244 MET.AU.ISLV, Mlle Christiane Matanoa, modification des travaux de construction d'une maison d'habitation autorisée suivant le permis de construire n° 1863 MAU.AU.ISLV du 7 septembre 2004 (D n° 4-388) à Opoa ;

PC n° 2245, Mlle Marientine Hunter, construction d'une maison d'habitation du type MTR sur une parcelle de la terre "Tefararoa" (D n° 6-585) à Avera.

21 novembre 2006

PC n° 2259 MET.AU.ISLV, M. Thomas Moutame, mandataire de la commune de Taputapuatea, construction d'un bâtiment abritant un espace destiné à la vente de poissons, une salle de découpe, une chambre froide, un sanitaire, une machine à glace et un local rangement sur des emplacements du domaine public maritime sis au droit de la terre "Apaapatere 2" (D n° 6-376) à Avera.

22 novembre 2006

PC n° 2279 MET.AU.ISLV, M. Thomas Moutame, mandataire de la commune de Taputapuatea, travaux de terrassement sur une parcelle des terres "Tevarovaro et Taputai" dite "Domaine Bachelier" en vue de la construction d'un réservoir d'eau à Avera, au lieu dit Avera-Rahi (D n° 6-455) à Avera-Rahi.

28 novembre 2006

PC n° 2315 MET.AU.ISLV, Mme Armelle Rowena Tinita Tefana, construction d'une maison d'habitation sur une parcelle du lot n° 2 de la terre "Maiao" (D n° 6-601) à Opoa.

COMMUNE DE TUMARAA

2 novembre 2006

PC n° 2168 MET.AU.ISLV, M. Roland Marti, construction d'une maison d'habitation sur le lot n° 2 de la parcelle A des terres "Tevaihuaru-Temati-Vaitautau" cadastrées n° 56, section BH (D n° 6-551) à Tevaitoa.

13 novembre 2006

PC n° 2215 MET.AU.ISLV, M. Teiho Steeve Hunter, construction d'une maison d'habitation du type MTR sur un remblai dépendant de la terre "Outumaoro 3" (D n° 6-558) à Tevaitoa.

15 novembre 2006

PC n° 2236 MET.AU.ISLV, M. Ray Ken Manuarii Tinorua, construction d'une maison d'habitation du type MTR sur une parcelle des terres "Patufau Nuutere et Vaiohiri" (D n° 6-594) à Fetuna ;

PC n° 2237, Mme Edna Adeline Gonneau née Raapoto, travaux d'extension d'une maison d'habitation du type MTR (terrasse) sur le lot n° 1 du lot n° 2 de la terre "Arutai" cadastrée n° 12, section BM (D n° 6-595) à Tevaitoa.

COMMUNE DE UTUROA

2 novembre 2006

PC n° 2163 MET.AU.ISLV, Mlle Karaina Romina Pereoo, construction d'une maison d'habitation du type MTR sur la parcelle C du lot n° 2 (partie) de la terre "Uturaerae partie" cadastrée n° 91, section AO (D n° 6-554).

13 novembre 2006

PC n° 2216 MET.AU.ISLV, M. Tevaea Ibrahim Haapii, construction d'une maison d'habitation du type MTR sur le lot n° 2 du lot de ville n° 78 cadastré n° 94, section AH (D n° 6-567).

15 novembre 2006

PC n° 2223 MET.AU.ISLV, M. Iotefa Yann Otomimi, construction d'une maison d'habitation du type MTR sur la parcelle B du lot C de la terre "Punamoe, lot n° 1" cadastrée n° 67, section AP (D n° 6-552) ;

PC n° 2224, Mlle Tina Ingrid Taaroa, mandataire de la SCI Tina, construction d'une clôture sur les lots n° 8 et n° 9 du lotissement industriel de Tahina cadastrés n° 147 et n° 148, section AI (D n° 6-553) ;

PC n° 2225, Mme Eliane Boubée, construction de deux (2) maisons d'habitation sur une parcelle de la terre "Motutiofai" cadastrée n° 4 et n° 7, section AN (D n° 6-587) ;

PC n° 2226, Mme Marona Teahui née Brothers, construction d'une maison d'habitation du type MTR, sur une parcelle du lot n° 5 de la terre "Faretara 1" cadastrée n° 36, section AH (D n° 6-589).

28 novembre 2006

PC n° 2321 MET.AU.ISLV, Mme Hinano Holman née Lemaire, construction d'une garderie d'enfants sur une parcelle du lotissement Tahina, cadastrée n° 114, section AI (D n° 4-493) ;

PC n° 2322, M. Giovanni Lenoir, construction d'une maison d'habitation du type MTR sur la parcelle B du lot n° 2 de la parcelle BI de la terre "Tefarerii 1" cadastrée n° 90, section AL (D n° 6-598).

COMMUNE DE TAHAA

15 novembre 2006

PC n° 2221 MET.AU.ISLV, M. Jean-Marius Raapoto, ministre de l'éducation, et de l'enseignement supérieur, construction de deux (2) salles de classe au collège de Haamene sur une parcelle de la terre "Haamene" (D n° 6-432) à Haamene ;

PC n° 2222, M. Alfred Arui, construction d'une maison d'habitation du type MTR sur une parcelle de la terre "Hatupa, lot n° 6" (D n° 6-562) à Tiva ;

PC n° 2234, M. Tepeva Nohoarii Christian Chung Pao, construction d'une maison d'habitation du type MTR sur une parcelle de la terre "Taiahoe 1" (D n° 6-592) à Vaitoare ;

PC n° 2235, M. Roberto Moeino, construction d'une maison d'habitation sur la parcelle de la terre "Vaihuti, lot n° 3 DI C" (D n° 6-593) à Haamene.

28 novembre 2006

PC n° 2323 MET.AU.ISLV, Mlle Carmella Tuia, construction d'une maison d'habitation sur une parcelle de la terre "Faaopore" (D n° 5-271) à Faaaha ;

PC n° 2324, M. Paul Zinguerlet, construction d'une maison d'habitation du type MTR sur une parcelle de la terre "Tepuamahu, lot B" (D n° 6-603) à Iripau ;

PC n° 2325, Mlle Leila Tama, construction d'une maison d'habitation sur une parcelle de la terre "Vaihuti" (D n° 6-604) à Haamene.

30 novembre 2006

PC n° 2336 MET.AU.ISLV, M. Taputu François Atger, construction d'une maison d'habitation sur une parcelle de la terre "Parauri 1, lot n° E1 (D n° 6-560) à Haamene.

COMMUNE DE HUAHINE

14 novembre 2006

PC n° 2217 MET.AU.ISLV, Mlle Manava Thérèse Matapo, construction d'une maison d'habitation du type MTR sur une parcelle de la terre "Outuroa" (D n° 6-565) à Maroe.

15 novembre 2006

PC n° 2238 MET.AU.ISLV, Mlle Vaiherenui Juventin et M. Jean-Paul Brieu, construction d'une maison d'habitation du type MTR sur une parcelle de la terre "Tepahu" cadastrée n° 8, section BH (D n° 6-596).

COMMUNE DE BORA BORA

13 novembre 2006

PC n° 2209 MET.AU.ISLV, M. Louis Wane, mandataire de la SCI Bora Bora Developments, construction d'une maison d'habitation sur une parcelle de la terre "Tuuparure", cadastrée n° 36, section AT (D n° 6-481) à Nunue.

17 novembre 2006

PC modif n° 2246 MET.AU.ISLV, Mlle Luina Heimiti Tauaroa, modification d'implantation d'une maison d'habitation autorisée suivant le permis de construire n° 684 MLA.AU.ISLV du 11 avril 2006 (D n° 6-064) à Anau ;

PC n° 2247, M. et Mme Yvon et Hinano Hapaitahaa, construction d'une maison d'habitation sur une parcelle de la terre "Vaioma 2" cadastrée n° 12, section AD (D n° 6-572) à Nunue ;

PC n° 2248, Mlle Tepuarata Laetitia Maimaro, construction d'une maison d'habitation du type MTR sur une parcelle de la terre "Hihae 1" cadastrée n° 45, section AR (D n° 6-578) à Nunue.

22 novembre 2006

PC n° 2268 MET.AU.ISLV, M. Lena Peue, construction d'un espace couvert sur une parcelle de la terre "Vaiapi, lot n° 1" cadastrée n° 3, section AS D (n° 6-570) à Nunue ;

PC n° 2269, Mlle Herenui Lehartel, construction d'une maison d'habitation sur une parcelle de la terre "Paparoa 1, lot n° 4, parcelle A" cadastrée n° 42, section AH D (n° 6-576) à Nunue ;

PC n° 2270, M. Rodrigue Vero, construction d'une maison d'habitation du type MTR sur une parcelle de la terre "Tauariaiatupuna" cadastrée n° 10, section CZ D (n° 6-580) à Faanui ;

PC n° 2271, Mlle Herenui Lehartel, construction d'une maison d'habitation sur une parcelle de la terre "Paparoa 1, lot n° 4, parcelle A" cadastrée n° 42, section AH D (n° 6-581) à Nunue ;

PC n° 2272, Mlle Herenui Lehartel, construction d'une clôture sur une parcelle de la terre "Paparoa 1, lot n° 4, parcelle A" cadastrée n° 42, section AH D (n° 6-591) à Nunue.

29 novembre 2006

PC n° 2331 MET.AU.ISLV, M. Théophile Mama, construction d'une maison d'habitation du type MTR sur une parcelle du lot de ville sur "Namaha" cadastrée n° 75, section AO D (n° 6-512) à Nunue.

30 novembre 2006

PC n° 2335 MET.AU.ISLV, SNC Tsong Yen Sieon, travaux d'extension du magasin "Chin Lee" (construction d'un escalier et d'un local) sur une parcelle de la terre "Vaitemanu" cadastrée n° 71, section AR D (n° 6-254) à Nunue ;

PC reconduction n° 2339, Mlle Joana Gilberte Tama, construction d'un bâtiment à usage commercial sur un emplacement du domaine public maritime sis au droit de la terre "Teorueaihuaraau" cadastrée n° 56, section AR D (n° 4-239) à Anau.

**ETAT RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS
DE TRAVAUX IMMOBILIERS
DES ILES DU VENT ET DES TUAMOTU-GAMBIER
POUR LE MOIS DE NOVEMBRE 2006**

COMMUNE DE ARUE

16 novembre 2006

N° 06-1772-1 MET.AU, Mme Letizia Teiho épouse Tepava, parcelle cadastrée n° 38, section N (terre Tefauhiva), construction d'une maison d'habitation.

21 novembre 2006

N° 04-590-3 MET.AU, Mme Vahineumi Rosa Tetuanui, parcelle cadastrée n° 71, section L (terre Vaipiro parcelle) au PK 6, modification d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE FAA'A

16 novembre 2006

N° 06-1242-2 MET.AU, commune de Faa'a, parcelles cadastrées n° 1019 et n° 1187, section S (ancienne propriété Bonnefin, terres Teahara, Faretara et Mouatiaoro), à proximité du stade Ganivet, terrassement ;

N° 06-1709-1, M. Tamatoa Lotte, parcelle cadastrée n° 644, section V (lot n° 96 du lotissement Mamaia 3), construction d'une maison d'habitation ;

N° 06-186-2, Mme Mathilda Mamae, parcelle cadastrée n° 296, section L (terre Papehaua 1), modification d'une maison d'habitation.

22 novembre 2006

N° 06-1462-2 MET.AU, commune de Faa'a, parcelle cadastrée n° 6, section O, aménagement d'un plateau sportif et construction d'un bloc sanitaire et d'une clôture.

23 novembre 2006

N° 06-1782-1 MET.AU, M. Gilbert Mai, parcelle cadastrée n° 156, section H (lot n° 1 des terres Matiti 2 et Vairimu 2) au PK 5,500, construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE HITIA'A O TE RA

16 novembre 2006

N° 04-1489-2 MET.AU, M. Ariimate Joël Teururai, parcelle cadastrée n° 23, section AW (parcelle de la terre Tepirahirahi) à Papenoo au PK 17,500, côté montagne, construction d'une maison d'habitation (prorogation) ;

N° 06-1636-1, M. Serge Alain Wong et Mlle Viviane Teriinoho, lot n° 3 du partage d'une parcelle du lot n° 14 bis de l'ancienne propriété Temarii-Nadeaud, à Hitia'a au PK 38,500, côté montagne, construction d'une maison d'habitation ;

N° 06-1693-1, Mlle Alice Teiho, parcelle cadastrée n° 14, section AM (terre Putiare 1) à Papenoo, construction d'une maison d'habitation ;

N° 06-1732-1, M. Georges Excoffier, lot n° 2c (9) dépendant de la terre Aaitefara partie, à Hitia'a au PK 40,500, côté montagne, construction d'une maison d'habitation ;

N° 06-1767-1, M. et Mme Georges et Hinano Pito, parcelle cadastrée n° 83, section AK (lot n° 4 du morcellement de la terre Tumahio partie) à Papenoo au PK 17,500, côté mer, construction d'une maison d'habitation.

21 novembre 2006

N° 06-1770-1 MET.AU, M. Jérôme Laille, parcelle cadastrée n° 60, section AK (lot n° 4 de la terre Tuituimarama - Teurumoo) à Papenoo au PK 16,700, construction d'une maison d'habitation.

27 novembre 2006

N° 06-1726-1 MET.AU, M. Ken Tehei Amini, parcelle cadastrée n° 13, section AD (terre Faratea 2) à Mahaena au PK 30, côté mer, construction d'une maison d'habitation.

29 novembre 2006

N° 06-1800-1 MET.AU, Mme Solange Tetuanui épouse Paofai, lot n° 3 de la terre Uporu (PV bornage n° 345) à Tiarei au PK 28,800, côté montagne, construction d'une maison d'habitation.

30 novembre 2006

N° 06-1695-1 MET.AU, Mlle Vainui Teiva, parcelle cadastrée n° 196, section AI (terre Fana parcelle E) à Papenoo au PK 17, côté montagne, construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE MAHINA

17 novembre 2006

N° 06-681-1 MET.AU, M. Hugues Faua, parcelle cadastrée n° 15, section X (plateau Faaripo, limite district plateau Orofara) au PK 13, côté montagne, construction d'une maison d'habitation.

24 novembre 2006

N° 06-1699-1 MET.AU, M. Louis Larroque Loumiet, parcelle cadastrée n° 430, section S (lot B du domaine Fritch) au PK 11,500, côté montagne, construction d'une maison d'habitation.

27 novembre 2006

N° 06-1780-1, M. Jean-Claude Ioane, parcelle cadastrée n° 425, section V3 (parcelle de la terre Potaa lot B4 parcelle E), construction d'une maison d'habitation.

28 novembre 2006

N° 06-1885-1 MET.AU, M. Tamatoa Le Gayic, parcelle cadastrée n° 749, section V (terre Vaitoe), construction d'une maison d'habitation.

29 novembre 2006

N° 06-1746-1 MET.AU, M. Daniel Tetainanuarii, parcelle cadastrée n° 769, section W (lot n° 66 du lotissement Le hameau de Mahinarama), construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE MOOREA-MAIAO

16 novembre 2006

N° 06-1649-1 MET.AU, M. Patrice Moana Lai, parcelle cadastrée n° 44, section AP (parcelle C2 du lot C des terres Temaire et Amatahiapo i Tai) à Afareaitu, Maatea, construction d'une maison d'habitation.

22 novembre 2006

N° 06-1611-1 MET.AU, M. Moana Maiau, parcelle cadastrée n° 44, section RH (lot n° 2 parcelle 2 lot X lot B1 domaine Tiahura) à Haapiti au PK 26, côté montagne, construction d'une maison d'habitation.

23 novembre 2006

N° 06-1413-1 MET.AU, Mlle Adèle Teata, parcelle cadastrée n° 186, section CN (parcelle B détachée d'une parcelle du lot n° 1 de la terre Ofairuro - Pavete) à Teavaro, Temae, construction d'une maison d'habitation ;

N° 06-1654-1, M. Roland Paquier, parcelle cadastrée n° 13, section HN (terre Pouaru - Tuarau - Opaura, parcelle lot n° 5 partie) à Haapiti, construction d'un ensemble de six (6) logements F4 et d'un cellier.

27 novembre 2006

N° 06-1161-1 MET.AU, SCI Raihei Beach, parcelle cadastrée n° 34, section CP (parcelle B lot n° 1 de la terre Teharoto) à Teavaro, Temae, construction d'une clôture.

29 novembre 2006

N° 05-1561-2 MET.AU, M. Thierry Tehuitua et Mlle Julienne Faafatua, parcelle cadastrée n° 69, section PB (terre Taofe) à Papetoai, modification d'une maison d'habitation ;

N° 06-1786-1, M. Manuarii Keck, parcelle cadastrée n° 129, section CK (partie du lot D des terres Fau, Tiaoa, vallée Maamaa, Piahea ou Tepiahea et Vaipapa) à Teavaro au PK 1,500, côté mer, construction d'une maison d'habitation ;

N° 06-1864-1, Mlle Vaea Rochette, lot b du plan de partage de la terre Tetahua (lot n° 2) à Paopao, construction d'une maison d'habitation.

30 novembre 2006

N° 06-1849-1 MET.AU, M. et Mme Yanouk Bellais, parcelle cadastrée n° 132, section AD (lot n° 2 partie de la terre Teatata) à Afareaitu au PK 9, côté montagne, construction d'une maison d'habitation ;

N° 06-1854-1, M. Igino Teagai, parcelle cadastrée n° 16, section HN (terre Urumaru 3) à Haapiti au PK 22, côté montagne, construction d'une maison d'habitation ;

N° 06-1867-1, M. Adrien Teniaro et Mme Marie Madeleine Pihahuna, parcelle cadastrée n° 36, section AM (lots n° 1 et n° 2 de la terre Tuhaunui, PV n° 259) à Afareaitu, construction d'une maison d'habitation ;

N° 06-1868-1, M. et Mme Dominique et Jeannette Kohueinui, parcelle cadastrée n° 2, section HN (lot n° 3 partie de la terre Tevahafarau) à Haapiti au PK 21,900, côté montagne, construction d'une maison d'habitation ;

N° 06-754-1, M. Haatani Stéphane, parcelle cadastrée n° 1, section ES (terre Amatie Rapae) à Paopao, terrassement.

COMMUNE DE PAEA

16 novembre 2006

N° 06-1637-1 MET.AU, M. Max Faareoiti, parcelle cadastrée n° 44, section AW (lotissement Orofero), construction d'une maison d'habitation.

23 novembre 2006

N° 06-1690-1 MET.AU, M. Damien Testa et Mlle Lucie Loury, parcelle cadastrée n° 35, section AO (lot n° 3 du lotissement Vaitiare), construction d'une maison d'habitation.

27 novembre 2006

N° 05-1776-2 MET.AU, M. Ousmane Aidara, parcelle cadastrée n° 340, section AN (lot n° 1 du lotissement Bourne), modification d'une maison d'habitation et clôture ;

N° 05-1867-2, M. Ousmane Aidara, parcelle cadastrée n° 340, section AN (lot n° 1 du lotissement Bourne), modification d'une clôture.

28 novembre 2006

N° 06-1871-1 MET.AU, M. Nicolas Suire et Mlle Wendy Maono, parcelle cadastrée n° 358, section AN (lot A de la terre Vaitupa), construction d'une maison d'habitation.

29 novembre 2006

N° 06-1735-1 MET.AU, Mlle Honorine Tang, parcelle cadastrée n° 390, section AE (terres Tefareura et Teahutaa) au PK 21,100, quartier Vaiapane, construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE PAPARA

16 novembre 2006

N° 06-1553-1 MET.AU, M. Raymond Dumas, parcelle cadastrée n° 56, section AZ (lot n° 28 du lotissement Leilani), construction d'une maison d'habitation.

21 novembre 2006

N° 06-1544-2 MET.AU, M. Tito Roberto Mendes et Mlle Nathalie Maite Titihauri, parcelle cadastrée n° 240, section BB (parcelle A1 détachée du lot A de la terre Matiehani ou domaine Tehaamatai) au PK 38,500, construction d'une maison d'habitation.

23 novembre 2006

N° 06-1711-1 MET.AU, M. Patrick Daniel, parcelle cadastrée n° 105, section BK (lot n° 16 de la résidence Vaihi), construction d'une maison d'habitation et d'une clôture.

27 novembre 2006

N° 06-1861-1 MET.AU, M. et Mme Moerani et Rirauta Lehartel, parcelle cadastrée n° 125, section AB (terres Atitautu et Faretai) au PK 30, côté mer, construction d'une maison d'habitation.

28 novembre 2006

N° 06-1823-1 MET.AU, Mlle Johanna Hinano Bennett, parcelle cadastrée n° 10, section AZ (domaine Tehaamatai, lot n° 4 du partage parcelle D du lot n° 11 ancien domaine Taharuu), au PK 38,200, construction d'une clôture.

29 novembre 2006

N° 06-1335-3 MET.AU, Mme Christine Chan, parcelle cadastrée n° 84, section AC (lot n° 1 de la terre Faripapa - Papatere 2), aménagement intérieur d'un bâtiment existant.

COMMUNE DE PAPEETE

16 novembre 2006

N° 06-080-1 MET.AU.PPTE, Mme Rachel Ladeyn, parcelle cadastrée n° 13, section AI (terre Atamavahine), rue Nansouty (immeuble Fara), aménagement d'un dépôt-vente d'une pâtisserie boulangerie ;

N° 06-0085-1, société SC PHT "Pacific Film", terre Atamavahine, avenue du Maréchal-Foch, aménagement d'un espace de jeux dans un local existant ;

N° 06-0128-1, M. et Mme Carl et Hinano Lausin, parcelle cadastrée n° 87, section HD (lot n° 2 du domaine Elzea) à Tipaerui (colline du pic Rouge), extension d'une maison d'habitation existante.

17 novembre 2006

N° 06-0051-1 MET.AU.PPTE, Mme Norma Alves, parcelle cadastrée n° 61, section BD (lot n° 28 de la terre Puea), avenue du Chef-Vairaatoa, construction d'une maison d'habitation ;

N° 06-0077-2, port autonome, parcelle cadastrée n° 2, section ZA (terre circonscription portuaire) à Motu Uta (zone des entrepôts), reconstruction d'un hangar ;

N° 06-0095-1, Mlle Vilna Cérans-Jérusalem, parcelle cadastrée n° 17, section HI (terre Vaihi, parcelle du lot n° 2) à Saint-Amélie (route de Moria), construction d'une maison d'habitation.

23 novembre 2006

N° 06-041-1 MET.AU.PPTE, M. Jean-Marie Teheiura, lot n° 10 de la terre Rimarima à la Mission, construction d'une maison d'habitation.

27 novembre 2006

N° 06-089-1 MET.AU.PPTE, M. Pierre Laudon, à la Mission, aménagement d'un snack de plats à emporter (sans consommation sur place) dans un local existant.

30 novembre 2006

N° 06-050-1 MET.AU.PPTE, commune de Papeete, à Tipaerui, aménagement d'une cantine dans l'école Pinai ;

N° 06-090-2, subdivision des phares et balises, parcelle cadastrée n° 9, section ZA, à Motu Uta, surélévation et rénovation du bâtiment des phares et balises ;

N° 06-0106-1, société SPEA, à Sainte-Amélie, réalisation d'un réservoir, d'un équipement de forage et de la pose de canalisations.

COMMUNE DE PIRAE

16 novembre 2006

N° 06-1665-1 MET.AU, M. et Mme Frydrych et Céline Jamet, parcelle cadastrée n° 235, section M (terre Momoe 1), construction d'une maison d'habitation.

17 novembre 2006

N° 06-1438-1 MET.AU, M. Teva Carroll, parcelle cadastrée n° 66, section L (parcelle dépendant du domaine Walker), construction d'une maison d'habitation.

20 novembre 2006

N° 06-1123-1 MET.AU, Mme Louise Montaron, parcelle cadastrée n° 141, section P (lot n° 11 du lotissement Aute III), extension d'une maison d'habitation (régularisation).

28 novembre 2006

N° 06-1747-1 MET.AU, M. Tauniua Céran-Jérusalémy, parcelle cadastrée n° 60, section S (lot n° 1 du lot F2 des terres Taatahue et Tiafaa), construction d'une maison d'habitation.

30 novembre 2006

N° 06-1521-1 MET.AU, Camica, parcelle cadastrée n° 527, section E (domaine Paura, parcelle), face au stade Pater, construction d'une maison de prière.

COMMUNE DE PUNAAUIA

16 novembre 2006

N° 06-1364-1 MET.AU, M. et Mme Pascal et Anne Le Dortz, parcelle cadastrée n° 90, section DN (lot n° 90 du lotissement Te Maru Ata), construction d'un garage ;

N° 06-1632-1, M. Sylvain Marcel Mai, parcelle cadastrée n° 47, section AH (parcelle B du lot n° 2 du partage de la terre Tarapu 2 et 3) au PK 16,200, côté mer, construction d'une maison d'habitation ;

N° 06-1779-1, Mlle Catherine Teremate, parcelle cadastrée n° 62, section AD (lot A du partage du lot n° 2 parcelle B des lots 3, 4 et 5 de la terre Teanini) au PK 14,800, côté mer, construction d'une maison d'habitation.

17 novembre 2006

N° 06-928-2 MET.AU, SARL Central Fac, Imagine Promotion, parcelle cadastrée n° 35, section H1 (domaine Outumaoro parcelle A), quartier Outumaoro, construction d'un immeuble de logements.

20 novembre 2006

N° 06-1749-1 MET.AU, M. Eric Gilles Bonamy, parcelle cadastrée n° 271, section CI (lot n° 172 du lotissement Punavai Nui, 2e tranche), construction d'une maison d'habitation.

21 novembre 2006

N° 06-1653-1 MET.AU, M. Ioane Ng Pao, parcelle cadastrée n° 97, section BC (lot A 11 du lotissement Orohiti) au PK 9,100, côté montagne, construction d'une maison d'habitation.

23 novembre 2006

N° 06-1124-1 MET.AU, M. Benoit Thirion, parcelle cadastrée n° 243, section BO (parcelle du lot n° 10 de la propriété Sage) au PK 14, construction d'une maison d'habitation ;

N° 06-1168-2, M. Ralph U, parcelles cadastrées n° 168 section AP, et n° 319 section AR (lot L du lotissement Miri), construction d'une maison d'habitation ;

N° 06-1675-1, M. Joël Teissier, parcelle cadastrée n° 4, section CI (lot A de la propriété Fortuné-Teissier) au PK 8, côté montagne, construction d'une maison d'habitation ;

N° 06-1778-1, M. et Mme Paul et Doris Tchong, parcelle cadastrée n° 518, section L (parcelle A du lot n° 4 des terres Mavaeura, Tepuaetou et Tuhamaru dite aussi propriété Pugibet) au PK 11,800, côté montagne, construction d'une maison d'habitation.

27 novembre 2006

N° 06-1826-1 MET.AU, M. Teva Tiare, parcelle cadastrée n° 337, section K (terre Matatia 2) au PK 10,500, construction d'une maison d'habitation ;

N° 06-1829-1, SCI Aiata 5, parcelle cadastrée n° 406, section H (lot n° 77 du lotissement Green Vallée), construction d'une maison d'habitation, garage et piscine ;

N° 06-1831-1, SCI Aiata 7, parcelle cadastrée n° 405, section H (lot n° 76 du lotissement Green Vallée Nui), construction d'une maison d'habitation, garage et piscine.

28 novembre 2006

N° 06-461-2 MET.AU, M. Ludovic Tseng, parcelle cadastrée n° 304, section BC (lot n° 18 du lotissement Les hauts de Matatia), modification d'une maison d'habitation.

29 novembre 2006

N° 06-1728-1 MET.AU, M. et Mme Julien Surzur, parcelle cadastrée n° 506, section CI (lot n° 26 du lotissement Vaiopu II) au PK 14, côté montagne, construction d'une maison d'habitation ;

N° 06-1729-1, M. et Mme Stéphane et Karine Solia, parcelle cadastrée n° 496, section CI (lot n° 35 du lotissement Vaiopu), construction d'une maison d'habitation ;

N° 06-38-2, M. Philippe Tumahai, parcelle cadastrée n° 269, section BI (lot B de la terre Matatia), PK 10,800, modification d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE TAIARAPU-EST

16 novembre 2006

N° 06-1495-2 MET.AU, Mme Annick Tatarata, parcelle cadastrée n° 23, section AE (lot n° 1 de la terre Huahuatenu) à Faaone au PK 50,600, côté montagne, construction d'une maison d'habitation.

17 novembre 2006

N° 06-1587-1 MET.AU, M. Tapuvanaa Tching, parcelle cadastrée n° 142, section AK (lot de ville n° 14) à Tautira village, construction d'une maison d'habitation.

22 novembre 2006

N° 06-1657-1 MET.AU, M. Tuaru Mateau, lot n° 29 du lotissement Outuofai, à Faaone, extension d'une maison d'habitation (garage) ;

N° 06-1673-1, M. Romain Timoteo, lot n° 16 du lotissement Outuofai, à Faaone, construction d'un garage (régularisation).

23 novembre 2006

N° 06-1798-1 MET.AU, M. Alain Carle et Mlle Geneviève Francine Davos, lot n° 1 E détaché de la terre Atihopu (parcelle 3) à Afaahiti, construction d'une maison d'habitation.

24 novembre 2006

N° 06-683-2 MET.AU, M. Rairui Teikitohe, lot n° 2 de la parcelle B de la propriété Osmond-Jamet, à Afaahiti, plateau de Taravao, modification d'une maison d'habitation.

27 novembre 2006

N° 06-1781-1 MET.AU, M. Teriitanao Tatarata, parcelle cadastrée n° 142, section AN (domaine Afaahiti lot n° 4 du partage) à Afaahiti, Taravao centre, construction d'une maison d'habitation.

28 novembre 2006

N° 06-1840-1 MET.AU, M. et Mme Francis et Mélanie Roche, parcelle cadastrée n° 11, section AB (lot n° 10 du lotissement Résidence port Phaëton) à Afaahiti, construction d'une maison d'habitation.

29 novembre 2006

N° 05-1422-2 MET.AU, M. et Mme Maraetaata et Heimanu Tetuarii, parcelle A dépendant du lot n° 2 du plan de partage de la terre Taiauti, à Pueu au PK 10,500, côté montagne, modification d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE TAIARAPU-OUEST

16 novembre 2006

N° 06-1678-1 MET.AU, M. Thierry Hugron, lot n° 1 dépendant du lot n° 3 de la propriété Stephen-Ipeva-Vivish, à Toahotu au PK 2,800, côté mer, construction d'une maison d'habitation ;

N° 06-1682-1, Mlle Tiare Tauhiti Auraa, parcelle cadastrée n° 102, section AI (parcelle lot E de la terre Atomoahine 2) à Toahotu, construction d'une clôture ;

N° 06-1683-1, Mme Pierrette Sylvie Wohler épouse Poroiae, lot n° 5 de la terre Atitumao, à Teahupoo au PK 16,500, côté montagne, construction d'une maison d'habitation ;

N° 06-1763-1, Mme Tara Manarani, lot n° 134 du lotissement Miti Rapa Plateau, à Toahotu, extension d'une maison d'habitation.

21 novembre 2006

N° 06-1783-1 MET.AU, Mme Edmée Hopuu, terre Oneave lot n° 7b, à Teahupoo au PK 15,700, côté mer, construction d'une maison d'habitation.

22 novembre 2006

N° 06-1684-1 MET.AU, M. Timi Amaru, parcelle de la terre Huruone (PVB n° 178) à Vairao au PK 9, côté mer, construction d'une maison d'habitation.

27 novembre 2006

N° 05-1346-2 MET.AU, Mlle Léa Rochette Teahu, parcelle de la terre Puauruhia (PV bornage n° 134) à Teahupoo au PK 19,500, côté mer, modification d'une maison d'habitation ;

N° 06-1822-1, Mme Angéline Tioo veuve Gracia, parcelle cadastrée n° 35, section AH (parcelle H des terres Poriro, Teaoa, Vaitohora, Raipua, Atitetaahi et Teiriiri surplus) à Toahotu au PK 4,200, côté montagne, construction d'une maison d'habitation ;

N° 06-692-3, M. François Mu et Mlle Tiare Auraa, parcelle cadastrée n° 102, section AI (parcelle de la terre Atomoahine 2) à Toahotu au PK 4,500, côté montagne, modification d'une maison d'habitation.

29 novembre 2006

N° 06-1546-1 MET.AU, M. Faustino Gracia, parcelle cadastrée n° 35, section AH (parcelle H des terres Poriro, Teaoa, Vaitohora, Raipua, Atitetaahi et Teiriiri) à Toahotu au PK 4,200, côté montagne, construction d'une maison d'habitation.

30 novembre 2006

N° 06-1535-1 MET.AU, M. Achille Gouronnec, lot n° 15 du lotissement Tuava, plateau de Puunui, à Toahotu au PK 6,800, côté montagne, terrassement, construction d'une maison provisoire en bois et clôture ;

N° 06-1750-1, M. et Mme Tefa et Taiana Scoupe, lot n° 5 du lotissement Tuava, plateau de Puunui à Toahotu, construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE TEVA I UTA

16 novembre 2006

N° 06-1538-1 MET.AU, Mlle Ludivine Iotua, parcelle cadastrée n° 107, section BI (parcelle A du lot n° 5 de la terre Ahotuana) à Papeari au PK 52,500, côté mer, construction d'une maison d'habitation ;

N° 06-1631-1, M. Rémy Delors, parcelle cadastrée n° 28, section AM (parcelle lot n° 1 de la terre Tetou 1) à Mataiea au PK 45,500, côté montagne, construction d'une maison d'habitation ;

N° 06-1799-1, M. Karim Chardot, parcelle cadastrée n° 108, section AT (parcelle A1 du lot n° 1 de la terre Hiemoo) à Mataiea, construction d'une maison d'habitation.

17 novembre 2006

N° 06-1668-1 MET.AU, M. Bill Belord, parcelle cadastrée n° 64, section CE (lot n° 7 du lotissement Mitirapa) à Mataiea au PK 45,300, côté montagne, construction d'une maison d'habitation.

21 novembre 2006

N° 06-1777-1 MET.AU, M. Charlot Atoni Teraiamano, parcelle cadastrée n° 34, section BV (lot n° 2C de la terre Vairei 1 et 2) à Papeari, construction d'une maison d'habitation.

23 novembre 2006

N° 06-1739-1 MET.AU, M. Tutehauarii Taumaa et Mlle Laina Rita Tetainanuarii, parcelle cadastrée n° 107, section AT (lot C de la parcelle A1 du lot n° 1 de la terre Hiemoo) à Mataiea, construction d'une maison d'habitation.

27 novembre 2006

N° 06-1839-1 MET.AU, M. Philippi Vahine, parcelle cadastrée n° 74, section CK (lot n° 6 de la terre Teiriiri 3) à Mataiea au PK 45,400, côté montagne, construction d'une maison d'habitation.

30 novembre 2006

N° 06-1620-1 MET.AU, Mme Mere Maitui veuve Teriitahi, parcelle cadastrée n° 114, section AS (parcelle 1 du lot n° 6 de la terre Atitihaa 3 ou Atitiaha) à Mataiea au PK 47, côté mer, construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE ANAA

16 novembre 2006

N° 98-1832-3 MET.AU.TG, Mme Hunarii Tufaunui épouse Victor, parcelle cadastrée n° 42, section A1 (terre Putiki) à Faaite, construction d'une maison d'habitation (prorogation).

COMMUNE DE ARUTUA

20 novembre 2006

N° 06-1334-2 MET.AU.TG, Mlle Sarah Roti Tepehu, parcelle cadastrée n° 58, section E1 (terre Tamaave 4) à Apataki, construction d'une maison d'habitation.

23 novembre 2006

N° 06-1625-1 MET.AU.TG, M. Damas Faulkura Perry, parcelle cadastrée n° 68, section E (terre Tuoroa) à Apataki, construction d'une maison d'habitation.

27 novembre 2006

N° 06-1824-1 MET.AU.TG, Mlle Vaitiare Mareva Otare, parcelle cadastrée n° 76, section H (terre Pitorea), construction d'une maison d'habitation ;

N° 06-1847-1, M. Ahumai Pupure Nauta, parcelle cadastrée n° 3, section H3 (terre Hopupu), construction d'une maison d'habitation.

28 novembre 2006

N° 06-1762-1 MET.AU.TG, M. Albert Ririfatu Richmond, parcelle cadastrée n° 46, section A (terre Fafarua) à Kaukura, construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE FAKARAVA

27 novembre 2006

N° 06-1765-1 MET.AU.TG, M. Tereva Maurice Chazette, parcelles cadastrées n° 15 et n° 16, section BB (terre Puhigaru), construction d'une maison d'habitation.

28 novembre 2006

N° 06-1758-1 MET.AU.TG, M. Félicien Max Tukihiti Paeahi, parcelle cadastrée n° 6, section CC (terre Tenekega), construction d'une maison d'habitation ;

N° 06-1787-1, M. Garue Denis Gatata, lot n° 2 de la terre Rapeka nord, au village de Aratika, construction d'une maison d'habitation.

29 novembre 2006

N° 06-1791-1 MET.AU.TG, Mme Célestine Kimitete, parcelle cadastrée n° 35, section BA (terre Tapuaeamanu), construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE FANGATAU

16 novembre 2006

N° 06-894-2 MET.AU.TG, M. Daniel Voirin, parcelle cadastrée n° 359, section A (terre Papagaha) à Fakahina, construction d'une maison d'habitation.

29 novembre 2006

N° 06-1610-1 MET.AU.TG, M. Jean-Louis Heimana Tehu, parcelle cadastrée n° 243, section A (terre Tatakoto) à Fakahina, construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE GAMBIER

16 novembre 2006

N° 06-1548-1 MET.AU.TG, M. Fernand Gooding, parcelle de la terre Nukuroia à Kirimiro, Mangareva, construction d'une maison d'habitation ;

N° 06-1604-1, M. Daniel Teakarotu, parcelle de la terre Ruanuku à Gatavake, Mangareva, construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE HAO

16 novembre 2006

N° 06-1674-1 MET.AU, M. See Sing Teariki Lau, parcelle cadastrée n° 100, section AI (terre Hava partie) à Otepa, construction d'une maison d'habitation.

23 novembre 2006

N° 06-1718-1 MET.AU.TG, M. Tane Pahuiri, parcelle cadastrée n° 46, section AK (terres Tetuahakaivi et Tetopikorereka partie), construction d'une maison d'habitation.

27 novembre 2006

N° 06-1390-2 MET.AU.TG, M. Alphonse Teto, parcelle cadastrée n° 90, section A1 (terre Ohava partie), construction d'une maison d'habitation.

29 novembre 2006

N° 06-1846-1 MET.AU.TG, M. Manua Tane Maruatoa Manua, parcelle de la terre Teputakeka (vol. 16 n° 66) à Amanu, construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE MAKEMO

27 novembre 2006

N° 06-1703-1 MET.AU.TG, M. Maurice Teururai, parcelle cadastrée n° 11, section AD (terre Vaiapitoa partie) à Katiu, construction d'une maison d'habitation.

29 novembre 2006

N° 06-1704-1 MET.AU.TG, Mme Tuputeata Elisabeth Teururai, parcelle cadastrée n° 11, section AD (terre Vaiapitoa) à Katiu, construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE MANIHI

27 novembre 2006

N° 06-1819-1 MET.AU.TG, Mme Rebata Poetai, parcelle cadastrée n° 237, section H (terre Tuituiakau 1), construction d'une maison d'habitation.

29 novembre 2006

N° 06-1737-1 MET.AU.TG, Mme Marita Pahio Louise Huri, parcelles cadastrées n° 265 et n° 62, section B (terre Runa I) à Ahe, construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE NUKUTAVAKE

30 novembre 2006

N° 06-1775-1 MET.AU.TG, M. Marere Marere, parcelle cadastrée n° 123, section C (terre Vahatopa) à Vairaatea, construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE RANGIROA

16 novembre 2006

N° 06-1633-1 MET.AU.TG, M. Jérôme Teihotu Teriatetoofa, parcelle cadastrée n° 2, section AD (terre Motuhaamea 2) à Tikehau, construction d'une maison d'habitation.

22 novembre 2006

N° 06-305-2 MET.AU.TG, Mme Marie-Cécile Piehi, parcelle cadastrée n° 1607, section b (terre Reporepo partie) à Avatoru, modification d'une maison d'habitation.

23 novembre 2006

N° 06-1429-3 MET.AU.TG, M. Henere Revy Huri, parcelle cadastrée n° 6, section AA (terres Tematie et Faraomahu partie) à Tikehau, régularisation de cinq (5) bungalows ;

N° 06-1436-3, M. Henere Huri, parcelle cadastrée n° 6, section AA (terre Tematie et Faraomahu partie) à Tikehau, construction d'une pension de famille.

27 novembre 2006

N° 06-1715-1 MET.AU.TG, M. Omita Hiriga, parcelle cadastrée n° 863, section A (terre Tairuauruaura), construction d'une maison d'habitation.

29 novembre 2006

N° 06-1832-1 MET.AU.TG, Mlle Sandrine Teata Tupahiroa, parcelle cadastrée n° 168, section B (terre Tuaraupaa) à Tiputa, construction d'une maison d'habitation ;

N° 06-1865-1, Mme Maraehuria Tuanetai Bellais épouse Tahitoterai, parcelle cadastrée n° 1336, section B (terre Vaere) à Tiputa, construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE TAKAROA

23 novembre 2006

N° 06-1618-1 MET.AU.TG, M. Samuel Hutihuti, parcelle cadastrée n° 111, section E (terre Tikirevareva), construction d'une maison d'habitation.

30 novembre 2006

N° 06-1626-2 MET.AU.TG, M. Ralph Lin Sin, parcelle cadastrée n° 292, section H (terre Pahere 4), construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE TUREIA

27 novembre 2006

N° 06-1801-1 MET.AU.TG, Mme Florita Teauroa épouse Arai, parcelle cadastrée n° 43, section A4 (terre Tefagomaihi), construction d'une maison d'habitation.

29 novembre 2006

N° 06-1820-1 MET.AU.TG, M. Maoake-Turihiti Maro Brander, parcelle cadastrée n° 53, section A1 (terre Moraivi), construction d'une maison d'habitation.

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

TRIBUNAL MIXTE DE COMMERCE DE PAPEETE

Jugement du 11 décembre 2006 ouvrant une procédure de redressement judiciaire sous le régime simplifié à l'égard de la SARL TUAM'S TERRASSEMENT, inscrite au RCS de Papeete sous le n° 01 43 B (ancien RCS n° 8152 B 01), dont le siège social se situe à Aratika, Tuamotu, Fakarava.

Activité : Réalisation des travaux de terrassement, de déblayage et de démolition.

Date de cessation des paiements : 11 décembre 2006.

Représentant des créanciers : M. Maurice BAUD, BP 4552 Papeete, téléphone : 54 22 55, télécopie : 54 22 56.

Juge-commissaire : Mme Poema PIDOUX, BP 101 Papeete, téléphone : 41 55 00.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du représentant des créanciers dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

Jugement du 11 décembre 2006 ouvrant une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de la SGC PROMOTION, inscrite au RCS de Papeete sous le n° 9322 B, dont le siège social se situe à Faa'a, PK 3,500, côté mer, immeuble Atio.

Activité : Acquisition d'un terrain, édification d'immeubles et gestion par location.

Date de cessation des paiements : 11 décembre 2006.

Liquidateur judiciaire : M. Charles MU SI YAN, BP 1152 Papeete, téléphone : 54 47 25, télécopie : 54 47 26.

Juge-commissaire : Mme Clothilde VIRMAUX, BP 101 Papeete, téléphone : 41 55 00.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du représentant des créanciers dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

Jugement du 11 décembre 2006 ouvrant une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de la société SARL VONGUE, à l'enseigne STATION SHELL RDO, inscrite au RCS de Papeete sous le n° 6716 B, dont le siège social se situe à Faa'a, RDO, BP 60218 Faa'a.

Activité : Distributeur de carburant et négociant.

Date de cessation des paiements : 11 décembre 2006.

Liquidateur judiciaire : M. Maurice BAUD, BP 4552 Papeete, téléphone : 54 22 55, télécopie : 54 22 56.

Juge-commissaire : M. Noël COIA, BP 101 Papeete, téléphone : 41 55 00.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du représentant des créanciers dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

Jugement du 11 décembre 2006 ouvrant une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de M. Christophe Jacques Auguste HERVIEU, inscrit au RCS de Papeete sous le n° 03 691 A (ancien RCS n° 42981 A 03), dont le siège social se situe à Faa'a, PK 4,800, côté montagne.

Activité : Travaux en tous genres.

Date de cessation des paiements : 11 décembre 2006.

Liquidateur judiciaire : M. Pascal VERCIER, BP 1959 Papeete, téléphone/télécopie : 42 48 40.

Juge-commissaire : Mme Clothilde VIRMAUX, BP 101 Papeete, téléphone : 41 55 00.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du représentant des créanciers dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

Jugement du 11 décembre 2006 prononçant la liquidation judiciaire de la SARL MEDIA N'CO, aux enseignes Privilège Vidéo, Privilège Mediavision et Vidéo Futur, autorisant la poursuite d'activité jusqu'au 15 janvier 2007 et mettant fin à la mission de Mme Véronique MORIN, ès qualité d'administrateur judiciaire, avec mission de représentation à compter du 1er janvier 2007, inscrite au RCS de Papeete sous le n° 7253 B dont le siège social se situe à Papeete, 12, rue des Remparts, BP 62676, 98720 Faa'a, et ayant des établissements secondaires à Afaahiti, Taravao et Uturoa, Raiatea.

Activité : Location de films vidéo et négociant.

Liquidateur judiciaire : M. Maurice BAUD, BP 4552 Papeete, téléphone : 54 22 55, télécopie : 54 22 56.

Juge-commissaire : M. Arthur SIAO, BP 101 Papeete, téléphone : 41 55 00.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du représentant des créanciers dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

Jugement du 11 décembre 2006 prononçant la liquidation judiciaire de M. Tama AGNIE, à l'enseigne ENTREPRISE MIRKA, inscrit au RCS de Papeete sous le n° 45001 A, dont le siège social se situe à Punaauia, PK 17, côté montagne.

Activité : Travaux de terrassement et autres.

Liquidateur judiciaire : M. Maurice BAUD, BP 4552 Papeete, téléphone : 54 22 55, télécopie : 54 22 56.

Juge-commissaire : Mme Clothilde VIRMAUX, BP 101 Papeete, téléphone : 41 55 00.

Jugement du 11 décembre 2006 prononçant la liquidation judiciaire de M. Jean Louis Marie PUCHE, à l'enseigne PHAETON BLACK PERLES, inscrit au RCS de Papeete sous le n° 26 782 A, dont le siège social se situe à Papeete, Patutoa, rue du Commandant-Chessé ou au lotissement Puurai.

Activité : Négociant en perles et autres.

Liquidateur judiciaire : M. Charles MU SI YAN, BP 1152 Papeete, téléphone : 54 47 25, télécopie : 54 47 26.

Juge-commissaire : Mme Poema PIDOUX, BP 101 Papeete, téléphone : 41 55 00.

Jugement du 11 décembre 2006 prononçant une mesure de faillite personnelle d'une durée de 5 ans à l'encontre de M. Marcel DI LECCE, gérant de la société EURL TROPIC 2000, inscrit au RCS de Papeete sous le n° 5657 B.

Jugement du 11 décembre 2006 prononçant une mesure de faillite personnelle d'une durée de 8 ans à l'encontre de M. Mike TEURU, inscrit au RCS de Papeete sous le n° 26 156 A.

Jugement du 11 décembre 2006 prononçant une mesure de faillite personnelle d'une durée de 5 ans à l'encontre de Mme Symine CHUNG, gérante de la SARL NEW ZIZOU BAR, inscrite au RCS de Papeete sous le n° 6710 B.

Jugement du 11 décembre 2006 prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire de M. Victor MAONI, inscrit au RCS de Papeete sous le n° 35 552 A, pour insuffisance d'actif, et rappelant que par l'effet dudit jugement, la radiation de M. Victor MAONI du registre du commerce et des sociétés de Papeete est de droit.

Jugement du 11 décembre 2006 prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire de M. Patrice BONNETAIN, inscrit au RCS de Papeete sous le n° 36 585 A, pour insuffisance d'actif, et rappelant que par l'effet dudit jugement, la radiation de M. Patrice BONNETAIN du registre du commerce et des sociétés de Papeete est de droit.

Jugement du 11 décembre 2006 prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire de M. Frédéric TURPIN, inscrit au RCS de Papeete sous le n° 31 323 A, pour insuffisance d'actif, et rappelant que par l'effet dudit jugement, la radiation de M. Frédéric TURPIN du registre du commerce et des sociétés de Papeete est de droit.

Jugement du 11 décembre 2006 prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire de M. Gilbert RAO, inscrit au RCS de Papeete sous le n° 13391 A, et de Mme Nathalie RAO, inscrite au RCS de Papeete sous le n° 18094 A, pour insuffisance d'actif, et rappelant que par l'effet dudit jugement, la radiation de M. Gilbert RAO et de Mme Nathalie RAO du registre du commerce et des sociétés de Papeete est de droit.

Jugement du 11 décembre 2006 prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire de Mme Antonina TETIARAHU épouse RAO, membre du GIE MAHINA CENTER, inscrite au RCS de Papeete sous le n° 2344 B, pour insuffisance d'actif, et rappelant que par l'effet dudit jugement, la radiation de Mme Antonina TETIARAHU épouse RAO du registre du commerce et des sociétés de Papeete est de droit.

Jugement du 11 décembre 2006 prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire de M. Edgar TINORUA, membre du GIE TEFANA I AHUREI, inscrit au RCS de Papeete sous le n° 31 62 B, pour insuffisance d'actif, et rappelant que par l'effet dudit jugement, la radiation de M. Edgar TINORUA du registre du commerce et des sociétés de Papeete est de droit.

Jugement du 11 décembre 2006 prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire du GIE TEFANA I AHUREI, inscrit au RCS de Papeete sous le n° 31 62 B, pour insuffisance d'actif, et rappelant que par l'effet dudit jugement, la radiation du GIE TEFANA I AHUREI du registre du commerce et des sociétés de Papeete est de droit.

Jugement du 11 décembre 2006 prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire de M. Roger PAA, inscrit au RCS de Papeete sous le n° 27 034 A, pour insuffisance d'actif, et rappelant que par l'effet dudit jugement, la radiation de M. Roger PAA du registre du commerce et des sociétés de Papeete est de droit.

TRIBUNAL CIVIL DE PREMIERE INSTANCE DE PAPEETE

Jugement du 11 décembre 2006 prononçant la liquidation judiciaire de la MUTUELLE INTERPROFESSIONNELLE DE POLYNESIE FRANÇAISE, n° TAHITI 302497, dont le siège social se situe à Vairao, Taiarapu-Ouest, PK 12,900, côté mer.

Liquidateur judiciaire : M. Patrick ANCEL, BP 3658 Papeete, téléphone : 42 42 00, télécopie : 42 22 00.

Juge-commissaire : M. Godefroy DU MESNIL DU BUISSON, BP 101 Papeete.

Pour extrait conforme,
Le greffier.

SHELL RAIROA

Société unipersonnelle à responsabilité limitée
au capital de 1 000 000 F CFP
Siège social : Avatoru, Rangiroa
RCS de Papeete : n° 9683 B
N° TAHITI : 680892

Suivant délibération de l'assemblée générale extraordinaire du 12 décembre 2006, l'associé unique a décidé de modifier la dénomination sociale de la société, qui devient STATION SERVICES RAIROA, à compter du 1er janvier 2007.

En conséquence, les statuts ont été modifiés comme suit :

Ancienne mention

Raison sociale : La raison sociale est : SHELL RAIROA.

Nouvelle mention

Raison sociale : La raison sociale est : STATION SERVICES RAIROA.

Le dépôt légal sera effectué au greffe du tribunal de commerce de Papeete.

Pour avis,
 Le représentant légal.

SCI MAEVAJOSCH

Société civile immobilière
au capital de 100 000 F CFP
Siège social : Punaauia, lotissement Miri extension

Aux termes d'un acte sous seing privé, il a été constitué une société civile dont les caractéristiques sont les suivantes :

Dénomination : SCI MAEVAJOSCH.

Capital : 100 000 F CFP.

Durée : 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Apports en numéraire : 100 000 F CFP.

a) M. Franck ORLOW réalise un apport de 50 000 F CFP ;

b) Mme Marine ORLOW réalise un apport de 50 000 F CFP.

Les associés n'ont effectué que des apports numéraires dont le montant s'élève à la somme de 100 000 F CFP.

M. Franck ORLOW et Mme Marine ORLOW sont désignés statutairement en qualité de gérants pour une durée non limitée.

La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés tenu au greffe du tribunal de commerce de Papeete.

Pour avis et mention,
 M. Franck ORLOW et Mme Marine ORLOW.

SARL ERIS

Société à responsabilité limitée
au capital de 1 000 000 F CFP
Siège social : rue du Tavana-Oliver, Taravao
RCS de Papeete : n° 4 062 B

Avis ayant donné qu'aux termes d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire de la société à responsabilité limitée au capital de 1 000 000 F CFP ayant

son siège social rue du Tavana-Oliver, Taravao, immatriculée au RCS de Papeete sous le n° 4 062 B, tenue le 12 novembre 2006, les associés ont accepté le changement de gérance.

Ancienne gérante : Mme Emmanuelle FELEZ ;
Nouveau gérant : M. Michel FELEZ.

Pour avis,
 Le gérant.

MOOREA AUTO SERVICE

EURL au capital social de 3 000 000 F CFP
Siège social : Haapiti, en face du Club Med
RCS de Papeete : 6500 B
N° TAHITI : 426544

L'associé unique constate la démission de la gérance de M. Joël CONAN à compter du 25 juin 2006 et décide la modification de l'article 7 des statuts, à savoir :

Nouvelle mention

Art. 7. — Gérance : La gérance est assurée par M. François MACAIRE, demeurant à Mahina, lotissement Moanarama n° 35.

La durée de la fonction est pour une durée indéterminée.

La gérance exercera ses fonctions dans les conditions prévues au titre III des présents statuts.

Le reste sans changement.

Pour avis.

GREFFE DU TRIBUNAL MIXTE DE COMMERCE DE PAPEETE

Suivant acte aux minutes de la société civile professionnelle "Office notarial Dominique CALMET", titulaire d'un office notarial à Papeete, en date du 30 novembre 2006, enregistré à Papeete le 5 décembre 2006, folio 57, bordereau 1761/1,

La société dénommée "LA PETITE AUBERGE", société à responsabilité limitée au capital de 400 000 F CFP, dont le siège est à Papeete, avenue du Maréchal-Foch, immeuble Jissang, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 3891 B,

A cédé à :

La société "LA PETITE AUBERGE DE L'ILE", société à responsabilité limitée au capital de 200 000 F CFP, dont le siège social est à Papeete, Pont-de-l'Est, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° TPI 06 334 B et inscrite à l'ISPF sous le n° TAHITI 799965,

Un fonds de commerce de restaurant sis et exploité à Papeete, à l'angle de l'avenue du Maréchal-Foch et de la rue des Remparts, connu sous l'enseigne "LA PETITE AUBERGE", pour lequel le cédant est immatriculé au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 3891 B,

Moyennant le prix global de *quarante-cinq millions de francs CFP* (45 000 000 F CFP).

L'entrée en jouissance a été fixée au 1er décembre 2006.

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues au siège social de l'office notarial Dominique CALMET (BP 33, 98713 Papeete) où domicile a été élu à cet effet, et pour être valables, devront être faites par exploit d'huissier, au plus tard dans les dix jours de la présente et dernière insertion.

Pour avis,
Le greffier en chef
du tribunal mixte de commerce.

SOUTH PACIFIC THERM-O-FLEX
Société en liquidation
au capital de 1 020 000 F CFP
Siège social : PK 4,200, côté mer, Arue
RCS de Papeete : n° 8 703 B
N° TAHITI : 616516

Suivant assemblée générale extraordinaire en date du 13 décembre 2006, les associés ont décidé la suppression totale des activités sans disparition de la personne morale, la dissolution anticipée volontaire et amiable de la société à compter du 15 décembre 2006, et sa mise en liquidation amiable.

Le siège est fixé au siège social de la société, et Mme Jeanne WONG, demeurant à Faa'a, a été nommée en qualité de liquidateur avec les pouvoirs les plus étendus pour procéder aux opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci.

En outre, les associés donnent tous pouvoirs au liquidateur, à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité, de dépôt et autres qu'il appartiendra.

Pour avis,
Le liquidateur.

TRIBUNAL MIXTE DE COMMERCE DE PAPEETE

Dépôt de l'état des créances complémentaires

Avis de dépôt de l'état des créances complémentaires de la SARL GLAUSER PACIFIC, RCS de Papeete : n° 4466 B, adresse : BP 60035 Faa'a.

Dépôt de l'état des créances au tribunal mixte de commerce de Papeete où les réclamations seront recevables dans un délai de trente jours à compter de la date de la présente publication.

Dépôt de l'état des créances

Avis de dépôt de l'état des créances de Mme Sonia TERRIRAIE, RCS de Papeete : n° 35044 A, adresse : Moorea, Varari, Haapiti.

Dépôt de l'état des créances au tribunal mixte de commerce de Papeete où les réclamations seront recevables dans un délai de trente jours à compter de la date de la présente publication.

Avis de dépôt de l'état des créances de M. Richard MARTEN, RCS de Papeete : n° 24525 A, adresse : BP 20323 Papeete.

Dépôt de l'état des créances au tribunal mixte de commerce de Papeete où les réclamations seront recevables dans un délai de trente jours à compter de la date de la présente publication.

Avis de dépôt de l'état des créances de M. Marc ATIU, RCS de Papeete : n° 44627 A, adresse : Pirae, lotissement Aute I n° 37.

Dépôt de l'état des créances au tribunal mixte de commerce de Papeete où les réclamations seront recevables dans un délai de trente jours à compter de la date de la présente publication.

Avis de dépôt de l'état des créances de M. Daniel FAUVET, RCS de Papeete : n° 14411 A, adresse : BP 13053 Punaauia.

Dépôt de l'état des créances au tribunal mixte de commerce de Papeete où les réclamations seront recevables dans un délai de trente jours à compter de la date de la présente publication.

Avis de dépôt de l'état des créances de l'EURL CONFORT PLUS, RCS de Papeete : n° 9948 B, adresse : BP 140637 Arue.

Dépôt de l'état des créances au tribunal mixte de commerce de Papeete où les réclamations seront recevables dans un délai de trente jours à compter de la date de la présente publication.

Avis de dépôt de l'état des créances de M. Pohuetua TUMAHAI, gérant de la SARL TAIARAPU INFORMATIQUE, RCS de Papeete : n° 9526 B, adresse : Afaahiti, route du Plateau.

Dépôt de l'état des créances au tribunal mixte de commerce de Papeete où les réclamations seront recevables dans un délai de trente jours à compter de la date de la présente publication.

Avis de dépôt de l'état des créances de la SARL PITATE, RCS de Papeete : n° 2999 B, adresse : BP 3394 Papeete.

Dépôt de l'état des créances au tribunal mixte de commerce de Papeete où les réclamations seront recevables dans un délai de trente jours à compter de la date de la présente publication.

Etude de Me Dominique DUBOUCH,
notaire à Papeete

Cession de droit au bail

Aux termes d'un acte reçu par Me Dominique DUBOUCH, notaire à Papeete, le 9 novembre 2006,

M. Marc Bruno René GUEDICHE, commerçant, et Mme Sarah MOUSSAOUI, commerçante, son épouse, demeurant ensemble à Pirae, résidence Gadiot, BP 4582 Papeete,

Ont vendu à :

La société dénommée L'EXQUISE, entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée au capital de 1 000 000 F CFP, ayant son siège social à Punaauia, PK 14,700, pointe des Pêcheurs, BP 380603 Tamanu, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 9352 B,

Tous les droits, pour le temps qui en reste à courir, au bail reçu par Me Dominique CALMET, notaire associé à Papeete, le 16 décembre 2004, sur un local sis à Papeete, passage Cardella, portant le n° 5, situé au rez-de-chaussée d'un immeuble formant l'angle de la rue du Général-de-Gaulle et du passage Cardella,

Moyennant le prix de 13 000 000 F CFP.

L'entrée en jouissance a été fixée au 10 novembre 2006.

Les oppositions, s'il y a lieu, devront être faites, à peine de forclusion, par exploit d'huissier, dans les dix jours de la présente et dernière insertion, en l'étude de Me Dominique DUBOUCH, notaire à Papeete, où domicile a été élu à cet effet.

Pour dernière insertion,
Me Dominique DUBOUCH, notaire.

ANNONCES DIVERSES

ASSOCIATION FAMILIALE TAVITA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(10 octobre 2006)

Président	: TAVITA Lionel
Vice-président	: TAVITA Tepare
Secrétaire	: VERSIGLIONI Rosa
Secrétaire adjointe	: TAVITA Heia
Trésorière	: PIHAATAE Tetua
Trésorière adjointe	: KERMABON Norma

ASSOCIATION TE VAHINE MATATINI

Modification de statuts

Le siège social est transféré au PK 35,500, côté mer, BP 12390 Papara, 98712 Tahiti.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(13 septembre 2006)

Présidente	: CONDAMINES Matae
Vice-présidentes	: MOTAMPOO Ahuura PANAI Florienne
Secrétaire	: CONDAMINES Jean-Pierre
Secrétaire adjointe	: MAAMAATUAIAHUTAPU Mateata
Trésorière	: TINORUA Alice
Trésorière adjointe	: TEHEI Tania
Assesleurs	: MAIHI Linda MEULE Titaua TAHUTINI Florienne

COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE VAL FAUTAU PRIMAIRE

Modification de statuts

L'association a aussi pour but de permettre les échanges culturels hors de la Polynésie française.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(24 octobre 2006)

Président	: TEUPOO Bertrand
Vice-présidente	: TCHING Lorna
Secrétaire	: VAIRAA Sophie
Secrétaire adjointe	: LAGARDE Nathalie
Trésorière	: RAVEINO Raymonde
Trésorière adjointe	: TAURAA Eraina
Commissaire aux comptes	: ELBAZ Simon

ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE L'ECOLE MATERNELLE ET PRIMAIRE DE ERIMA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(10 octobre 2006)

Président	: BUCHIN Vaitia
Vice-président	: QUENEE Vincent
Secrétaire	: TOMASELLO Valérie
Secrétaire adjointe	: TANGI Titaina
Trésorière	: TRAPP Tiare
Trésorière adjointe	: MAUI Orélia

ASSOCIATION IMI RAVEA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(11 novembre 2006)

Président d'honneur	: RAPAE Pierre
Président	: TIEN WAH Vehiarii
Vice-présidente	: MATAITAI Tepa
Secrétaire	: PIFAO Doriane
Secrétaire adjointe	: RAPAE Loana
Trésorière	: HOATA Eliane
Trésorière adjointe	: FARAUU Teraï
Commissaires aux comptes	: BARFF Rachel RAPAE Maheata
Assesleurs	: BONNET Jacqueline CATALA Claire

ASSOCIATION CAVALIERS DU RANCH DU PLATEAU RAUVAU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(30 octobre 2006)

Présidente	: BARRABAN Mireille
Vice-président	: PERIGNON Hervé
Secrétaire	: HOMMEL Didier
Secrétaire adjoint	: JOLY Patrick
Trésorière	: PIRITUA Jennifer
Trésorière adjointe	: ANSADE Valérie

ASSOCIATION MAEVA PLONGEE

Dissolution
(18 novembre 2006)

Lors de l'assemblée générale extraordinaire, il a été décidé de dissoudre l'association à l'unanimité.

ASSOCIATION TOMITE MATETE PUNA RAU NO FAA'A

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(13 novembre 2006)

Présidente d'honneur	:	HAOA Philemona
Présidente	:	TEVAATUA Betina
Vice-présidente	:	COPPENRATH Jeannette
Secrétaire	:	ATAMU Elvina
Secrétaire adjointe	:	GUILLONNEAU Marie-France
Trésorière	:	MOROHU Germaine
Trésorière adjointe	:	LAURENT Utebia
Commissaires aux comptes	:	PUARII Raiariki VANAA Johanna
Assesseurs	:	MAIHOTA Blanche MOROHU Joseph PAPARA Ronald

RESULTATS DE LA TOMBOLA PHISIGMA
(Tirage effectué le 25 novembre 2006)

1er lot	n° 36 719	2 A/R Papeete/Los Angeles/Las Vegas
2e lot	n° 25 080	1 tableau d'une valeur de 180 000 F CFP
3e lot	n° 11 771	2 A/R Papeete/Los Angeles/Las Vegas
4e lot	n° 33 333	2 A/R Papeete/Los Angeles
5e lot	n° 18 403	2 A/R Papeete/Los Angeles
6e lot	n° 38 868	1 week-end pour 2 personnes à l'hôtel
7e lot	n° 22 730	1 week-end pour 2 personnes à l'hôtel

ASSOCIATION TUTELGER

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(30 novembre 2006)

Président	:	MONTARON Alfred
Vice-président	:	SICARD Thierry
Secrétaire	:	GOMMERS François
Secrétaire adjointe	:	DEXTER Ilona
Trésorière	:	CHING Michella
Trésorier adjoint	:	COLLORIG Bernard
Assesseurs	:	CALONNE Thierry TEHEI Modestine LII Suzanne MICHAUD Nathalie SIMON Edwige

**ASSOCIATION DES PARENTS ET AMIS
DE L'ECOLE HEITAMA**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(3 octobre 2006)

Président	:	BRINCKFIELDT Karl
Vice-présidente	:	TAPUTU Elina
Secrétaire	:	DEXTER Madiana
Secrétaire adjointe	:	HUGON Véronique
Trésorière	:	ADAMS Brigitte
Trésorier adjoint	:	LOYANT Olivier

COOPERATIVE DU COLLEGE DE TAAONE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(28 septembre 2006)

Présidente	:	MIHURAA Rava
Vice-président	:	TAURAA Heimana
Secrétaire	:	DUPIEUX Vanessa
Secrétaire adjointe	:	MAITERE Claude
Trésorier	:	HUGONY Max
Trésorière adjointe	:	WASILEWSKI Christine
Membres	:	DEJARDIN Olivier CHIN CHOI Franck

**ASSOCIATION SPORTIVE SCOLAIRE USEP
DE L'ECOLE DE HAAPU**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(13 octobre 2006)

Président d'honneur	:	COLOMBANI Georges
Président	:	IHORAI Charles
Vice-présidente	:	TEMAIANA Noéline
Secrétaire	:	PUUPUU Josiane
Secrétaire adjointe	:	LY Tauhere
Trésorière	:	TEHEIURA Marlène
Trésorier adjoint	:	DOBROWOLSKY Heremoana

ASSOCIATION AQUAMAT

Modification de statuts

Le siège social est situé à Papeete, rue du 5-mars, immeuble Tehiva.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(20 novembre 2006)

Présidente	:	CHARLES Carole
Secrétaire	:	DESREZ Sandra
Trésorière	:	CORLAY Sandrine
Assesseur	:	CHANG Nathalie

**CERCLE D'INVESTIGATION DE L'ETHNOASTRONOMIE
LOCALE OU CIEL**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(19 novembre 2006)

Président	:	CRUCHET Louis
Vice-président	:	PROKOP Libor
Secrétaire-trésorière	:	VANDAULT Rosalie

ASSOCIATION EKALESIA EMANUELA NO PAREA

Changement de nom
(11 juin 2006)

M. Tetaria TEATA, trésorier de l'association, portera désormais le nom de Tetaria TEIVA.

**ASSOCIATION ARTISANALE
VAITARONA DE TIAREI HAAPOPONI**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(14 juin 2006)

Président	:	IOTUA Iotua
Vice-président	:	IOTUA Ludovic
Secrétaire	:	IOTUA Linda
Secrétaire adjointe	:	IOTUA Doris
Trésorier	:	PATU Taaroarii
Trésorière adjointe	:	PATU Ruielle

**ASSOCIATION D'ANCIENS LEGIONNAIRES
DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(24 novembre 2006)

Président	:	TIHONI-LENOIR Marcellin
Vice-président	:	MAI Franz
Secrétaire	:	CHARRON Daniel
Trésorier	:	POUSTIS Richard
Porte-drapeau	:	PIRAS Luigi
Porte-drapeau adjoint	:	MATHIEU Claude

**ASSOCIATION JEUNESSE DE SAINTE-AMELIE
anciennement dénommée
ASSOCIATION TE UI API NO AMERI**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(18 novembre 2006)

Président d'honneur	:	KOHEATIU Jean-Pierre
Président	:	TAAROA Denis
Vice-présidente	:	ORBECK Anna
Secrétaire	:	TEIVAO Edith
Secrétaire adjointe	:	TETOKA Aline
Trésorière	:	TEIVAO Justine
Trésorier adjoint	:	TEFAU Justin
Assesseurs	:	VAKI Moehau HAUARI Pascal

ASSOCIATION SPORTIVE DU COLLEGE DE BORA BORA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(5 septembre 2006)

Président	:	CAPDEVILLE Bernard
Vice-président	:	TINORUA Taiau
Secrétaire	:	BEYLARD Marie-Catherine
Secrétaire adjointe	:	HOTO Turouru
Trésorière	:	WIDMANN Sophie
Trésorière adjointe	:	TITAE Moere

**FOYER SOCIO-EDUCATIF
DU LYCEE PROFESSIONNEL DE UTUROA**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(6 septembre 2006)

Présidente	:	DOUDOUTE Teremoana
Vice-président	:	HAUMANI Dominique
Secrétaire	:	PUAITARA Hinanui
Secrétaire adjointe	:	FIRUU Mélody
Trésorière	:	MOHR-FRANC Isabelle
Trésorière adjointe	:	ROURA Vahinetua
Assesseurs	:	TAATA Doris PETIT Benoîte MALINOWSKI Moeana LEGROS Dominique

ASSOCIATION TARA RIA

(Récépissé n° 10297 DRCL du 12 décembre 2006)

Extraits de statuts

Il est fondé le 29 novembre 2006, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901 dénommée ASSOCIATION TARA RIA.

Elle a pour objet de promouvoir le rassemblement des jeunes, les activités sportives et le reo maohi.

Son siège social est situé à Faa'a, PK 5,700, côté mer. Il pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration ; la ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	:	REVA Eléonore
Secrétaire	:	TAHIRI Lorna
Trésorière	:	TAHI Hepe

**ASSOCIATION FAMILIALE DES DESCENDANTS
ET HERITIERS DE IHOTINIRAUARIHOTOA TEANINI
ET DE TUTEARII SALMON**

(Récépissé n° 10247 DRCL du 30 novembre 2006)

Extraits de statuts

Il est fondé le 3 juin 2006, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901 dénommée ASSOCIATION FAMILIALE DES DESCENDANTS ET HERITIERS DE IHOTINIRAUARIHOTOA TEANINI ET DE TUTEARII SALMON.

Elle a pour objet :

- de rassembler les descendants et héritiers de Ihotinirauarihotoa Teanini et de Tutearii Salmon ;
- de favoriser les liens familiaux entre ses membres par l'organisation de manifestations de tout ordre (social, culturel, sportif, artistique, etc.) ;
- d'établir au plus près de la réalité, pièces d'état civil à l'appui des ascendants et descendants, la généalogie des susnommés ;
- de revendiquer et de défendre les droits de ses héritiers ;
- de rechercher et se faire communiquer tous autres documents utiles pour préserver leurs droits.

Son siège social est situé à la mairie de Punaauia.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	:	TETUANUI Teva
Vice-président	:	TUAIVA Jean-Paul
Secrétaire	:	BURNS Mireille
Secrétaire adjointe	:	TEHEI Moea
Trésorière	:	SAGE Renilde
Trésorière adjointe	:	HAUTI Adelina

**ASSOCIATION DES CHERCHEURS DU CHEMIN
UNIVERSEL DE SAINT-JACQUES DE TAHITI**
(Récépissé n° 10264 DRCL du 1er décembre 2006)

Extraits de statuts

Il est créé le 21 novembre 2006, conformément à la loi du 1er juillet 1901, l'ASSOCIATION DES CHERCHEURS DU CHEMIN UNIVERSEL DE SAINT-JACQUES DE TAHITI.

Elle a pour objet d'organiser des groupes de rencontres, de découvertes, d'échanges, de réflexion et de méditation par le partage et l'application de techniques et méthodes dans le respect et la liberté.

Son siège social est situé 17, rue Jeanne-d'Arc, immeuble Ura Iti, Papeete.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: ALINE Edwin
Secrétaire	: ROUSSE Dominique
Trésorier	: CHARVET Gilles

ASSOCIATION FAAHOTU IA MATAIVA
(Récépissé n° 198 TG du 6 décembre 2006)

Extraits de statuts

Il est fondé le 24 novembre 2006, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents dénommée ASSOCIATION FAAHOTU IA MATAIVA.

Elle a pour objet :

- la régénération de la cocoteraie sur l'île ;
- le nettoyage et le défrichement des parcelles à régénérer ;
- l'éclaircissement des cocoteraies trop denses ;
- la mise en place d'un programme de la fertilisation ;
- le baguage des cocotiers en production (contre les ravageurs) ;
- la qualité du coprah (séchoir à coprah) ;
- un programme de scierie pour les bois de cocotier ;
- la mise en place d'une pépinière de production des plants divers ;
- le reboisement en bois de luxe pour l'artisanat et fruits (tamanu, miro, etc.) ;
- la protection de l'environnement ;
- la protection du littoral par des plants résistants (brise-vent).

Son siège social est situé à Mataiva.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: YIENG KOW Lily
Vice-président	: CATTIAUX Michel
Secrétaire	: HURI Daiana
Secrétaire adjointe	: TEFAFANO Léonie
Trésorière	: FARAURU Karine
Trésorier adjoint	: NATUA Georgy
Assesseurs	: DEPIERRE Armand NATUA Adrien

ASSOCIATION NGATUTU

(Récépissé n° 10219 DRCL du 24 novembre 2006)

Extraits de statuts

Il est fondé le 7 novembre 2006 une association familiale dénommée ASSOCIATION NGATUTU.

Elle a pour objet :

- de regrouper tous les membres de l'association afin de consolider et de retrouver les liens et degrés de parenté qui les unissent et ainsi se connaître ;
- d'établir une généalogie exacte et précise d'une succession ;
- de faire des recherches en biens immobiliers et mobiliers appartenant aux ancêtres ;
- de recueillir tous les documents dans les services concernés (tribunal, cadastre, notaire, mairie) ;
- d'organiser si possible des déplacements pour faire aboutir les recherches sus-citées et de rencontrer d'autres parents ;
- d'organiser, de collaborer ou de participer à l'organisation de fêtes, concours et autres manifestations à caractère folklorique, culturel, artisanal et corporatif ;
- l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des membres de l'association.

Son siège social est situé à Faa'a, quartier Johnston. Le bureau a le choix de l'immeuble où le siège est établi et peut le déplacer dans la limite du territoire de la Polynésie française sur décision du conseil d'administration.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: ARAI Rose-Marie
Vice-président	: ARAI Tuteirihia
Secrétaire	: ARAI Hubert
Secrétaire adjointe	: ARAI Ana
Trésorier	: ARAI Tino
Trésorière adjointe	: ARAI Rauméa
Assesseurs	: HOUARIKI Rua ARAI Fernand ARAI Noël ARAI Emilio

ASSOCIATION SPORTIVE TAMARII PUAREA
(Récépissé n° 10309 DRCL du 14 décembre 2006)

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION SPORTIVE TAMARII PUAREA, fondée le 2 décembre 2006, a pour objet la pratique des activités physiques et sportives ainsi que l'organisation d'activités ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre ses membres.

Son siège social est situé à Maiao. Il pourra être transféré par simple décision de l'organe de direction de l'association, la ratification par la plus proche assemblée générale sera nécessaire.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TEIHOTU Ephraïma
Vice-président	: RUPEA Fabien
Secrétaire	: TEIHOTU Raita
Trésorier	: TEIHOTU Turo

ASSOCIATION SPORTIVE TEAHUPOO VA'A
(Récépissé n° 10310 DRCL du 14 décembre 2006)

Extraits de statuts

Il est créé le 19 novembre 2006 en Polynésie française l'ASSOCIATION SPORTIVE TEAHUPOO VA'A, régie par la loi du 1er juillet 1901.

Elle a pour objet :

- la promotion et le développement de l'activité "va'a" ;
- la mise en place de structures servant à cette activité ;
- la lutte contre l'exclusion, le désœuvrement et la prévention pour un bien-être physique et moral par la mise en place de cette activité "va'a" pour la jeunesse.

Son siège social est situé à Teahupoo, PK 15,600, côté mer.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidents d'honneur	: FAATAU Edmond MAONI Baby SALMON Jean-Henri
Président	: ELLACOTT Matorai
Vice-président	: FAATAU Calixte
Secrétaire	: TUPANA Roniu
Secrétaire adjointe	: MAONI Elise
Trésorière	: FAATAU Vaeana
Trésorière adjointe	: ARUTAHU-SALMON Elvina
Assesseur	: LABASTE Bruno

ASSOCIATION FAMILIALE HUPEARII A TERAITOATEA
(Récépissé n° 272 SAISLV du 30 novembre 2006)

Extraits de statuts

Il est créé le 28 octobre 2006, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 dénommée ASSOCIATION FAMILIALE HUPEARII A TERAITOATEA.

Elle a pour objet :

- de se regrouper, de se connaître et de resserrer les liens familiaux ;
- de recueillir tous les documents officiels dans les services publics et privés (tribunal, direction des affaires foncières, notaires, etc.) ;
- d'engager toutes actions pour faire aboutir les revendications concernant le patrimoine familial ;
- de défendre et de protéger les biens familiaux ou ancestraux.

Son siège social est situé à Vaitape, au lieudit Tapehaa, Bora Bora. Il pourra être transféré par simple décision de l'assemblée générale en tout autre lieu de la Polynésie.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	: URAARO Daniel
Présidente	: PENI Maggie
Vice-présidente	: YE ON Tara Harapoi
Secrétaire	: VIDAL Antonina
Secrétaire adjointe	: MARAKAI Naumi
Trésorier	: AHU Fabien
Trésorier adjoint	: MOU KIOU Albert

ASSOCIATION FAMILIALE AHUTIARE
(Récépissé n° 10147 DRCL du 5 décembre 2006)

Extraits de statuts

Il est fondé le 7 octobre 2006, une association familiale réunissant tous les héritiers de dame Ahutiaré Paheroo épouse Metua Paorai, dénommée ASSOCIATION FAMILIALE AHUTIARE.

Elle a pour objet :

- de regrouper tous les membres de l'association et de rassembler tous les héritiers de dame Ahutiaré Paheroo épouse Metua Paorai afin de consolider et de retrouver les liens et degrés de parenté qui les unissent et ainsi se connaître ;
- d'établir une généalogie exacte et précise d'une succession ;
- de faire des recherches en biens immobiliers et mobiliers appartenant aux ancêtres ;
- de recueillir tous les documents dans les services concernés (tribunal, cadastre, notaire, mairie) ;
- d'organiser si possible des déplacements pour faire aboutir les recherches sus-citées et rencontrer d'autres parents ;
- l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des membres de l'association.

Son siège social est situé à Teahupoo, PK 16, côté montagne.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidents d'honneur	: TEVAEARAI Raparii MAU Fainui (père)
Président	: TEUIRA Taarii Robert
Vice-président	: METUA Pierrot
Secrétaire	: TEVAEARAI Eliane
Secrétaire adjointe	: TERIITAHU Bellona
Trésorière	: LUCAS Béatrice
Trésorière adjointe	: FAUA Josiane
Commissaires aux comptes	: LUCAS Christian PAHEROO Jeannette

ASSOCIATION POUONO
(Récépissé n° 201 TG du 13 décembre 2006)

Extraits de statuts

Il est constitué le 12 décembre 2006, entre tous ceux qui adhèrent aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 dénommée ASSOCIATION POUONO.

Elle a pour objet l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des artisans, des masseurs traditionnels et des groupes folkloriques de la commune de Apataki, Tuamotu Nord :

- en luttant contre la concurrence des produits d'importation ;
- en encourageant la production et la vente d'objets d'artisanat local ;
- en aidant les autorités responsables à prendre des mesures de protection et de sauvegarde de l'artisanat local ;
- en adaptant les productions aux exigences du marché ;
- en facilitant l'achat et l'utilisation en commun de matériels et produits nécessaires à l'exercice de la profession ;

- en aidant à la poursuite des progrès moral et professionnel de ses membres.

Son siège social est situé à Apataki, Tuamotu Nord.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	:	ORBECK Rosalie
Secrétaire	:	ORBECK Tapairu
Secrétaire adjoint	:	TUIRA Manutaki
Trésorière	:	PIRITIANA Tiarau
Membres	:	EDWIN Teroro ORBECK Mereariki

LOTO NATIONAL

LOTO NATIONAL N° 99

Premier tirage du mercredi 13 décembre 2006 :

4 32 36 37 42 49

Numéro complémentaire : **29**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	0	0
5 bons numéros et numéro complémentaire.....	2	4 754 880
5 bons numéros.....	180	186 109
4 bons numéros et numéro complémentaire.....	507	6 968
4 bons numéros.....	12 003	3 484
3 bons numéros et numéro complémentaire.....	15 652	1 336
3 bons numéros.....	248 360	668

Deuxième tirage du mercredi 13 décembre 2006 :

6 10 27 29 31 39

Numéro complémentaire : **3**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	1	203 199 403
5 bons numéros et numéro complémentaire.....	14	707 147
5 bons numéros.....	324	105 417
4 bons numéros et numéro complémentaire.....	1 020	4 724
4 bons numéros.....	17 102	2 362
3 bons numéros et numéro complémentaire.....	27 859	500
3 bons numéros.....	302 741	250

Jocker + : 5 584 995

LOTO NATIONAL N° 100

Premier tirage du samedi 16 décembre 2006 :

5 10 13 20 43 48

Numéro complémentaire : **24**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	2	53 644 152
5 bons numéros et numéro complémentaire.....	7	1 592 971
5 bons numéros.....	363	106 312
4 bons numéros et numéro complémentaire.....	1 042	4 438
4 bons numéros.....	21 027	2 219
3 bons numéros et numéro complémentaire.....	29 314	476
3 bons numéros.....	375 652	238

Deuxième tirage du samedi 16 décembre 2006 :

4 10 17 32 37 48

Numéro complémentaire : **38**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	0	0
5 bons numéros et numéro complémentaire.....	6	1 851 145
5 bons numéros.....	405	95 763
4 bons numéros et numéro complémentaire.....	593	5 274
4 bons numéros.....	18 209	2 637
3 bons numéros et numéro complémentaire.....	18 777	548
3 bons numéros.....	330 409	274

Joker + : 7 379 715

KENO

Lundi 11 décembre 2006

1er tirage

Jackpot : 6 18 18 49 — Joker + : 2 810 483

2	4	8	9	10	11	13	17	18	19
27	36	38	43	46	47	50	56	61	62

2e tirage

Jackpot : 1 88 95 41 — Joker + : 0 612 908

1	5	12	13	21	22	23	27	29	33
38	39	41	50	58	61	64	66	69	70

Mardi 12 décembre 2006

1er tirage

Jackpot : 6 53 36 57 — Joker + : 2 299 246

4	6	12	14	15	20	25	26	27	30
35	37	40	45	46	52	58	60	66	70

2e tirage

Jackpot : 7 23 27 14 — Joker + : 9 672 822

3	4	11	17	22	23	26	31	32	35
36	40	41	44	46	49	51	52	60	65

Mercredi 13 décembre 2006

1er tirage

Jackpot : 7 10 24 51 — Joker + : 4 236 545

7	8	10	14	21	23	24	25	30	32
34	36	45	47	48	54	56	58	64	69

2e tirage

Jackpot : 6 24 54 29 — Joker + : 5 584 995

1	2	4	11	14	15	26	27	32	33
34	36	41	46	52	53	55	56	58	66

Jeudi 14 décembre 2006

1er tirage

Jackpot : 7 52 75 69 — Joker + : 8 346 089

4	7	10	11	14	20	22	31	33	36
37	38	45	51	55	56	59	64	65	67

2e tirage

Jackpot : 0 01 32 03 — Joker + : 9 869 668

6	8	11	17	18	21	24	25	30	31
35	39	40	42	43	45	52	53	54	62

Vendredi 15 décembre 2006

1er tirage

Jackpot : 6 69 93 13 — Joker + : 5 046 881

1	3	13	16	18	20	21	25	26	30
39	40	41	46	50	52	54	56	58	68

2e tirage

Jackpot : 1 71 40 17 — Joker + : 5 405 883

1	5	6	10	11	12	17	19	32	34
44	46	48	49	55	59	60	63	64	65

Samedi 16 décembre 2006

1er tirage

Jackpot : 5 06 81 12 — Joker + : 8 767 936

9	13	16	17	18	21	24	29	40	41
42	43	44	48	53	54	55	57	69	70

2e tirage

Jackpot : 2 32 50 49 — Joker + : 7 379 715

1	9	10	11	14	15	16	23	26	30
32	34	35	48	50	58	62	64	66	67

Dimanche 17 décembre 2006

1er tirage

Jackpot : 5 96 89 37 — Joker + : 6 700 641

1	11	13	15	16	17	22	23	26	29
30	34	37	43	52	58	61	65	69	70

2e tirage

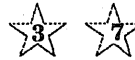
Jackpot : 0 26 29 38 — Joker + : 5 803 455

7	10	12	13	14	20	24	27	29	32
33	36	37	41	51	56	60	61	62	68

EURO MILLIONS

Vendredi 15 décembre 2006 - N° 50

9 23 35 37 42



Bons numéros	Bonnes étoiles	Nombre de gagnants en France	Nombre de gagnants en Europe	Gains (pour 250 F CFP)
5 +	☆ ☆	0	0	0
5 +	☆	2	8	48 457 171
5		3	16	6 875 680
4 +	☆ ☆	54	226	347 684
4 +	☆	583	2 110	24 821
4		756	3 022	12 124
3 +	☆ ☆	1 916	8 443	6 193
3 +	☆	20 272	81 582	3 269
2 +	☆ ☆	25 424	111 666	2 052
3		30 025	121 425	2 016
1 +	☆ ☆	142 859	596 172	883
2 +	☆	257 340	1 072 415	1 169

Joker + : 5 405 883

AVIS RELATIF AU JEU DE LA FRANÇAISE DES JEUX DENOMME "EURO MILLIONS"

Article 1er. — En cas d'absence de gagnant de 1er rang au tirage du 15 décembre 2006, les sommes affectées aux gagnants de 1er rang du tirage du 22 décembre 2006, définies conformément aux sous-articles 8.4.1 et 8.5.4 du règlement du jeu, seront majorées d'une somme de 3 000 000,00 euros (357 995 226 F CFP), prélevée sur le Fonds Booster en application du sous-article 8.4.2.2 du règlement du jeu.

Art. 2. — En cas de gagnant(s) de 1er rang au tirage du 15 décembre 2006, un gain minimum de 15 millions d'euros (1 789 976 133 F CFP) sera garanti pour l'ensemble des gagnants de 1er rang du tirage du 22 décembre 2006, en application de l'article 8.7 du règlement du jeu.

Art. 3. — La garantie de l'article 2 ci-dessus consiste à compléter si nécessaire jusqu'à la somme précitée la part des mises affectée au 1er rang au moyen d'un prélèvement sur le Fonds Booster, en application du sous-article 8.4.2.2 du règlement du jeu.

Fait à Boulogne-Billancourt, le 12 décembre 2006.

*Le président-directeur général
de La Française des Jeux,
Christophe BLANCHARD-DIGNAC.*

*Le président
de La Pacifique des Jeux,
Roland de VILLEPIN.*